



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
5 mai 2004
Français
Original: anglais/espagnol/français

**Réunion des États Parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

Treizième session

New York, le 5 août 2004

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5
de l'article 17 de la Convention, de 11 membres du Comité,
pour remplacer les membres dont le mandat arrive
à expiration le 31 décembre 2004**

* CEDAW/SP/2004/1.



Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la treizième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 5 août 2004. À cette date, les États parties procéderont à l'élection de 11 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat prendra fin le 31 décembre 2004 (voir Annexe I). Les noms des autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2006, figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 2 février 2004, a invité les États parties, à transmettre les noms de leurs candidats pour l'élection de 11 membres du Comité, d'ici au 15 avril 2004. On trouvera ci-après, dans l'ordre alphabétique, les noms des personnes désignées, avec l'indication des États parties à la Convention qui ont présenté leur candidature d'ici au 15 avril 2004.

<i>Candidats</i>	<i>Désignés par</i>
Ayse Feride Acar	Turquie
Doris Acevedo Izaguirre	Venezuela
Sjamsiah Achmad	Indonésie
Magalys Arocha Dominguez	Cuba
Mary Shanti Dairiam	Malaisie
Natalya Drozd	Bélarus
Alda Maria Facio Montejo	Costa Rica
Françoise Gaspard	France
Antonia Guvava	Zimbabwe
Ressolguessida Clémence Ilboudo/Sawadogo	Burkina Faso
Fatimah Kwaku	Nigeria
Maria Das Dores Lima Gomes	Cap-Vert
Maître Maïga Soyata	Mali
Tiziana Maiolo	Italie
Göran Melander	Suède
Hope R. Mwesigye	Ouganda
Maria Jesús Nkara Owono Nse	Guinée équatoriale
Silvia Pimentel	Brésil

<i>Candidats</i>	<i>Désignés par</i>
Hanna Beate Schöpp-Schilling	Allemagne
Heisoo Shin	République de Corée
Glenda P. Simms	Jamaïque
Anamah Tan	Singapour
Maria Regina Tavares da Silva	Portugal
Taufa Vakatale O.F., J.P.	Fidji
Zou Xiaoqiao	Chine

3. Les curriculum vitae des candidats susmentionnés, communiqués par leur gouvernement, figurent à l'annexe III.

Annexe I

Liste des 11 membres du Comité dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2004

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
Feride Acar	Turquie
Sjamsiah Achmad	Indonésie
Françoise Gaspard	France
Yolanda Ferrer Gomez	Cuba
Aida Gonzalez Martinez	Mexique
Christine Kapalata	République-Unie de Tanzanie
Fatima Kwaku	Nigeria
Göran Melander	Suède
Hanna Beate Schöpp-Schilling	Allemagne
Heisoo Shin	République de Corée
Maria Regina Tavares da Silva	Portugal

Annexe II

Liste des 12 membres qui siégeront au Comité jusqu'au 31 décembre 2004

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie
Dorcas Coker-Appiah	Ghana
Cornelis Flinterman	Pays-Bas
Naela Mohamed Gabr	Égypte
Huguette Bokpe Gnacadja	Bénin
Me Salma Khan	Bangladesh
Rosario G. Manalo	Philippines
Krisztina Morvai	Hongrie
Pramila Patten	Maurice
Victoria Popescu	Roumanie
Fumiko Saiga	Japon
Dubravka Šimonović	Croatie

Annexe III*

Curriculum vitae des candidats

Ayşe Feride Acar (Turquie)

Date de naissance : 14 janvier 1948

Lieu de naissance : Bursa, Turquie

Nationalité : Turquie

Adresse professionnelle :

Department of Political Science & Public Administration (Service de sciences politiques et d'administration publique), Université technique du Moyen-Orient, Ankara, 06531, Turquie

Adresse permanente :

Iran Caddesi 29/1 Gazi Osman Pasa-Ankara/Turquie

Téléphone : +90 312 2103012 /+90 312 2102007

Fax : +90 312 210 1341

Adresse électronique : acar@metu.edu.tr

Téléphone : +90 312 427 2708

Position actuelle

Professeur et Présidente, Service de Sciences politiques et d'administration publique, Université technique du Moyen-Orient, Ankara, Turquie. (Depuis 2001)

Présidente, Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)*

Éducation

Doctorat en sociologie, Bryn Mawr College, Philadelphie, États-Unis, 1976

Maîtrise en sociologie, Bryn Mawr College, Philadelphie, États-Unis, 1973

Licence en sociologie, Middle East Technical University, Ankara, Turquie, 1970

* La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est le seul organe de l'ONU, créé en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits fondamentaux des femmes, ayant force obligatoire. Le Comité est son organe de surveillance, doté d'un mandat établi par un texte juridique. Les membres de la Convention sont élus au Siège de l'ONU à New York par les 175 États parties à la Convention. Ils siègent à titre personnel en qualité « d'experts indépendants » chargés de surveiller l'application de la Convention dans tous les États parties.

Expérience professionnelle

Professeur associé (1977-1989); Professeur associé (1989-1994); Professeur (depuis 1994)

Service de sciences politiques et d'administration publique, Middle East Technical University, Ankara

A. Activités/Responsabilités au sein d'organes internationaux, de comités et de réseaux.

- o Membre de la Convention CEDAW depuis 1997
 - Présidente depuis 2003
 - Vice-présidente 2001-2003
 - Rapporteuse 1999-2001
- o Membre et porte-parole de la délégation turque auprès de la **Commission de la condition de la femme à l'ONU** à New York, mars 1998 et mars 1999 (A représenté la Turquie dans le cadre des négociations menées pour élaborer et adopter le Protocole facultatif se rapportant à la Convention).
- o Représentante du Comité de la Convention auprès de la **Commission des droits de l'homme des Nations Unies**, Genève, mars 2000.
- o Représentante du Comité de la Convention auprès de la **vingt-troisième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies** (Beijing + 5), New York, juin 2000.
- o Représentante de la Convention auprès de la **Commission des droits de l'homme des Nations Unies**, Genève, mars 2003.
- o Membre et porte-parole de la délégation turque au **Conseil de l'Europe, à la Conférence ministérielle européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes**, Istanbul, 12 et 13 novembre 1988 (chargée de représenter la Turquie auprès du Comité principal).
- o Membre et contact national pour la Turquie au sein du **Conseil de l'Europe et du réseau européen chargé de l'étude de la condition féminine** (ENWS) 1988-1995
- o Intervenante dans « **Voix vitales avec Hillary Clinton** ». Conférence sur la promotion de la parité entre les sexes et du respect des droits des femmes pour l'Asie centrale et la Turquie, Novembre 1999, Istanbul.

B. Élaboration d'un programme universitaire, enseignement et organisation de conférences

- o Fondatrice et présidente/directrice (1993-2001) du premier programme de troisième cycle relatif à **l'étude de la condition féminine et des sexes** en Turquie, à l'**Université technique du Moyen-Orient** à Ankara. (Chargée de faire approuver par l'Université et le Conseil d'éducation supérieure la mise en place d'un nouveau programme interdisciplinaire dans le

- système universitaire; de recueillir des fonds; de recruter des enseignants; d'enseigner des cours et de fournir des conseils aux étudiants universitaires). Effectue des travaux de recherche consacrés à l'étude de la condition féminine, et assure un rôle de supervision; organise des conférences et des séminaires).
- o Depuis 1994, met au point et enseigne de « nouveaux » cours portant sur l'étude de la condition féminine et des sexospécificités
 - GWS 501 **Introduction à l'étude de la condition féminine**
 - GWS 502 **La question de la condition féminine en Turquie :**
Quelques conceptualisations interdisciplinaires
 - o Membre des comités d'organisation et des conseils scientifiques des conférences régionales et internationales organisées sous l'égide du Conseil de l'Europe, sur les questions relatives à la condition féminine et aux sexospécificités :
 - « **Gender approaches to Emergency Situations : Women's realities** » (Stratégies tenant compte des spécificités de chaque sexe dans les situations d'urgence : réalités des femmes), Athènes, mai 1995
 - « **European Conference Gender Approaches to Health in Emergency Situations : Women's Realities** » (Conférence européenne sur les stratégies tenant compte des spécificités de chaque sexe en matière de santé, dans les situations d'urgence : réalités des femmes) San Marin, décembre 1995.
 - o Participante à la série de conférences de la coopération Est-Ouest sur « **Women in Sciences and Technology : Obstacles and Opportunities** » (les femmes dans le domaine des sciences et de la technologie : obstacles et possibilités), organisées sous l'égide du Centre européen de coordination pour la recherche et la documentation en sciences sociales (Centre de Vienne) et qui se sont tenues à :
 - Zagreb, Yougoslavie 21-23 juillet 1988
 - Suzdal, URSS 8-10 mars 1989
 - Lisbonne, Portugal 28-30 septembre 1989
 - o Co-organisatrice de la Conférence internationale sur le thème « **Women's Identities and Roles in the course of change : Central Asia, East and Central Europe and Turkey** » (Identités des femmes, évolution de leurs rôles : Asie Centrale, Europe Centrale, Europe de l'Est, Turquie) (soutenue par l'UNESCO et le PNUD) à Ankara du 23 au 25 janvier 1996.
 - o Direction d'un grand nombre de thèses de maîtrise ès sciences consacrées à l'étude des sexospécificités et de la condition féminine. 1997 à ce jour (voir Appendice 1)

C. Droits fondamentaux de la femme : sensibilisation et formation

Activités internationales

- o Sensibilisation et formation auprès de hauts fonctionnaires et d'ONG à l'étranger en ce qui concerne la ratification-exécution de la Convention CEDAW, l'établissement de rapports et de contre-rapports, et les activités de suivi. Fonctions : conseillère, oratrice principale, formatrice (2000 à ce jour). (Voir appendice 2)

Activités nationales

- o Coordonnatrice et formatrice principale du projet intitulé : « **Women's Status in Society and Intra-Family Violence** » (Condition de la femme dans la société et violence intrafamiliale) (1998-1999) dans le cadre du programme d'étude de la condition féminine et des sexospécificités de l'Université technique du Moyen-Orient, en coopération avec la Direction générale de la sécurité (Turquie). Chargée de sensibiliser les membres de la force de police aux aspects de la violence à l'encontre des femmes et de fournir une formation visant à l'application efficace de la loi sur la protection de la famille. Dans le cadre de ce projet, des officiers de police ont été formés (203 au total) dans trois provinces (Ankara, Diyarbakir et Trabzon) ainsi que 75 élèves de l'école de police (mai-octobre 1999).
- o Oratrice principale et conseillère dans des ateliers organisés par Amnesty International et l'Association turque du Barreau (Izmir, Istanbul, Ankara), consacrés aux **activités de sensibilisation et de formation sur le protocole facultatif se rapportant à la Convention CEDAW** et à son utilisation par les femmes comme mécanisme spécial d'examen de plaintes (octobre-mai 2003).

D. Projets de recherche et publications sur la parité des sexes et la condition féminine

Projets de recherche soutenus par des fonds internationaux :

- o Coordonnatrice et chercheur principal dans le cadre de l'évaluation par pays de la **Banque mondiale sur la place réservée aux femmes**, intitulée « Réduire les inégalités entre hommes et femmes en Turquie : une étape importante vers un développement socioéconomique plus rapide », 2002-2003.
- o Colauréate du prix décerné par la **Fondation Ford, Middle East Research Competition (MERC)** pour ses travaux de recherche sur « le rôle des femmes dans l'intégrisme islamique » dans le cadre du projet « Intégrisme islamique en Turquie » (1987-1988).
- o Chercheur dans le cadre du projet international interculturel « Stratification par sexe dans le monde universitaire », (1990-1994)
- o Chercheur et corédactrice dans le cadre du projet intitulé « Participation des femmes aux positions de responsabilité dans les domaines scientifique et technologique : Obstacles et possibilités », soutenu par le **Centre européen de coordination pour la recherche et la documentation en sciences sociales (Centre de Vienne)**, 1988-1989.

Projets nationaux de recherche

- o Coordinatrice et chercheur pour le projet intitulé « Discrimination par sexe dans le système d'éducation secondaire en Turquie », financé par **la Banque mondiale, la Turquie et le Gouvernement turc** (1996-1997). Ces travaux ont reçu en 1999 le « Prix de la recherche en matière d'éducation » décerné par la Fondation turque de l'Éducation.
- o Bénéficiaire d'une bourse accordée par l'**Institut turc de recherche sur la famille** pour ses travaux sur « l'évolution de la famille et des relations entre hommes et femmes dans les nouvelles familles urbaines » (1991-1992).

Publications internationales :

- o **Bridging the Gender Gap : A Milestone Towards Faster Socioeconomic Development, Turkey**, Country Gender Assessment (Réduire les inégalités entre hommes et femmes : une étape importante vers un développement socioéconomique plus rapide en Turquie, évaluation par pays sur la place réservée aux femmes) F. Acar (ed.), Banque mondiale (à paraître)
- o Acar, F. « Chapitre 1, Introduction », **Bridging the Gender Gap : A Milestone Towards Faster Socioeconomic Development, Turkey, Country Gender Assessment** (Réduire les inégalités entre hommes et femmes : une étape importante vers un développement socioéconomique plus rapide en Turquie, évaluation par pays sur la place réservée aux femmes) F. Acar (éditeur), Banque mondiale (à paraître)
- o « Chapitre 2, Éducation des femmes », **Bridging the Gender Gap : A Milestone Towards Faster Socioeconomic Development, Turkey, Country Gender Assessment** (Réduire les inégalités entre hommes et femmes : une étape importante vers un développement socioéconomique plus rapide en Turquie, évaluation par pays sur la place réservée aux femmes) F. Acar (ed), Banque mondiale (à paraître)
- o « Chapitre 12, Conclusion », **Bridging the Gender Gap : A Milestone Towards Faster Socioeconomic Development, Turkey, Country Gender Assessment** (Réduire les inégalités entre hommes et femmes : une étape importante vers un développement socioéconomique plus rapide en Turquie, évaluation par pays sur la place réservée aux femmes) F. Acar (ed), Banque mondiale (à paraître)
- o « Gessellschaftliche Geschlechterrollen und die Dynamik ihrer Veränderungen », **Geschlecht und Recht**, Korher-Stiftung, Hambourg, 2003 (avec A.G. Ayata)
- o « Discipline, success and stability : the reproduction of Gender and Class in Turkish Secondary Education » (Discipline, succès et stabilité : le rôle de l'enseignement secondaire dans la perpétuation des inégalités entre les sexes et entre les classes en Turquie), **Fragments of culture** (Fragments de culture), D. Kandiyoti et A. Saktanber (éditeurs) I. B. Tauris, 2002, 90-111 (avec A. G. Ayata).

- o « Turgut Ozal : Pious Agent of Liberal Transformation » (Turgut Ozal : Agent pieux de la transformation libérale), dirigeants politiques et démocratie en Turquie, M. Heper et S. Sayari (eds), Lexington Books, Maryland, 2002.
- o « Turkey » (Turquie), **The first CEDAW impact study** (la première étude d'impact de la Convention CEDAW), M. McPhedran (ed), Projet de l'Université de York sur les droits internationaux de la femme, York, 2000.
- o **Gender and Identity Construction : Women of Central Asia, the Caucasus and Turkey** (Établissement des identités et de la parité des sexes : Femmes de l'Asie centrale, du Caucase et de la Turquie), Acar, F. et Ayata, A. G. (eds), E. J. Brill, Pays-Bas, 2000.
- o « Turkey » (Turquie), Étude sur les femmes européennes, guide II, C. Krops (ed) WISE, Publication, Utrecht, Pays-Bas, 1997.
- o Akademiklerinnen in der Türkei : Historische Entwicklung und heutige Situation » (Femmes universitaires en Turquie : Évolution historique et situation actuelle), Femmes dans le monde universitaire, Frauen in der Akademischen Welt, H. Coskun (éditeur), Schriftenreihe Des Türkisch Deutschen Kulturbeirats, 1996, 88-103.
- o « Rapport de pays (sur la République turque) » **International Conference Islamic Laws and Women in the Modern World** (Conférence internationale sur les droits islamiques et les femmes dans le monde moderne), Islamabad, décembre 22-23 1996, 456-475.
- o « Women and Islam in Turkey » (Les Femmes et l'Islam en Turquie), **Women in Modern Turkish Society** (Les femmes dans la société turque moderne), Sirin Tekeli (ed). Zed Books Ltd, Londres 1995, 46-60.
- o « Higher Education in Turkey : A Gold-Bracelet for Women » (L'Enseignement supérieur en Turquie : Un bracelet en or pour les femmes) **World Yearbook of 1994 : the Gender Gap in Higher Education** (Annuaire mondial de l'éducation 1994 : les disparités entre les sexes dans l'enseignement supérieur), Kogan Page Pub. Londres 1994, 160-170.
- o « Turkish Women in Academia » **Proceedings of the Seventh Annual International Conference Women in Higher Education** (Les femmes turques dans le monde universitaire, Sessions de la septième conférence annuelle et internationale sur les femmes dans l'enseignement supérieur), Orlando, Floride, 6-8 janvier 1994, 1-7.
- o « Women and University Education in Turkey », **Higher Education in Europe** (Les femmes et l'enseignement universitaire en Turquie, Enseignement supérieur en Europe), Vol. XVIII, No. 4, 1993, 65-77.
- o « Islam in Turkey » **Turkey and Europe** (L'Islam en Turquie, la Turquie et l'Europe, C. Balkir et A.M. Williams (eds), Pinter Pub., Ltd. Londres & New York, 1993, 219-238.
- o « The true Path Party », **Political Parties and Democracy in Turkey** (Le Parti de la juste voie), Partis politiques et démocratie en Turquie, Metin Heper et Jacob M.Landau (eds), Éditeurs I.B. Tauris et Co.Ltd., Londres 1991, 188-201.

- o « Women in Academic Science Careers in Turkey », **Women in Science : Token Women on Gender Equality?** (L'accès des femmes à des postes d'enseignement scientifique dans les universités turques, les femmes dans le monde scientifique : rôle symbolique ou égalité des sexes?), V. Stolte-Heiskanen, F. Acar, N. Ananieva, D. Gaudart (eds) Publication ISSC-UNESCO, Berg Publishers, Oxford, Royaume-Uni, 1991, 147-171.
- o « Women in the Ideology of Islamic Revivalism : Three Islamic Women's Journals », **Islam in Modern Turkey : Religion, Politics and Literature in a Secular State** (La place des femmes dans l'idéologie du « revivalisme » islamique : journaux de trois femmes islamiques), L'Islam dans la Turquie moderne : religion, politique et littérature dans un État séculaire, Richard Tapper (ed), Éditeurs I.B. Tauris et Co.Ltd., Londres 1991, 280-303.
- o « Was die islamische Bewegung für Frauen so anziehend macht : Eine Untersuchung über Frauenzeitschriften und eine Gruppe von Studentinnen », **Frauenforschung aus der Türkei : Aufstand im Haus der Frauen**, Ayla Neusel, Sirin Tekeli, and Meral Akkent (rédacteurs) Orlanda Frauenverlag, Berlin, 1991, 73-92.
- o « Role Priorities and Career Patterns : A Cross-Cultural Study of Turkish and Jordanian University Teachers », **Storming the Tower : Women in the Academic World** (Priorités des rôles et profil de carrière : une étude transculturelle des professeurs turcs et jordaniens), Tempête dans la Tour : Les Femmes dans le monde universitaire, S.S. Lie et V.E. O'Leary (eds) Kogan Page, Londres, 1990, 129-143.
- o « Frauen und Akademische Bildung in der Türkei » (Les femmes et les carrières universitaires en Turquie), **Zeitschrift Für Turkeistudien** (Journal sur les études turques), Automne-hiver 1990, 77-91.
- o « Turkish Women in Academia : Status and Trends in 1989 », **Improving Employment Prospects for Women in a Changing Society : The Years Ahead** (Les femmes turques dans le monde universitaire : Condition et tendances en 1989, Améliorer les perspectives d'emploi des femmes dans une société en mutation : les années à venir). Ouvrage publié par l'Agence turque pour l'emploi, Ankara, 1990, 83-103.
- o « Working Women in a Changing Society : The Case of Jordanian Academics » (Les femmes qui travaillent, dans une société en mutation : les Universitaires jordaniennes), **Études METU sur le développement**, 13 (3-4), 1986, 307-324.
- o « Turkish Women in Academia : Roles and Careers » (Les femmes turques dans le monde universitaire : rôles et carrières), **Études METU en matière de développement**, 10(4), 1983, 409-446.

Publications nationales :

- o « Disiplin, Başarı ve İstikrar, Türk Ortaöğretiminde Toplumsal Cinsiyet ve Sınıfnın Yeniden Üretimi » (Discipline, succès et stabilité : le rôle de l'enseignement secondaire dans la perpétuation des inégalités entre les sexes et entre les classes en Turquie), **Kültür Fragmanları, Türkiye'de Gündelik Hayat** (Fragments de culture, la vie quotidienne dans la Turquie

- moderne**), D. Kandiyoti ve A. Saktanber (eds) Metis yayınları, İstanbul, 2003 (avec A. G. Ayata).
- o « Kadının İnsan Hakları », **İnsan Hakları Hukuku ve Kadın**, B.U. Dinçkol (der.), İstanbul Ticaret Üniversitesi Yayını, 2003, 20-29
 - o « Kadınların İnsan Haklarının Gerçekleştirilmesi ve Ayrımcılığın Önlenmesinde Uluslararası Standartlar » (Normes internationales des droits fondamentaux de la femme et élimination de la discrimination à l'égard des femmes), **Hukukta Kadın Sempozyumu (Les femmes dans un symposium juridique)**, Başbakanlık Kadının Statüsü ve Sorunları Genel Müd. Yay., Ankara, 2000.
 - o **Cinsiyete Dayalı Ayrımcılık: Türkiye'de Eğitim Sektörü Örneği (Discrimination fondée sur le sexe : le monde de l'éducation en Turquie)**, Başbakanlık Kadının Statüsü ve Sorunları Genel Müd. Yay., Ankara, 1999. (avec Ayşe Güneş Ayata et Demet Varoğlu)
 - o « Uluslararası İnsan Hakları Söylemi ve Kadınların İnsan Hakları » (Discours international sur les droits de l'homme et les droits fondamentaux de la femme), **Kadınlar ve Gelecek (L'avenir des femmes)**, O. Çitçi (ed.), TODAIE Yayınları, Ankara, 1998
 - o Türkiye'de Kadın Öğretim Üyeleri" (les femmes enseignant dans les universités en Turquie), **Bilanço 98 (Bilan '98)**, Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, İstanbul, 1998
 - o « Cumhuriyet ve Kadın » (Les femmes et la République), **Cumhuriyetin 75. Yılında Türkiye'de Kadının Durumu (La condition féminine en Turquie, 75 ans après l'avènement de la République)**, Başbakanlık Kadının Statüsü ve Sorunları Genel Müd. Yay., Ankara, 1998
 - o « Kadın ve Bilim » (Les femmes et la science), **Çağdaş Türkiye'de Kadın Sempozyumu, (Les femmes dans les symposiums turcs)** Çağdaş Kadın ve Gençlik Vakfı, Ankara, 26-27 mai 1995, 54-61
 - o « Aile İçi Cinsiyet Rollerini » (Le rôle dévolu par la société aux hommes et aux femmes dans la famille), **Dünyada ve Türkiye'de Güncel Sosyolojik Gelişmeler (Évolutions sociologiques dans le monde et la Turquie)**, Sosyoloji Der. Yay. Ankara, 1994, 313-324
 - o « Türkiye'de Kadınların Yüksek Öğrenim Deneyimi », « L'expérience des femmes dans l'enseignement supérieur en Turquie », **Türkiye'de Kadın Olmak (Être femme en Turquie)**, N. Arat (ed.), Say Yay., İstanbul, 1994, 195-211
 - o « İslamcı İdeoloji ve Kadın » (Idéologie islamiste et les femmes), **Çağdaş Türkiye'de İslam (L'Islam dans la Turquie contemporaine)**, R. Tapper (ed.), Sarmal Yayınevi, İstanbul, 1993, 205-236
 - o « Bireylerarası İlişkiler ve Cinsiyet Rollerini » (Relations interpersonnelles et rôles dévolus par la société aux hommes et aux femmes), **Gecekondu Ailelerarası Geleneksel Dayanışmanın Çağdaş Organizasyonlara Dönüşümü (Transformation des schémas traditionnels de solidarité dans les organisations modernes et dans les habitats spontanés)**, Kadın ve Sosyal Hizmetler Müsteşarlığı Yayınları, Ankara , 1993, 195-247.

- o « Türkiye’de Kadın ve Eğitimi: Yüksek Öğretimde Kız Öğrencilerin Konumu » (L’éducation des femmes en Turquie : leur place dans l’enseignement supérieur), **Kadın ve Sosyo-Ekonomik Gelişme (Les femmes et le développement socioéconomique)**, Başbakanlık, Kadının Statüsü ve Sorunları Genel Müdürlüğü Yayını, Ankara, 1992, 11-22.
- o « Türkiye’de İslamcı Hareket ve Kadın: Kadın Dergileri ve Bir Gurup Üniversite Öğrencisi Üzerinde bir İnceleme » (Le mouvement islamique en Turquie : une étude des magazines féminins et un groupe d’étudiantes), **Kadın Bakış Açısından 1980’ler Türkiyesinde Kadınlar**, Şirin Tekeli (ed.) İletişim Yay., İstanbul 1990, 69-87.
- o « Türkiye’de Kadınların Akademik Kariyere Katılım » (La participation des femmes dans le milieu universitaire en Turquie), **Değişen Bir Toplumda Kadının İstihdam İmkanlarının Geliştirilmesi (L’évolution des perspectives d’emploi pour les femmes dans une société en mutation)**, İş ve İşçi Bulma Kurumu Yay. Ankara 1990, 81-100.

Appendice I

Liste des thèses de maîtrise supervisées par le professeur Acar dans le domaine des études des sexospécificités et de la condition féminine

- o « Sexisme dans les interactions entre étudiants et enseignants et leurs conséquences sur la perpétuation des rôles dévolus aux hommes et aux femmes dans les salles de classe », Yeser Torun, décembre 2002. (Coconseiller)
- o « Travailleurs étrangers en Turquie : une nouvelle forme de traite des femmes? », Gamze Ege, juillet 2002.
- o « Remettre en question l'image de la femme turque : carnets de voyage de femmes écrivains 1760-1935 », Özlem Ezer, juillet 2002.
- o « Une approche anti-fondationnelle et le féminisme turc : une étude sur la formation du moi fondationnel et sur l'identité des femmes modernes en Turquie », Nil Sakman, mai 2002.
- o « Les femmes et les professions libérales en Turquie : une étude qualitative », Siv Dale Gencher, avril, 2002.
- o « Le traitement réservé aux femmes dans le monde juridique : crimes d'honneur », Asli Kandemir, mai 2000.
- o « Sensibilisation aux spécificités sexuelles : étude sur les femmes enseignantes et universitaires, anciennes élèves d'instituts de filles 1960-1970 », Şule Toktaş-Çelik, juillet 1997.

Appendice 2

Liste des ateliers dans le cadre desquels le Professeur Acar a été formatrice ou conseillère

- o « La Convention CEDAW et la Charia », Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)/WARO, **Amman, Jordanie**, 1-2 octobre 1999.
- o « Atelier de formation de la CEDAW », UNIFEM, **Chishnev, Moldova**, 1-4 mai 2000.
- o « Atelier de formation de la CEDAW », le PNUD et le Gouvernement d'Ouzbékistan, **Tashkent, Ouzbékistan**, février 2001.
- o « Atelier de formation de la CEDAW », **Almati, Kazakhstan**, février 2001.
- o « Atelier de formation de la CEDAW », ONU/ECLAC, **Korrór, Palau**, 29 octobre-2 novembre 2001.
- o « Atelier de formation de la CEDAW », le PNUD et le Gouvernement de la Fédération russe, **Moscou, Fédération russe**, 28-30 novembre 2001.
- o « Conférences de la CEDAW » Conseil national des femmes de Nouvelle-Zélande, **Wellington et Auckland, Nouvelle Zélande**, septembre 2002.
- o « Indicateurs et application de la CEDAW », ABA-CEELI, **Tibilisi, Georgie**, 2002.
- o « From International Commitments to National Implementation » (Des engagements internationaux à une application nationale : Conférences de la CEDAW), UNIFEM et le Gouvernement croate, **Dubrovnik, Croatie**, novembre 2003.
- o « Policy Dialogue on Gender Equality » (Dialogue sur l'élaboration de politiques concernant l'égalité des sexes), le Gouvernement japonais, **Tokyo, Japon**, novembre 2003.

Doris Marlene Acevedo Izaguirre (Venezuela)

Éducation

- o **Stage de doctorat.** Centre d'études sur les travailleurs et la Santé. École nationale d'environnement et de Santé publique. Fiocruz, Rio de Janeiro. Brésil. Août-septembre 2000.
- o **Stage de doctorat.** Institut de sociologie. Université de Bruxelles. Belgique, mai-décembre 2000. Programme Alfa Fanal-Sup. Communauté européenne.
- o **Doctorat en développement.** Institut d'études de développement. Université centrale du Venezuela. Caracas, Venezuela 1997.
- o **Maîtrise de sciences de l'éducation,** Université de Montréal, Canada. 1987-89. Thèse : « L'avenir des universités québécoises dans un contexte de contrainte économique, perception des professeurs ».
- o **Spécialité :** Santé des collectivités. Université de Montréal, Canada. 1987-88
- o **Licence d'éducation** (orientation personnelle et professionnelle). Université de Carabobo, Venezuela, 1972.

Expérience professionnelle

- o Responsable du Département des sciences sociales. UC. 2000-2002
- o Déléguée à la Commission sur l'humanité. École de sciences de la santé. 2000-2002
- o Représentante de l'École de sciences de la santé. UC. 1997-2002. Venezuela.
- o Responsable du Département de médecine préventive et sociale. École de sciences de la santé. UC. 1997-1998. Venezuela
- o Directrice universitaire de l'École de sciences de la santé. 1995-1997. UC. Venezuela
- o Responsable du Département de médecine préventive et sociale. École de sciences de la santé. UC. 1992-1994. Venezuela.
- o Coordinatrice du projet international de coopération. « Les femmes, le travail et la santé ». Université du Québec, Montréal et UC. 1994-2002.
- o Membre de l'École de médecine. UC. 1981
- o Coordinatrice d'un cours élémentaire relatif aux sciences de la santé. UC. 1981

Expérience universitaire

- o **Conseillère en méthodologie pour des projets de recherche en santé publique. 2000-2001.** Université de Carabobo. Venezuela.
- o **Professeur d'épistémologie en santé publique.** 2000. Université de Carabobo. Venezuela.

- o **Coordonnatrice – Professeur de santé communautaire.** Service de médecine préventive et sociale. 1993–1998. Université de Carabobo. Venezuela.
- o **Professeur – Coordinatrice de la femme.** Santé et travail. Maîtrise de santé occupationnelle et travail environnemental. 1991-2001. Université de Carabobo. Venezuela
- o **Professeur en statistiques/méthodologie.** Niveau intermédiaire en santé publique. 1980. Université de Carabobo. Venezuela.
- o **Professeur dans le Département de médecine préventive et sociale.** Disciplines : projets de recherche I-II, éducation sanitaire, santé des collectivités, biostatistiques, école de sciences sociales.
- o **Professeur de médecine préventive.** École de médecine. Disciplines : biostatistiques, santé et société, éducation sanitaire, Université du Nicaragua.
- o **Professeur à plein temps.** Deuxième trimestre dans un collège. Disciplines enseignées : philosophie, psychologie, sociologie, Ministère de l'éducation

Travaux de recherche

- o « **Woman Health – Local Participation** » (La santé des femmes – participation locale). Relations entre les conditions de vie et la santé génésique. Chercheur principal. 1995-1997. Université de Carabobo. Venezuela.
- o « **Impact of the National System of Medicine of the Students Admission** » (Impact du système national de médecine de l'admission des étudiants). UC. 1987-88.
- o « **Conditions des travailleurs et problèmes de santé dans l'industrie nutritionnelle** ». expérience participative. 1994-1996. Université de Carabobo. Venezuela.
- o « **Progrès réalisés par la faculté de médecine de 1959 à 1980** ». UC. 1983.

Autres cours

- o « **Genre and Public Politics in Health** » (Sexospécificités et politiques publiques dans le domaine de la santé) Institut des hautes études en santé publique. 2001, Venezuela.
- o « **Genre, Health and Work** » (Sexospécificités, santé et travail », Université autonome métropolitaine de Xochimilco. 2001. Mexique.
- o « **Participation à la santé publique** », VIe Conférence Latino-américaine et VIIIe Conférence mondiale de la médecine sociale. 1994. Guadalajara. Mexique
- o « **Internship in the Biological and Environment Investigation Center** » (Stage au Centre de recherche biologique et environnementale). Domaine : la santé, les femmes et le travail, Université du Québec. Montréal, Canada.

- o « **Worker Health Investigation Workshop** » (Atelier de recherche sur la santé des travailleurs). Institut Arnaldo Gabaldon. Maracay. Venezuela.
- o « **Monographic course in Social Medicine** » (Cours monographique en médecine sociale). 1981. Université autonome métropolitaine de Mexico. Mexique.

Sjamsiah Achmad (Indonésie)

Mme Sjamsiah Achmad est diplômée de l'École d'éducation de l'Université de New York (1962). Elle a également suivi de nombreuses formations portant sur les sciences de l'éducation, l'élaboration de politiques et la gestion, en Indonésie et au Siège de l'ONU à New York. Elle a également suivi, à Vienne, des cours relatifs aux politiques et à la gestion de l'ONU.

Elle a commencé par enseigner dans un collège en Indonésie, puis est devenue chercheur dans le domaine de l'éducation de 1956 à 1963. Secrétaire particulière de l'Ambassadeur d'Indonésie en URSS (1964-1977), elle a étudié le russe et la question des « relations Est-Ouest », et leurs incidences sur l'avenir de l'Indonésie, l'un des premiers pays à adhérer au Mouvement des Pays Non-Alignés.

Elle a ensuite dirigé le Bureau des relations internationales de l'Institut indonésien de sciences (1967-1978), et est également à l'origine de la création du Comité de la science et de la technologie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE-COST).

De 1978 à 1988, elle a été administratrice de programmes hors-classe dans différents services de l'ONU à New York et à Vienne :

- o Bureau des sciences et de la technologie, New York (1978-1980) où elle a participé à la préparation de documents destinés à la Conférence de l'ONU sur la science et la technologie à l'appui du développement, qui s'est tenue à Vienne en 1979.
- o Groupe de la planification et de la coordination des programmes, New York (1980-1982), où elle a préparé et coordonné huit études de cas relatives aux principaux programmes scientifiques de l'UNESCO, de portée internationale, évoqués dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur l'efficacité de l'Organisation dans les domaines de la science et de la technologie.

Service des ONG, Bureau du Secrétaire général adjoint (1982-1983), où elle a activement participé à la révision du règlement relatif au rôle des ONG au sein des instances de l'ONU :

- o Division pour la promotion des femmes à Vienne (1983-1988) : elle s'est consacrée à la préparation de trois documents importants destinés à la Conférence du Tiers Monde sur les femmes qui s'est tenue à Nairobi en 1985 : l'Examen et l'Évaluation d'ensemble de la Décennie des Nations Unies pour la femme (chef d'équipe), Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, première Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement. Elle a également contribué à l'élaboration du premier plan à moyen terme à l'échelle du système, 1985-1986, pour la promotion de la femme.

Administratrice de programmes hors-classe, elle a organisé, en décembre 1986, la première réunion du Groupe d'experts de l'ONU, chargés d'examiner la question de la violence dans la famille, et a représenté l'ONU lors du « Colloque sur la violence au sein de la famille : mesures dans le domaine social », organisé par le Conseil de l'Europe à Strasbourg en France en novembre 1987. Elle a participé à la rencontre avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence à l'égard des femmes à Colombo, qui s'est tenue du 21 au 23 août 1997. En novembre 1997, elle a

participé, en tant que conseillère, à la Conférence sur la traite et l'exploitation sexuelle et commerciale des femmes et des enfants de Manille.

En 1988, elle quitte l'ONU et devient Ministre adjointe de l'Éducation, Bureau du Ministère d'État pour le rôle des femmes en Indonésie (1988-1995).

Elle a présidé la rencontre des représentants de haut niveau de la deuxième Conférence ministérielle pour l'Asie et le Pacifique sur la participation des femmes au développement, qui s'est tenue à Jakarta en juin 1994;

Elle a participé à la préparation de la Délégation indonésienne, dont elle était membre, qui a participé à la Conférence internationale sur la population et le développement organisée au Caire en septembre 1994;

Le 23 juin 1997, elle a fait partie du Groupe des sept personnalités du Fonds des Nations Unies pour la population, qui a participé à l'initiative intitulée « Cinq ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) » à New York;

Elle a participé à la préparation de la délégation indonésienne, dont elle était membre, dans le cadre du Sommet mondial sur le développement social, qui a eu lieu à Copenhague en mars 1995;

Elle est devenue membre du Comité directeur et chef adjointe de la délégation indonésienne, qui a assisté à la troisième réunion ministérielle des femmes du Mouvement des Pays Non-Alignés, organisée à Beijing en marge de la troisième Conférence mondiale sur les femmes en 1995;

Nommée chef adjointe la délégation indonésienne, elle en a présidé la préparation, dans le cadre de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing, sur les thèmes : Action pour l'égalité, Développement et paix. Elle a également été membre de l'équipe consultative de quatre experts, invités par le Secrétaire général, à l'occasion de la Conférence mondiale sur les femmes, et chargés de mettre la dernière main à l'élaboration du Programme d'Action (Beijing).

Elle a quitté ses fonctions de Ministre adjointe au Ministère chargé du rôle de la femme en septembre 1995 pour revenir à l'Institut indonésien des sciences en tant que :

- o Conseillère principale sur les sexospécificités, la science et la technologie, Institut indonésien des sciences (1995 à ce jour);
- o Maître de conférences sur les femmes et le développement, programme de troisième cycle, études consacrées aux femmes, Université d'Indonésie (1993 à ce jour);

Elle a été invitée à faire un exposé sur les sexospécificités dans le domaine de la science en Indonésie lors de la Conférence de l'UNESCO sur les sciences pour l'Asie et le Pacifique (les sciences au XXI^e siècle), tenue à Sydney en Australie du 1^{er} au 5 décembre 1998;

A présidé la rencontre thématique sur la science : questions liées aux spécificités de chaque sexe de la Conférence sur les sciences au XXI^e siècle : un nouvel engagement organisé conjointement entre l'UNESCO et le Conseil international des unions scientifiques (CIUS), tenue en Hongrie du 26 juin au 1^{er} juillet 1999;

Conseillère principale, Secrétariat régional sur les femmes, la science et la technique en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, Indonésie depuis le 1^{er} mars 2000;

Autres activités :

- o Membre du Conseil d'administration de Sea Watch (Une ONG sur After Beijing Watch), 1997–2000;
- o Membre du Conseil consultatif de l'Institut asiatique de technologie, publications sur les sexospécificités et la technologie depuis 1998;
- o Membre du Conseil d'administration de Women's Convention Watch, Université d'Indonésie depuis 1994; et d'un Groupe de défense des droits fondamentaux de la femme depuis 1997 (chargés de cours à l'Université, hommes et femmes)
- o A participé à la création du réseau de dirigeantes de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et en est devenue la coordonnatrice pour l'Indonésie;
- o Membre du Groupe de travail interministériel national sur la Convention CEDAW et son protocole facultatif depuis 1997;
- o Membre d'une équipe de huit experts créée par le Ministère de la Justice pour conduire une étude sur les « sexospécificités dans l'élaboration, l'application et le respect des lois » en 1998;
- o Membre du Conseil exécutif et directrice exécutive adjointe du Centre chargé de la responsabilisation des femmes dans le monde politique (ICWIP), créé en 1999;
- o Membre du Comité de planification d'une ONG pour « Beijing Plus Five » 1999-2000;
- o Membre de la délégation indonésienne qui a participé à la réunion ministérielle de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) sur Beijing Plus Five;
- o Membre du Comité de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour une période de quatre ans, de 2001 à 2004. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est l'un des organes de l'ONU créé par traité, composé de 23 membres exerçant leurs fonction à titre individuel;
- o En juin 2003, elle a été élue par une équipe indépendante, membre de la Commission nationale sur la violence à l'encontre des femmes, pour une période de trois ans.

Prix :

1. **1960** : Prix du « Model Civil Servant » (Fonctionnaire modèle) décerné par le Premier Ministre (Pegawai Tauladan pada tahun 1960 oleh Perdana Menteri Republik Indonesia)

2. **1995** : Prix national pour la réalisation d'un travail remarquable accompli en faveur de la coopération internationale pour la promotion des femmes (Satya Lencana Wira Karya, dalam Kerjasama Internasional Pemajuan Perempuan)
3. **1995** : Prix national pour plus de 40 ans de loyaux services dans la fonction publique, dont 11 années de détachement aux Sièges de l'ONU à New York et à Vienne, 1978-1988 (Satya Lencana Karya Setaya, 40 tahun sebagai PNS-termasuk 11 tahun dipinjamkan ke Markas Besar PBB New York dan Wina tanpa cacat)
4. **1997** : Prix APEC – WLN (Association de coopération économique Asie-Pacifique et Réseau de dirigeantes) pour avoir contribué à la mise en œuvre de cette initiative (Penghargaan sebagai salah satu Pemrakarsa Women Leaders Network” (WLN) APEC)
5. **2000** : Médaille nationale de service méritoire pour sa contribution à la promotion de la coopération au sein de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est dans les domaines de la science et de la technologie (Tanda Kehormatan Bintang Jasa Pratama, Pemrakarsa kerjasama IptekANASE)
6. **2000** : Prix international Hilda Van Suylenburg du Centre international de formation pour les femmes, Amsterdam (Piala Internasional Hilda Van Suylenburg dan Internasional Training Center for Women, Amsterdam)

Magalys Arocha Dominguez (Cuba)

Date de naissance : 8 janvier 1958

Lieu de naissance : Pinar del Rio, Cuba

Adresse : Calle 13, # 108 Apto 77, entre L y M Vedado. La Havane

Téléphone : (53-7) 830 8900

Employeur : Direction nationale de la fédération des femmes cubaines

Position : Membre du Secrétariat national chargé des Relations Internationales

Adresse : Paseo 260 entre 11 y 13, Vedado, La Havane

Téléphone : (53-7) 55-2772

Fax : (53-7) 33-3019

Adresse électronique : fmccu@ceniai.inf.cu

Éducation :

- Licence en Histoire et Sciences sociales, méthodologie de l'éducation. Moscou, 1978-1982.
- Spécialisation en philosophie. Faculté de sciences sociales de l'Université de La Havane, 1987-1988.
- Catégorie de Professeur auxiliaire de philosophie de l'Institut supérieur pédagogique de Pinar del Rio, 1988.

Études universitaires :

Depuis le début de sa vie professionnelle en 1982, elle a suivi de nombreux cours universitaires relatifs à ses diverses activités en tant qu'enseignante dans des instituts d'enseignement supérieur, en tant que représentante élue des organes électifs du pouvoir politique provincial et dirigeante élue de la Fédération des femmes cubaines.

<i>COURS</i>	<i>CENTRE</i>
Problèmes philosophiques des sciences naturelles	Institut supérieur de Pinar del Rio, Cuba (1983)
Théorie de la connaissance	Université « Hermanos Saiz », Pinar del Rio, Cuba (1986)
Logique dialectique	Université de La Havane, Cuba (1987)
Histoire générale de la philosophie	Institut de philosophie, Académie de sciences de Cuba (1988)
Histoire de la philosophie latino	Institut de philosophie, Académie de

<i>COURS</i>	<i>CENTRE</i>
Histoire de la philosophie latino américaine	Institut de philosophie, Académie de sciences de Cuba (1986)
Éthique	Université de Pinar del Rio (1989)
Méthodologie de l'enseignement des sciences sociales	Institut supérieur pédagogique de Pinar del Rio, Cuba (1982)
Méthodologie de l'enseignement « problématique »	Institut supérieur pédagogique « Enrique José Varona », Cuba (1987)
Méthodologie de la recherche scientifique	Université « Hermanos Saiz », Pinar del Rio, Cuba (1982)
Information scientifique	Institut supérieur pédagogique de Pinar del Rio, Cuba (1982)
Informatique	Institut supérieur pédagogique de Pinar del Rio, Cuba (1985)
Méthodologie de l'Intervention communautaire	École de formation professionnelle pour les femmes « Fe del Valle », Cuba (1990-1991)
Genre et leadership	Centre de formation professionnelle de la Fondation Friedrich Evert, Costa Rica (1996)
Genre et violence	Centre de formation professionnelle de la femme « Fe del Valle » 1994

Langues

- o Cours intégral de langue russe 1977-1978. Faculté d'histoire de l'École supérieure du KONSOMOL à Moscou.
- o Cours élémentaire et intermédiaire de langue anglaise. Institut de relations internationales de La Havane (1997-1998).

Recherche et travaux universitaires

Elle a réalisé plusieurs travaux de recherche sociologique liés aux activités de son parcours professionnel : enseignement pédagogique, participation sociale à Cuba, exercice du pouvoir politique, action des institutions et de la société civile pour promouvoir la mobilisation, orientation et participation des communautés :

1. Elle a dirigé un groupe de recherche du Département de philosophie de l'Institut supérieur pédagogique de Pinar del Rio, sur les « particularités cubaines de l'exercice du pouvoir politique dans le système des pays socialistes » (1986-1989). Elle a également réalisé, avec une autre équipe, les travaux pédagogiques suivants : « le séminaire comme mode d'enseignement dans l'éducation supérieure » (1983-1985) et « le rôle des modèles logiques et méthodologiques dans l'enseignement de la Philosophie dans l'éducation supérieure » (1987-1988).

2. Elle a participé, comme chef d'une équipe de chercheurs ou comme chercheuse dans d'autres sujets appliqués à des problèmes socio-économiques et à la vie politique dans son lieu de résidence :

- Spécificités du pouvoir politique à Cuba entre 1959 et 1978 ». Préparation d'un mémoire de licence d'histoire et sciences sociales (1982).
- Elle a participé à des travaux de recherche interinstitutions réalisés par des philosophes, des politologues, des dirigeants politiques communautaires : « Étude sociopolitique du territoire des Mines de Matahambre, dans la province de Pinar del Rio » (1987).
- Elle a dirigé un groupe d'experts en sociologie concrète cherchant à déterminer « le lieu et le rôle du Conseil populaire comme structure communautaire du pouvoir de l'État cubain » (1993-1994).

3. Les thèmes liés à la condition des femmes et à leurs droits, à l'approche sexospécifique dans certains cadres de participation politique et socioéconomique, ont fait l'objet d'études scientifiques et d'analyses théoriques, politiques, qui ont bénéficié de son expérience de dirigeante d'une importante organisation féminine, au niveau régional puis national : « La Fédération des femmes cubaines. Une grande partie de ces travaux a été rendue publique dans le cadre de symposiums scientifiques sous forme de brochures, d'articles de presse, de conférences magistrales, ou a donné lieu à des débats de haut niveau au sein de l'Organisation.

Les principaux étant :

- o Progrès et difficultés concernant l'accès des femmes à des postes de direction dans les domaines politique et économique dans la province de Pinar del Rio (1990-1991).
- o Participation des femmes au développement socioéconomique intégral dans les régions de montagne et dans les zones rurales éloignées de la province de Pinar del Rio (1991).
- o Application des « Règles minima de l'ONU pour le traitement des détenues dans la province de Pinar del Rio (1992).
- o Les femmes cubaines dans les organes locaux du Pouvoir populaire à Cuba. (XXIIe Congrès de l'Association latinoaméricaine de sociologie à Mexico en 1995).
- o Les femmes, sujet et objet de violence (Colloque des femmes de gauche du continent, EL Salvador, 1996).
- o La mondialisation et la crise économique : conséquences sur le mouvement des femmes d'Amérique latine et les Caraïbes (Colloque des femmes de gauche du continent, Brésil, 1997).
- o Parlement et société : réflexions fondées sur l'expérience des femmes cubaines (Colloque de femmes dans les forums politiques de gauche. Mexique, 1998)
- o Mondialisation et coopération : thèmes de réflexion. (rapport préparé pour la réunion ibéroaméricaine des femmes ministres au Portugal, 1999. Développé et actualisé pour le Forum latinoaméricain de suivi au Sommet du développement social, tenu au Guatemala, en décembre 1999).
- o L'impact de la mondialisation sur l'emploi des femmes (présenté lors de la Conférence des Femmes solidaires de France, en 1999).

- o Groupe d'expertes de la Commission de la Condition juridique et sociale de la femme à l'ONU (1999) sur le thème : « La mondialisation et les femmes ».
- o Groupe d'expertes sur le thème « Violence contre la femme. Particularités à Cuba », lors de la rencontre ibéro-américaine sur les sexospécificités et la communication, tenue à La Havane (2000).
- o Mondialisation et exclusion sociale des femmes latinoaméricaines [présenté à l'occasion du Congrès mondial de la Fédération démocratique internationale des Femmes à Beyrouth (2002)].
- o « Institutionnalisation des sexospécificités et des politiques publiques ». (Étude réalisée avec un groupe d'expertes et présentée lors du Séminaire sur les mécanismes nationaux pour la promotion de la femme de langue hispanique en Amérique centrale et dans les Caraïbes, tenu au Guatemala, (2002).
- o Sexospécificités et élections (Groupe d'expertes lors d'un séminaire bilatéral sur les systèmes électoraux à Cuba et en Allemagne, La Havane, 2003).
- o Depuis qu'elle est devenue membre de la Direction nationale de la Fédération des femmes cubaines en 1995, elle a participé, avec un groupe de collègues, à la production de rapports, qui ont servi de base à des discussions et à une analyse de l'organisation, dans divers domaines et à l'occasion de différents événements. L'un d'entre eux a été utilisé dans le cadre des débats de la Commission « **Femme et Économie** » du VIe Congrès de la Fédération des femmes cubaines en 1995; un autre, portant sur « **la femme et les moyens de communication** », a été utilisé lors du Séminaire national « Les Cubaines de Beijing en l'an 2000 », tenu en juillet 1996; le document sur « **les femmes, l'indépendance nationale, la souveraineté et la paix** » fut débattu à l'occasion du Sommet international sur les femmes, tenu à La Havane en avril 1998.
- o Elle a parallèlement préparé un Doctorat en Sciences philosophiques, à l'Institut de philosophie de l'Académie de sciences de Cuba, sur le thème « **Les catégories philosophiques de la relation sujet–objet, dans l'analyse de la violence à l'encontre de la femme** ».

Services consultatifs :

Elle a offert, à titre individuel ou dans le cadre de la Fédération des femmes cubaines, des services consultatifs à des organismes de l'Administration centrale de l'État, à des institutions universitaires, à des associations professionnelles, à la préparation et à l'élaboration de documents destinés à des événements internationaux organisés à Cuba ou en dehors. Elle a joué un rôle important dans les processus de consultation du Gouvernement de Cuba pour la Fédération, en vue de produire, à l'intention des agences, des fonds, des programmes, des organismes intergouvernementaux de l'ONU, les documents suivants : suivis de conférences et de sommets mondiaux sur la femme, développement social, population et développement; bulletins quotidiens envoyés au Comité chargé d'examiner la Convention sur l'élimination des toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDAW).

Elle a participé, en qualité d'experte, au travail international des mécanismes nationaux pour la promotion de la femme, invitée par :

- o Le Secrétaire d'État chargé des questions de la condition féminine en République dominicaine, sous les auspices du représentant national de l'UNICEF dans ce pays (janvier 1997).
- o L'Institut national de la femme au Venezuela (INAMUJER), à Caracas en mars 2002 et à La Havane en janvier 2003.

Elle a été invitée à la Consultation régionale de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à propos de la perspective sexospécifique du programme régional mis en place jusqu'en 2005. (Costa Rica, 2002).

Le Service de la femme, de la CEPAL, l'a invitée au Siège à Santiago du Chili, pour qu'elle participe au débat sur les résultats des projets de GTZ (association allemande), dans les domaines de la santé, du tourisme et de l'emploi, respectivement mis en œuvre en Argentine, en Équateur et au Salvador.

Elle a été invitée à donner des conférences et des séminaires auprès de divers organismes du Gouvernement, des organisations syndicales, agricoles, des associations professionnelles, à propos du rôle de la femme cubaine dans la vie économique, politique et sociale du pays, de l'application à Cuba de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, de la stratégie mise en place par Cuba pour respecter les accords conclus à l'issue de Sommets et de Conférences mondiales.

Expérience professionnelle

- 1982/1989** Professeur de philosophie à l'Institut supérieur pédagogique de Pinar del Rio.
- 1989/1992** Membre du Secrétariat provincial de la Fédération des femmes cubaines à Pinar del Rio.
- 1992/1995** Éluée déléguée auprès de l'Assemblée provinciale du Pouvoir populaire à Pinar del Rio, Secrétaire de son Assemblée (organe législatif) et de son Gouvernement provincial. Nommée, deux ans plus tard, Secrétaire de l'Assemblée provinciale du Pouvoir populaire.
- 1992** Elle a présidé la Commission électorale provinciale du Pouvoir populaire à Pinar del Rio, jusqu'à l'annonce officielle de sa candidature au sein de cet organe.
- 1995 à ce jour** Éluée membre du Secrétariat national de la Fédération des femmes cubaines, chargée des relations internationales. Ratifiée au Congrès (2000).

Participation à des événements internationaux

Elle a participé à des événements internationaux tenus à Cuba et en dehors, en qualité d'experte invitée par le Gouvernement cubain pour le représenter ou en tant que dirigeante d'une organisation populaire de femmes, qui entretient d'importantes

relations bilatérales avec la communauté internationale, par une action soutenue auprès de diverses associations.

1. Au niveau gouvernemental, elle a été membre des délégations du Gouvernement cubain lors de conférences et de réunions, tenues à l'ONU ou dans d'autres cadres intergouvernementaux :

- o Sessions de la Commission de la condition juridique et sociale de la femme de 1995 à 2003. Chef de délégation en 1998, 1999, 2001, 2002 et 2003.
- o Réunions du Bureau exécutif de la Conférence régionale de la femme de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) depuis 1995, chef de la délégation cubaine de 1998 à 2003.
- o VIIe et VIIIe Conférences régionales de la CEPAL (Chili 1997, a présidé celle qui a eu lieu au Pérou en 2000).
- o Quatrième Conférence mondiale de la femme à Beijing en 1995.
- o Période extraordinaire de sessions de l'Assemblée générale pour le suivi (Beijing + 5), New York, 2000.
- o Réunions ibéroaméricaines de femmes ministres, chargées des politiques favorables à la condition féminine (Santiago du Chili en 1995, Caracas en 1998 et Lisbonne en 1999).
- o Réunions du Réseau de Bureaux gouvernementaux et de mécanismes nationaux pour la promotion de la femme, tenues au Nicaragua (1995) et au Guatemala (2002).
- o Réunion d'épouses et de représentantes de chefs d'État et de gouvernement, tenue à La Paz, en Bolivie, en 1996.
- o Séminaire sur des négociations et la diplomatie lors de Conférences mondiales, organisé par UNIFEM et CEPAL à la Barbade en 1995.
- o La Convention CEDAW, en 1996 et en 2000. Membre de la délégation du Gouvernement cubain au Comité CEDAW, chargée de présenter les 2^e et 3^e rapports, ainsi que le 4^e rapport périodique.

2. Dans le domaine non gouvernemental, dans des cadres sociaux, universitaires et politiques :

- o Elle a participé régulièrement aux rencontres de femmes ou aux ateliers sur les questions liées aux sexospécificités, aux réunions du Forum de Sao Paulo, et présenté des rapports relatifs à la condition de la femme et à ses droits dans la région : Montevideo 1995, San Salvador 1996, Porto Alegre 1997, Mexico 1998, La Havane 2001.
- o Elle a représenté la Fédération des femmes cubaines devant le Comité des ONG de l'ONU, pour demander l'obtention du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC), en mai 1997. Elle est la représentante permanente de cette Fédération au Siège de l'ONU à Genève. Elle a participé activement à des événements organisés par la Confédération des ONG dotées du statut consultatif des Nations Unies, de 2000 à 2003.

- o Elle a participé activement aux ateliers de femmes et aux débats féministes dans le cadre des trois rencontres du Forum social mondial, tenues à Porto Alegre (2000, 2001 et 2002).
- o Elle a été invitée par le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) pour participer à la Table ronde organisée dans le cadre de l'Assemblée générale sur l'application et le suivi de la 4^e Conférence mondiale sur la femme (Beijing + 5), dont le thème général était : « Progrès dans les statistiques de la différence des sexes » et le thème spécial « Expériences de Cuba dans les sondages sur l'utilisation du temps »
- o Elle a participé aux Congrès de la Fédération démocratique internationale des Femmes (FDIF), tenus à Paris (1998) et à Beyrouth (2000), ainsi qu'aux réunions de son Comité de direction (auquel appartient la Fédération), tenues à Paris (1998, 1999 et 2002) à Beyrouth (2001), au Portugal (2002) et à Chypre (2003).
- o Elle a participé à la III^e Conférence régionale de la FDIF pour l'Amérique et les Caraïbes tenue à Mexico en 1999.
- o Elle a participé à des rencontres bilatérales et multilatérales pour la coopération Sud/Nord/Sud pour la coopération décentralisée dans le cadre des ONG et d'autres associations, tenues en Belgique (1996), au Guatemala (1999) et en Italie (2000).

Elle a représenté la Fédération des femmes cubaines dans le cadre d'échanges bilatéraux, de séminaires spécialisés, de journées de protestation contre la guerre, de rencontres de solidarité, tenus dans le monde entier. Parmi les principaux, on note :

1995 : Visite d'échanges avec le Syndicat des femmes de Russie.

1996 : Séminaire sur la femme et la politique au Costa Rica.

Visites d'échange avec des organisations féminines et des institutions universitaires du Chili.

1997 : Congrès de l'Union des femmes du Viet Nam, visite et échanges avec des organisations du Japon, de l'Inde et du Laos.

Visite d'échange avec des organisations féminines, universitaires, féministes de Bolivie, du Pérou et de l'Équateur.

Réunion du Frente Continental de Mujeres por el Derecho a una vida digna, por la Autodeterminación y la soberanía de los Pueblos (Front continental des femmes pour le droit à une vie digne, pour l'autodétermination et la souveraineté des peuples), tenue à Caracas.

Lancement de la campagne continentale pour la remise de la dette extérieure (JUBILEO 2000), dont faisait partie la Fédération des femmes cubaines.

1998 : Séminaire d'organisations féminines pour le suivi de la Conférence mondiale de Beijing, convoqué par l'Union des femmes de toute la Chine.

1999 : Congrès de l'Organisation des femmes angolaises lié à un échange avec des organisations féminines de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe.

Deuxième Congrès des femmes politiques au Paraguay.

2000 : Réunion sous-régionale d'organisations féminines affiliées à la FDIF des pays andins, tenue au Pérou.

Mission de la FDIF en signe de solidarité avec les femmes de Colombie.

Visite d'échange avec des organisations féminines et des associations de professionnelles de Bulgarie et de Yougoslavie.

2001 : Échange avec des organisations de femmes du Liban et de la Syrie (y compris des organisations palestiniennes implantées dans ces territoires).

2002 : Première rencontre internationale de solidarité des femmes avec le Venezuela.

2003 : Rencontre d'échanges avec des organisations féminines et organisation de conférences au sein d'organisations syndicales en signe de solidarité avec Cuba, en Suisse et en France.

Mary Shanthi Dairiam (Malaisie)

Date de naissance : 17 septembre 1939,.

Lieu de naissance : Malaisie

Langue de travail : anglais.

Position actuelle/fonctions :

- a) Depuis 1993 : Directrice, Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (IWRAP Asie-Pacifique), Kuala Lumpur, Malaisie.
- b) Depuis 1986 : Membre du Comité exécutif du Conseil national des organisations féminines en Malaisie.
- c) Depuis 1984 : Membre du Comité exécutif de l'Organisation de Women's Aid en Malaisie.

Principales activités professionnelles :

- a) Fondatrice de IWRAP Asie-Pacifique, une ONG régionale qui collabore avec divers organismes implantés dans plusieurs pays de l'Asie et du Pacifique afin de surveiller et de faciliter l'application de la Convention CEDAW.
- b) Formatrice sur les questions liées aux obligations pour l'État en vertu de la Convention CEDAW et autres sujets connexes pour les Gouvernements du Cambodge, de l'Iraq, du Laos, des Maldives, de la Mongolie et de la Thaïlande ainsi que pour le Commonwealth des États indépendants et les États des Îles Pacifiques.
- c) Médiatrice et coordonnatrice de programmes de formation pour les organismes des Nations Unies qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme, aux droits fondamentaux de la femme et à la Convention CEDAW, aux niveaux national, régional et international.
- d) Depuis 12 ans, observatrice dans les réunions des États Parties de la CEDAW, elle a régulièrement contribué à la formulation de recommandations générales et à la conduite des négociations qui ont abouti au Protocole facultatif se rapportant à la Convention CEDAW.

Éducation :

- a) Maîtrise sur les femmes et le développement, Université du Sussex, Royaume-Uni, 1991.
- b) Maîtrise en littérature anglaise, Université de Madras, Inde, 1962.

Autres activités principales dans le domaine relatif à la Convention CEDAW :

- a) Conseillère personnelle du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, 2000-2001, et consultante auprès du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, août 1999, sur les questions relatives aux droits des femmes, en particulier dans le contexte de Timor-Leste.
- b) Conseillère/Consultante sur diverses questions liées à la condition féminine et à la CEDAW auprès des Gouvernements du Bangladesh (1995-1996) et de la Malaisie (1993-2001).
- c) Membre de la délégation de Malaisie à la Réunion préparatoire interministérielle de la Région Asie-Pacifique lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes (Jakarta – 1993) et lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes (Beijing – 1995), y compris toutes les réunions préparatoires organisées à New York en 1994 et en 1995 et la Session spéciale de l'UNGA (Beijing + 5) en 2000.
- d) Conférencière invitée, Faculté de droit de l'Université de Hong Kong, avril 2002.
- e) Membre assimilé du Groupe de travail sur la condition des femmes, Fédération des associations de planning familial de Malaisie (2000-2002).
- f) Vice-présidente, Organisation de défense des droits de la femme en Malaisie (1999-2001).

Plus récentes publications :

- a) « Renforcement des capacités pour le changement : manuel de formation sur l'application des principes de la Convention afin de promouvoir les droits de la femme » (IWRAW Asie-Pacifique, 2003).
- b) « Le statut de l'application de la CEDAW dans la région des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et certains pays musulmans » (Commission nationale de défense des droits de l'homme de Malaisie, 2003).
- c) « Stratégies juridiques efficaces », (Séminaire sur la promotion de l'égalité des sexes en vue de combattre la traite des femmes et des enfants, Bangkok, 2002).
- d) « L'application de la Convention CEDAW concernant la question de la traite des femmes » (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Bangkok, 2002).
- e) « Discrimination à l'égard des femmes et ses incidences sur la capacité d'autodétermination des femmes dans les domaines de la Santé génésique et sexuelle » (FNUAP et HCR, 2001).

Natalya Drozd (Bélarus)

Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire

Doctorat, Professeur associé

Date et lieu de naissance : 18.02.50, République de Bélarus

Langues de travail : russe, anglais, français et italien

Éducation :

- 1975** Diplôme de l'Institut des Langues étrangères (État de Minsk), Faculté d'anglais, Minsk.
- 1983-1986** Diplôme de l'Université d'État de Bélarus, Département des études de troisième cycle (affaires internationales), Minsk
- 1986-1987** Université d'État de Moscou (Faculté de journalisme, présidente de la section de journalisme international, chercheur), Moscou
- 1987** Doctorat préparé à Université d'État de Moscou, thèse scientifique en politique internationale
- 1993** Diplôme du Centre des droits de l'homme de l'ONU, Genève
- 1993** Diplôme de l'Institut international de droit (questions relatives aux droits de l'homme), Strasbourg
- 1994** Diplôme du Centre des Études politiques et diplomatiques (Foreign and Commonwealth Office, Royaume-Uni), Londres, Oxford, Bruxelles

Principales activités en tant qu'universitaire et diplomate :

- o Ambassadrice itinérante (affaires humanitaires et questions relatives aux droits de l'homme), Ministère des affaires étrangères de la République de Bélarus, Minsk
- o Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Bélarus en poste en Italie et à Malte, Rome, Italie
- o Ministère des affaires étrangères, département des affaires humanitaires et des droits de l'homme, secrétaire-adjointe, chef d'une division, directrice
- o Professeur à l'Université de Michigan (É-U)
- o Maître de conférences à l'Université d'État de Bélarus, Professeur associé, Doyenne adjointe de la Faculté des étudiants étrangers
- o Conférencière à l'Institut bélarussien d'économie nationale, Institut public de langues étrangères, Minsk
- o Interprète lors de missions « TIAZHPROMEXPORT » au Nigéria et en Égypte

Principales activités dans le domaine relatif au mandat des organes pertinents, créés en vertu d'instruments internationaux :

- o Représentante du Gouvernement de la République de Bélarus auprès de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, Vice-présidente de la Commission
- o Membre du Bureau de l'Union des femmes de Bélarus

Mme Drozd a activement participé aux activités liées à la promotion et à la protection des droits de l'homme auprès des organismes du système de l'ONU. Elle a contribué à l'élaboration et à la présentation de rapports nationaux de Bélarus devant le Comité de l'ONU pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et devant le Comité des droits de l'enfant.

Mme Drozd a été membre des délégations officielles auprès des sessions de l'Assemblée générale de l'ONU, des Commissions de l'ONU des droits de l'homme, du développement social et de la condition féminine (chef de la délégation). Elle a également participé à de nombreux séminaires et conférences régionaux et mondiaux sur les questions liées à la promotion des femmes, l'égalité entre hommes et femmes, les droits fondamentaux de la femme et de l'enfant, la violence contre les femmes, les questions sociales. Elle a participé aux délégations d'État de haut niveau au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague) et à la 4^e Conférence mondiale sur les femmes (Beijing). Mme Drozd a contribué, à titre d'experte, à l'élaboration des documents définitifs des conférences. Elle a activement participé à la diffusion d'information sur la Déclaration et le Programme d'action de Beijing à Bélarus. En qualité d'observateur, elle a représenté Bélarus au sein du Comité directeur pour les droits de l'homme et auprès du Comité directeur pour l'égalité entre hommes et femmes du Conseil de l'Europe.

Les plus récentes publications :

Mme Drozd est l'auteur de nombreuses publications relatives aux questions des relations internationales et des droits de l'homme, y compris les questions de genre :

- o « *The right for the rights* » (Le droit pour le droit), la presse féminine dans les zones rurales, N°6, 1996; Bélarus;
- o « *Ties of Affection between Belarus and Italy* », Liens d'affection entre Bélarus et l'Italie, (INOLTRE, la presse féminine, Maretti et Wild Publisher, juin 2002, Italie);

Mme Drozd a acquis une expérience remarquable dans le domaine des droits de l'homme et des sexes au sein du système de l'ONU. Ses capacités analytiques, sa parfaite maîtrise des langues étrangères et sa connaissance de diverses cultures et traditions peuvent apporter une contribution appréciable aux travaux de la Commission.

Alda Maria Facio Montejo (Costa Rica)

Alda Facio est juriste, écrivain et experte internationale sur les droits fondamentaux de la femme, la violence fondée sur le sexe et l'analyse des sexospécificités. En septembre 1996, l'organisation International Women, Law and Development lui a décerné à Washington DC, le premier prix de défense des droits fondamentaux de la femme. L'une des fondatrices du Groupe de travail de femmes sur l'égalité de traitement des hommes et des femmes à la Cour pénale internationale, elle en a été la première directrice de juillet 1997 à septembre 1999. Depuis 1990, elle a été directrice du Programme de promotion des droits de la femme, de l'égalité entre les sexes et de la justice à l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique Latine (ILANUD), implanté au Costa Rica. Ce programme est axé sur l'élimination de l'inégalité des sexes et de la violence à l'égard des femmes sur le plan pénal et en matière des droits de l'homme. Elle a, dans ce cadre, réalisé des travaux de recherche sur les diverses formes de discrimination à l'égard de différents groupes de femmes, a analysé les lois et les doctrines juridiques, a formé des juges, des policiers, des avocats et des groupes de femmes dans plusieurs pays latinoaméricains en matière des droits fondamentaux de la femme. Elle a contribué à l'adoption d'une approche tenant compte des sexospécificités dans l'analyse de questions juridiques.

À l'INALUD, elle a mis au point une méthodologie visant à analyser la législation et les traditions juridiques en adoptant une approche tenant compte des sexospécificités, qui a été publiée par l'Institut. Cette méthodologie, fondée sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, a été également publiée dans plusieurs pays d'Amérique latine et a été utilisée par des parlementaires, des juges, des avocats et des centres de femmes issus de plusieurs pays des Caraïbes et d'Amérique latine, chargés d'analyser le statut juridique des femmes et de rédiger des projets de loi. Elle a également rédigé plusieurs manuels de formation axés sur la gestion du personnel des milieux juridiques, notamment un ouvrage sur la Convention CEDAW et son protocole facultatif, actuellement utilisé par plusieurs pays d'Amérique latine.

Elle a participé à toutes les activités liées à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne et à la quatrième Conférence sur les femmes. Par exemple, elle a aidé à organiser la Conférence « Satellite » des femmes sur les droits de l'homme en Amérique latine, et a participé aux délégations gouvernementales du Costa Rica dans la région et à la Conférence de Vienne. Pour la Conférence de Beijing, elle a participé aux délégations officielles de la réunion préparatoire de Mar del Plata en Argentine et au PrepCom à New York. Elle a contribué à la mise en place du Tribunal de Vienne sur la violence à l'égard des femmes créé par le centre mondial et a été nommée assistante juridique du juge Elizabeth Odio pour ce tribunal.

Spécialiste des questions relatives aux sexospécificités, elle a participé à la rencontre du groupe d'experts organisée en 1990 par l'UNICEF et UNIFEM à Panama, sur les stratégies visant à mettre fin à la violence dans la famille; à la rencontre du groupe d'experts sur la violence (1992) organisée par le service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social

et les affaires humanitaires et accueillie par le Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique de justice criminelle à Vancouver au Canada; à la rencontre de 1993 accueillie par le ministre hollandais des affaires étrangères visant à élaborer des stratégies en vue de mettre fin à la violence contre les femmes; à la rencontre du groupe d'experts sur les mesures visant à éradiquer la violence contre les femmes (1993), convoquée par la Division de l'ONU pour la promotion des femmes et accueillie par le Centre for Women's Global Leadership à l'Université de Rutgers; à la rencontre du groupe d'experts (1994) convoquée par l'UNICEF et UNIFEM sur la violence dans la famille, et à la rencontre du groupe d'experts (1995) convoquée par le Centre pour les droits de l'homme et UNIFEM sur l'élaboration de lignes directrices tenant compte des sexospécificités dans l'action que mène le système de l'ONU en matière des droits de l'homme; à la rencontre du groupe d'experts (1997) sur la persécution liée à l'appartenance sexuelle convoquée par la Division de l'ONU pour la promotion de la femme; à la rencontre sur la santé et la violence convoquée par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et à la rencontre du groupe d'experts (2000) convoquée par l'OMS sur la santé et la violence contre les femmes. Elle a été l'une des dernières candidates en lice pour le poste de Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes en 1994 et depuis, a participé à plusieurs rencontres avec le Rapporteur spécial.

Alda Facio a participé, en tant que délégué du gouvernement, à l'élaboration du protocole facultatif se rapportant à la Convention CEDAW et à la Conférence de Rome qui a adopté le Statut du Tribunal pénal international. En 2001, elle a participé, en tant que délégué du Costa Rica au Xe Congrès de l'ONU pour la prévention du crime tenu à Vienne. Le programme qu'elle dirige est chargé de l'institutionnalisation des rencontres officielles, tenues chaque année, des Tribunaux suprêmes de justice des femmes latinoaméricaines, et de la création du premier Parlement des femmes costaricaines en 2002.

Elle écrit régulièrement des articles sur les droits fondamentaux de la femme, qui ont été publiés dans divers ouvrages et revues juridiques. Elle écrit également sur les questions relatives aux femmes pour divers journaux et magazines latinoaméricains, y compris FEMPRESS pour lequel elle est correspondante. Elle a écrit de nombreux rapports sur la question de la discrimination contre les femmes pour plusieurs gouvernements, et en 1994 a proposé de rédiger le rapport des ONG sur la violence contre les femmes pour la rencontre préparatoire régionale à Mar del Plata en Argentine pour la quatrième Conférence sur les femmes. Elle a rédigé des projets de loi sur la violence à l'encontre des femmes et des mesures visant à éliminer la discrimination contre les femmes pour divers parlements latino américains. Elle a été l'une des premières femmes en Amérique latine à dénoncer le parti pris androcentrique dans la législation en matière des droits de l'homme et le respect de ces droits, écrivant des articles et donnant des conférences sur le sujet dans plusieurs pays latino américains. L'un de ses importants articles sur la question, intitulé « L'androcentrisme des droits de l'homme » a été publié dans plusieurs livres sur les droits fondamentaux de la femme, y compris « La femme absente » publiée par ISIS International en 1991.

Elle a organisé le premier séminaire sur la Violence à l'égard des femmes à la Cour suprême du Costa Rica en 1981 et a contribué à la mise en place des premiers abris dans ce pays. Elle a donné les premiers cours de troisième cycle sur la violence contre les femmes à l'Université du Costa Rica aux étudiants de pays hispanophones en Amérique centrale en 1989. Elle a enseigné à des étudiants de

troisième cycle une méthodologie concernant l'analyse des textes, qui tient compte de la problématique hommes-femmes, et a donné de nombreuses conférences sur ce sujet dans plusieurs universités d'Amérique latine, d'Espagne et des États-Unis, ainsi que dans des organisations de femmes et des associations de défense des droits de l'homme. En 2003, elle a été la septième « Dame Nita Barrow Distinguished Visitor » à l'Université de Toronto où elle a enseigné un cours sur la Convention CEDAW et sur la consolidation de la paix. Depuis deux ans, elle est professeur au Costa Rica à l'Université de l'ONU pour la paix où elle enseigne les droits fondamentaux des femmes et la consolidation de la paix, en s'appuyant sur les principes de la Convention CEDAW. Elle a contribué à la mise en place de plusieurs tribunaux populaires en Amérique latine et en Haïti où elle y a également exercé les fonctions de juge. En 1986, elle a organisé le premier atelier sur les droits fondamentaux des femmes tenu à l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH). En 1987, elle a organisé une réunion internationale sur les droits de la femme, sous l'égide de cet Institut.

Alda Facio a été également juge au District Court de Guadalupe au Costa Rica, a fondé et dirigé l'École nationale de danse du Costa Rica, a enseigné le droit romain à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica et pendant six ans, a été déléguée suppléante au Siège de l'ONU à Genève. Elle parle espagnol et anglais couramment, a une bonne maîtrise du français et de l'italien et comprend le portugais.

Françoise GASPARD

Date de naissance : 07/06/1945
Lieu de naissance : Dreux – France
Adresse personnelle : 43, rue Saint Placide
 75 006 Paris
téléphone : 00 33 1 42 22 50 05

Experte du Comité CEDAW de l'ONU

Maîtresse de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Membre du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (EHESS/CNRS)

54, boulevard Raspail

75006- Paris

Téléphone : 00 33 1 49 54 23 06

Adresse électronique gaspard@ehess.fr

Françoise Gaspard a une triple formation d'historienne (elle est agrégée d'histoire), de sciences politiques (elle est diplômée de l'Institut d'Etudes politiques de Paris) et de droit public (ancienne élève de l'Ecole Nationale d'Administration). Responsable au sein de mouvements de jeunesse, elle a en outre une expérience politique comme élue (maire, députée européenne, députée à l'Assemblée nationale, Conseillère régionale, Conseillère municipale).

Après avoir exercé des mandats parlementaires et locaux pendant douze ans, Françoise Gaspard a choisi de renouer avec la recherche. Elle est actuellement maîtresse de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris et rattachée au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques, laboratoire du Centre National de Recherches Scientifiques (CNRS). Ses travaux l'ont conduit à enseigner et à donner des conférences dans de nombreuses universités en Europe et en Amérique. Elle a participé à différentes missions d'assistance technique en Europe et en Afrique pour l'introduction de la dimension du genre dans les législations et les politiques nationales.

En janvier 1998 elle a été nommée Représentante de la France à la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Elle a été élue en 2000 membre du Comité CEDAW où elle siège depuis janvier 2001.

Ses travaux académiques ont notamment porté sur l'histoire des migrations, la sociologie urbaine et les mouvements sociaux. Ses ouvrages et articles sont, pour nombre d'entre eux, disponibles en anglais, allemand, espagnol, portugais, arabe et japonais.

Études et Diplômes :

- 1968** Licenciée d'histoire et géographie - Paris- Sorbonne.
- 1968** Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- 1968-1970** Ancienne élève du cycle supérieur d'Etudes politiques de la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris.
- 1970** Agrégée d'histoire.
- 1977** Ancienne élève de l'Ecole Nationale d'Administration - Promotion André Malraux.

Carrière professionnelle :

- Exerce divers petits emplois pour financer ses études (vendeuse de journaux, réceptionniste, cours privés...).
- Assistante technique du Président de l'Université de Paris X - 1968-1970.
- Chargée de cours d'histoire économique à la Sorbonne - 1970-1974.
- Professeure d'histoire au lycée Michelet à Vanves - 1971-1974.
- Élève de l'Ecole nationale d'administration - 1975-1977.
- Conseillère au Tribunal Administratif de Versailles - 1977-1979.
- En position de détachement pour exercer des fonctions parlementaires - 1979-1988.
- Réintégrée dans le corps des magistrats de Tribunaux Administratifs en 1988.
- Éluë Maîtresse de conférences à l'EHESS en 1990.
- Chargée de cours à l'Ecole Nationale d'Administration.
- Conférences et séjours dans de nombreuses universités européennes et d'Amérique du Nord sur l'immigration et les droits des femmes. Invitée notamment de la Chaire Jean Monnet à Montréal en 1998 et visiting Scholar de l'Université de Californie (Berkeley) en 1999.

Mandats électifs :

- 1977-1983** Maire de Dreux
- 1979-1981** Députée européenne
- 1981-1988** Députée d'Eure-et-Loire
- 1981- 1986** Conseillère régionale
- 1983-1989** Conseillère municipale

Missions et expertises diverses :

- o Membre du Conseil National des Populations Immigrées - 1983-1994.

- o Membre du Haut Conseil National pour le Logement des Personnes Défavorisées - 1989-1995.
- o Représentante française du réseau « Femmes dans la prise de décision » du 3e programme communautaire d'égalité des chances - 1991-1996.
- o Experte de la Commission « femmes élues » du Conseil des Communes et Régions d'Europe depuis 1996.
- o Représentante de la France à la Commission de la Condition de la Femme de l'ONU - 1998-2000.
- o Experte du Comité CEDAW de l'ONU depuis janvier 2001.
- o Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme depuis 2002.
- o Intervenante dans de nombreux séminaires et colloques notamment de l'Institut Européen d'Administration Publique et de la Banque Mondiale.
- o Correspondante du Comité CEDAW pour l'UNESCO et l'Union Interparlementaire depuis 2001. A ce dernier titre, elle a contribué à la rédaction du guide de l'UIP sur la Convention CEDAW à l'usage des parlementaires et accompli plusieurs missions au Rwanda dans le cadre de l'aide à la rédaction de la nouvelle Constitution et des lois électorales du pays ainsi que de la préparation des femmes aux élections nationales de 2003.
- o Membre d'une équipe européenne, de 1999 à 2003, chargée d'une recherche sur « genre et local » portant sur sept pays de l'Union européenne. Rédactrice dans ce cadre d'un guide sur l'introduction du genre dans la gestion locale.

Publications :

Ouvrages :

- *Souvenir et avenir de Dreux*, Evreux, Herissey, 1977.
- *Madame Le...*, Paris, Grasset, 1978.
- *La fin des immigrés*, avec Claude Servan-Schreiber, Paris, Le Seuil, 1984. Traduit en japonais, Nobuhiro Hayashi, 1989.
- *Maurice Viollette, Un homme, Trois Républiques*, Musée de Chartres, 1985.
- *Maurice Viollette, homme politique et éditorialiste*, Pontoise, Edijac, 1986.
- *De Dreux à Alger, Maurice Viollette 1870-1970*, (dir.) Paris, L'Harmattan, 1991.
- *Une petite ville en France*, Paris, Gallimard, 1991. Traduit en anglais, Harvard University Press, 1995.
- *Au pouvoir citoyennes! Liberté, Egalité, Parité*, avec Claude Servan-Schreiber et Anne Le Gall, Paris, Le Seuil, 1992.
- *Le foulard et la République*, avec Farhad Khosrowkhavar, Paris, Editions de La Découverte, 1995.

- *L'U.F.J.T., D'une jeunesse ouvrière à une jeunesse incertaine, Quarante ans d'histoire d'un mouvement associatif, 1955-1995*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1995.
- *Les femmes dans la prise de décision en France et en Europe* (dir.), Paris, L'Harmattan, 1997.
- *Comment les femmes changent la politique*, avec Philippe Bataille, Paris, 1999, Editions de La Découverte. Traduit en espagnol et portugais. Traduction en arabe en cours.

Préfaces d'ouvrages :

- Préface (avec Olivier Guichard) de Pierre Zemor, *La commune mise à jour*, Le Moniteur, 1983.
- Préface de Eliane Viennot (dir), *La démocratie « à la française » ou les femmes indésirables*, Paris, Publications de l'Université Paris 7/Denis Diderot, 1996, pp. 7-16.
- Préface de Catherine Delcroix et al., *Médiatrices dans les quartiers fragilisés : Le lien*, La documentation française, Paris, 1997, pp. 9-12.
- Préface de William Guerraiche, *Les femmes et la République*, Les Editions de l'Atelier, Paris, 1999, pp. 7-9.
- Préface de Huguette Delavault et al, *Les enseignantes chercheuses à l'université, Demain la parité?*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Contributions à des ouvrages collectifs :

« Les titulaires de la Francisque », avec Gérard Grunberg, dans *Le Gouvernement de Vichy 1940-1942*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Armand Colin, Paris, 1972, pp. 71-85.

« L'immigration maghrébine, réalités et représentations », dans Magali Morsly (dir.), dans *Les Nord-Africains en France*, Publication du Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Moderne, Paris, 1985, pp. 51-59.

« Donne e massoneria. Massoneria femile-massoneria femmista? Il caso della francia », nel *La massoneria oggi*, Foggia, Bastoggi, 1991, pp. 94-113.

« Racisme et nationalité », dans Michel Wieviorka (dir.), *Racisme et modernité*, Paris, La Découverte, 1993, pp. 152-158.

« La création, le fonctionnement et la structure des partis politiques », dans *Démocratie et déceptions partis politiques, participation et non-participation aux institutions démocratiques en Europe*, Strasbourg, 1994, pp. 183-193.

« Le sujet est-il neutre? », dans Michel Wieviorka et François Dubet (dir.), *Penser le sujet*, Colloque de Cerisy, Paris, Fayard, 1995, pp. 143-155.

« La citoyenneté des immigrées et de leurs filles », dans *Stratégies de femmes pour l'intégration*, Délégation régionale aux droits des femmes Rhône-Alpes, Lyon, 1995, pp. 81-94

« Des partis et des femmes », dans Michèle Riot-Sarcey (dir.), *Démocratie et représentation*, Paris, Kimé, 1995, pp. 221-242.

« Franc-maçonnerie, République et exclusion des femmes », dans Eliane Viennot (dir.) *La démocratie "à la française" ou les femmes indésirables*, Paris, Publications de l'Université Paris 7/Denis Diderot, 1996 pp. 63-75.

« La République et les femmes », dans Michel Wieviorka (dir.), *Une société fragmentée, le multiculturalisme en débat*, Paris, Editions La Découverte, 1996, pp. 152-169.

« Il y a trop peu de différence entre la droite et la gauche en matière d'immigration », dans Lucien Bitterlin, *L'antiracisme dans tous ses débats*, Paris, Panoramiques/Le Seuil, 1996, pp. 203-218.

Antonia Guvava (Zimbabwe)

Date de naissance : le 7 juillet 1960

Situation de famille : mariée

Éducation

Diplômée en droit (LLB) – Université du Zimbabwe, 1985

Licence en droit (BL) – Université du Zimbabwe, 1982

Formation professionnelle, séminaires et ateliers :

- o Certificat relatif à la rédaction de textes de loi, Bureau d'Études et de Formation parlementaires, New Delhi, novembre 1992 – février 1993
- o Certificat relatif aux aspects juridiques de l'allégement de la dette, Institut de formation et de recherche de l'ONU, Harare, juillet 1993
- o Rapporteuse dans le cadre du Séminaire régional de la Royal Wallenberge Foundation sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et les obligations des États Parties, notamment en matière d'établissement de rapports, Harare, août 1993.
- o Comité international sur le Séminaire régional de la Croix-Rouge pour l'application du droit humanitaire international, Harare, 1994.
- o Programme sur les questions d'éthique au sein des gouvernements et dans les milieux d'affaires, International Visitor Programme : Bureau d'Éducation et d'affaires culturelles, États-Unis, 1994.
- o Atelier régional du Commonwealth à l'intention des personnes responsables des obligations en matière d'établissement de rapports, Lusaka, 1995.
- o Aspects juridiques de la privatisation, Institut de droit international, États-Unis, 1996.
- o Cours de pratique juridique de l'entreprise et de l'investissement, Organisation internationale de droit du développement, Italie, 2000.

Expérience professionnelle :

Avril 2001 à ce jour :

Juge à la Haute Cour de justice du Zimbabwe

Décembre 2000 – avril 2001 :

Directrice du Service des conseils juridiques

Août 2000 – décembre 2000 :

Directrice par intérim du Service des Conseils juridiques

Février 1992 – août 2000 :

Elle a travaillé au Service des Conseils juridiques du Cabinet du Procureur général. À ce titre, elle était chargée de fournir des conseils juridiques à tous les services du Gouvernement, d'examiner, de rédiger et de négocier des accords internationaux, d'analyser et d'approuver les comptes-rendus à l'intention du Président et de superviser le personnel auxiliaire. Elle a également contribué à la création du Comité interministériel des droits de l'homme chargé de conseiller le Gouvernement sur ses obligations en vertu des Conventions des droits de l'homme, de préparer des rapports et de les présenter aux divers Comités de l'ONU et à la Commission africaine.

Août 1991 :

Poste de responsabilité au cabinet du Procureur général

Avril 1983 – février 1992 :

Conseiller juridique chargé de juger les auteurs de fraude grave, de viol et d'homicide, devant le Magistrates Court (tribunal de première instance), la Cour supérieure et la Cour Suprême.

Autres expériences :

- o Membre du Comité de l'ONU pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1998
- o Elle a présenté un rapport sur la « Convention relative aux droits de l'enfant » dans le cadre d'un atelier consacré aux droits de l'homme, organisé par le Fonds de documentation et de recherche sur les droits de l'homme, Afrique australe, juillet 1999.
- o Elle a présenté un rapport intitulé « Lignes générales de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), eu égard en particulier aux obligations en matière d'établissement de rapports » à l'occasion d'un atelier organisé pour le Comité interministériel chargé des droits de l'homme et du droit humanitaire, Harare, août 1999.
- o Elle a présenté un rapport intitulé « Lignes générales de la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples, eu égard en particulier aux obligations en matière d'établissement de rapports », à l'occasion d'un atelier organisé par le Fonds de documentation et de recherche sur les droits de l'homme, Afrique australe, juillet 2000.
- o Elle a rédigé le protocole contre la corruption, dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe, juin 2000.
- o Rapporteuse pour la « Conférence sur les questions foncières » organisée par le Ministère des Terres, en conjonction avec la FAO, Harare.
- o Elle a présenté un rapport sur les « questions d'éthique au Gouvernement zimbabwéen », lors d'une Conférence mondiale sur les règles d'éthique au gouvernement, Washington DC, 1996.

- o Elle a présenté les deuxième et troisième rapport du Zimbabwe devant la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples, lors de sa vingt-et-unième session ordinaire, Mauritanie, avril 1997.
- o Conseillère pour M. R/M Consultants sur la rédaction de testaments, sur la succession inter-États au Zimbabwe, et sur les fonds d'affectation spéciale, Harare, 1997.
- o Membre du Conseil d'administration de l'Association des femmes juristes au Zimbabwe
- o Ancien Membre du Parti du travail sur la commercialisation et la privatisation des entreprises d'État.
- o Ancien Membre du Comité administratif de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, Harare.
- o Vice-présidente de l'Association parents-élèves, Collège St Ignatius, Harare.
- o Secrétaire du Conseil d'administration de l'école secondaire St Dominic, Harare.

Ilboudo/Sawadogo Rassolguessida Clémence (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance : 10 octobre 1959 à Kongoussi Burkina Faso.

Langues de travail : Français.

Situation/fonction actuelle :

- Magistrat de formation
- Juge conseillère à la cour d'appel de Ouagadougou
- Membre de la chambre d'accusation
- Conseillère de la mise en état

Principales activités professionnelles;

- o Contrôler le travail des juges d'instruction
- o Statuer par arrêt sur le renvoi des inculpés de crimes devant la chambre criminelle.
- o Assurer la mise en état qui est l'instruction en barre d'appel des dossiers en matière Civile et commerciale.

Etudes :

- Secondaires : Baccalauréat A4 en 1980
- Supérieures : Maîtrise en droit université de Ouagadougou en 1985.
- Formation professionnelle : Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature 1985-1987.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe Conventionnel auquel postule le candidat :

- Présidente de la Commission nationale de lutte contre les discriminations faites aux femmes chargée de veiller à la mise en œuvre de la CEDEF au Burkina Faso et d'élaborer les rapports de situation transmis à l'ONU.
- Expert du Burkina Faso dans le domaine des droits de la femme : formations, sensibilisation réunions sous-régionales et internationales (cf CV)
- Membre de l'Association des femmes juristes (AFJ/BF).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine :

- Etude sur la situation juridique et socio-économique de la femme au Burkina Faso (2000)
- Document sur l'état de l'application de la CEDEF au Burkina Faso (janvier 2004) en collaboration avec l'AFJ/BF.

Mme Fatima Kwaku – (née FATIMA AGAFI) Nigéria

Avocate (Barrister et Solicitor) & officier ministériel

Nigéria

Nom : Mme Fatima Kwaku

Nom de jeune fille : Mlle Fatima Agafi

Date/Lieu de naissance :

22 octobre 1949 à Maiduguri, Borno State

État d'origine : Borno

Religion : musulmane

Adresse professionnelle :

Ya Fatima Chambers

Plot « C'Ahmadu bello way

Nassarawa

Post Office Box 4082, Kano

Téléphone : 234 64 646283

Tél : 234 64 317823

Adresse personnelle

96/5 Lamido Crescent

Nassarawa, Kano

Tél : 234 64 648149

Tél : 234 64 310878

Situation de famille : veuve, quatre enfants

Plus proche parent : Adjua Falmata Kwaku (fille)

Distinctions nationales : Membre de l'Ordre de la République fédérale du Nigéria

Établissements scolaires fréquentés :

1956 à 1960 Hausari Junior Primary School

Maiduguri –

1960 à 1961 Provincial Girls School

Maiduguri (aujourd'hui 'Government girls secondary school')

1961 à 1962 Holborn House School

Wilton Lodge, Daventry

Northampton, Angleterre

1962 à 1967	West Cornwall School Penzance, Cornouailles, Angleterre
1967 à 1969	Kent College, Pembury Kent, Angleterre
1969 à 1970	Borlands Tutors College
1970 à 1975	Ahmadu Bello University Zaria
1975 à 1976	Nigerian Law School Victoria Island, Lagos

Qualifications et certificats obtenus :

1. G.C.E. 'O' LEVELS 1967
2. G.C.E. 'A' LEVELS 1969
3. A.B.U. PRELIM 1971
4. LL.B. (HONS.) A.B.U. ZARIA 1975
5. B.L., NIGERIA LAW SCHOOL, LAGOS
(Faculté de droit) 1976
6. NOTARY PUBLIC 1994
7. ASSOCIATED BOARD OF THE ROYAL SCHOOL OF MUSIC IN PIANO
FORTE GRADES 1,2,3,4 AND 5 (École de musique – piano)
8. LONDON ACADEMY OF MUSIC AND DRAMATIC ART SPEAKING OF
VERSE AND PROSE (Académie de musique et d'art dramatique – vers et
prose – Londres)
GRADES: 3,5 BRONZE MEDAL SILVER MEDAL AND GOLD MEDAL
(Médaille d'or et d'argent)
9. THE ASSOCIATED BOARD OF THE ROYAL SCHOOL OF MUSIC –
SPOKEN ENGLISH (École royale de musique – anglais)
(MERIT) en mars 1969

Expérience professionnelle :

1. Service national de jeunesse à KANO
CHIEF MAGISTRATE COURT'. BOMPAL, KANO & MESSERS E. NOEL
GREY & CO.
1976 – 1977
2. Cabinet privé d'avocats "YA FATIMA CHAMBERS"

Inauguré le 1er octobre 1977. Toujours en activité.

3. Membre du Conseil d'administration – Université de Maiduguri 1983 – 1985
4. Présidente du 'Election Petition Tribunal' du gouvernement local dans l'État de Kano – mars 1991
5. Membre du 'Election Petition Tribunal' des Chambres législatives et du gouvernement local dans l'État de Kano – février 1992
6. Membre du 'Election Petition Tribunal' de l'Assemblée nationale dans l'État de Jigawa – août 1992
7. Membre de la Commission du service judiciaire (État de Kano) – décembre 1992 à 1995
8. Membre du Comité directeur du Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux familles – État de Kano – 1995 à 1996
9. Membre national de la Commission des droits de l'homme 1996 à 2000
10. Re conduite dans ses fonctions à la Commission des droits de l'homme – 2000 à ce jour
11. Présidente – du 'election petition appeal tribunal' du gouvernement local – État de Jigawa – Juin 1997
12. Experte élue – Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) – janvier 2001 – décembre 2004
13. Membre du Comité de communication du protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). – 2001 à ce jour
14. Membre du Comité national consultatif et de coordination pour la promotion des femmes au Nigéria (NCCC) – 4 décembre 2000 à ce jour

Participation à des associations

1. Membre de la Nigerian Bar Association (barreau nigérian)
2. Membre national et international, et première présidente de la 'Fédération internationale des femmes juristes' (FIDA), État de Kano
3. Fondatrice du Centre d'aide juridique de la FIDA à Kano où des conseils et des services juridiques sont offerts gratuitement, notamment aux femmes
4. Membre de la 'INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION' (I. B. A.) (Barreau international)
5. Membre ès qualités – École primaire St Louis, KANO P.T.A., EXECUTIVE (1993 à février 1996)
6. Vice présidente – École primaire St Louis, KANO P.T.A. (Juin 1993 à février 1996)
7. Présidente – École primaire St Louis, KANO P.T.A. (Février 1996 à 1998)
8. Membre ès qualités – École secondaire St. Louis, KANO P.T.A. EXECUTIVE (1990 à 2001)

9. Membre – Association de développement de l'État de BORNO/YOBE, État de Kano
10. Membre de l'association des étudiants en droit, Université de BAYERO, Kano
11. Présidente du Barreau nigérian, Kano, 1998 à 2001
12. Membre du Comité spécial pour la formation de Women's Rights Advancement and Protection Alternative (WRAPA), une organisation non gouvernementale – septembre 1998
13. Fondatrice de 'WRAPA' – mars 1999
14. Présidente du Conseil d'administration/Membre fondateur de 'WOMEN HEALTH AND DEVELOPMENT NETWORK (WHADENET – Une association non politique, à but non lucratif, créée pour promouvoir et protéger tous les aspects des droits de la femme au Nigéria.

Lima Gomes, Maria das Dores (Cap-Vert)

Profession : Magistrate à la Cour de Praia

Date de naissance : 25 janvier 1959

lieu de naissance : Santo Antao, Cap-Vert

Nationalité : Cap-Verdienne

Situation de famille : célibataire

Adresse : Court of Praia

C.P. 99 – Praia

République du Cap-Vert

Téléphone : (238) 612875 / 614039

Portable : (238) 925144

Adresse électronique : Maria.Gomes@PALJUST.gov.cv /
dodogomes@hotmail.com

Formation universitaire

École primaire et secondaire : 1968-1978, Liceu Gil Eanes et Liceu Ludgero Lima Mindelo, S. Vicente – Cap-Vert

Diplôme universitaire : 1979-1987, Faculté de droit de la Classical University de Lisbonne, Portugal

Expérience professionnelle :

Fonctions :

- 1988/1990** Assistante au bureau général de législation et de documentation du Secrétaire général du gouvernement du Cabinet du Premier Ministre;
- 1988/1990** Avocate à l'Institut de promotion de l'assistance juridique (IPAJ), Advocacy & Consultant (Plaidoyer et Conseils)
- 1989/1990** Admission par concours à la magistrature
- 1990/2004** Juge Magistrat du Ministère public
- 1990/1992** Procureur de la République dans le district judiciaire de Santo Antao
- 1992/1993** Entrée à la Magistrature judiciaire
- 1992/1993** Juge dans le district de Santo Antao, Cour de Justice (affaires criminelles et civiles)
- 1993/1996** Juge au Tribunal pénal de Praia, juge de district
- 1996/2001** Coordinatrice de la mise en place de juges de familles, de mineurs et du travail, à la Cour de justice de Praia

- 2001 Juge à la « Court of penalty execution » de la Cour de justice de Praia
- 2001 Février, Juge au district judiciaire de Santa Cruz
- 2002 Juge au Tribunal de police correctionnelle de la Cour de justice de Praia
- 2002 Juge criminel

Autres expériences

- Vice présidente de l'Association des femmes juristes
- Vice présidente de la Fédération internationale des femmes juristes
- Présidente de l'Association 'Lenira – solidarité – Europe/Cap-Vert (Droits de l'enfant)
- Présidente du Conseil fiscal de l'Association « Cap vers les autres » (droits de l'enfant)
- Vice présidente de l'Association des juges cap-verdiens
- Membre du Conseil supérieur de la Magistrature
- Présidente de la Cour de justice de Praia
- Présidente du Conseil des médias

Langues :

Langues maternelles : portugais (langue officielle) et créole

Autres : français, anglais, espagnol et italien

Portugais, français, anglais, espagnol et italien (lu et écrit)

Portugais et français (courant)

Anglais, espagnol, et italien (niveau moyen)

Publications :

- Violence familiale, lois internationales et nationales
- Les droits de filiation dans le nouveau code civil, 1997

Maître MAIGA Soyata (Mali)

Nom et prénom Maître MAIGA Soyata

Date et lieu de naissance : 22 Décembre 1952 à Kidal (République du Mali)

Langues de travail : Français

Situation/ fonction actuelle :

- Avocate à la Cour
- Membre du Conseil de l'Ordre des Avocats du Mali

Principales activités professionnelles :

- 1992** : Décret de nomination au Barreau du Mali
- 1990-1992** : Présidente de la chambre d'accusation de la Cour d'Appel du Mali
- 1984-1990** : Présidente du Tribunal de Première Instance de la Commune II de Bamako
- 1983-1984** : Chef de la Section Droit Civil à la Direction Nationale des Affaires Civiles et du Sceau
- 1979-1983** : Président de la Chambre Correctionnelle du Tribunal de Première Instance de Bamako

Etudes :

- Diplômée de l'Ecole Nationale de la Magistrature Section Internationale : Mention Très Bien
- Diplômée de l'Ecole Nationale d'Administration du Mali : Maîtrise en Droit, Major de la promotion;

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

- o Vice présidente de l'Association des Juristes Maliennes
- o Formatrice sur la CEDAW à l'intention des Associations féminines et des Magistrats
- o Formatrice sur « les Droits des femmes et les Violences faites aux femmes » à l'intention des parlementaires et des praticiens du droit.
- o Expert communicatrice sur les droits des femmes à l'occasion des Concertations Régionales sur la Reforme de la Justice au Mali sur les « Obstacles à la jouissance et à l'exercice par les femmes de leurs droits ».
- o Membre du Comité de Pilotage sur la Reforme du Droit de la Famille au Mali.

- o Membre du Comité de suivi du Mali sur le Protocole Additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes.
- o Représentante des Associations et ONG féminines du Mali au sein du Conseil Economique Social et Culturel.
- o Déléguée des Associations et ONG féminines au sein de la délégation officielle du Mali à l'occasion de plusieurs sessions des Nations Unies sur la Condition de la femme, chargée de la contribution du Mali à l'élaboration et à la rédaction du Projet facultatif à la CEDAW.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine :

- Etude nationale sur le Statut Juridique de la Femme et la loi au Mali.
- Rapport sur l'état de la justice au Mali.
- L'excision : Pratique coutumière ou infraction pénale
- Les textes organiques législatifs et réglementaires susceptibles d'influer sur les questions de Politique de Population au Sahel

Bamako, le 08 avril 2004

Tiziana Maiolo (Italie)

Date de naissance : 23 juin 1941

Lieu de naissance : Parme (Italie)

Langues de travail : Français (courant), anglais, espagnol

Position actuelle /fonctions :

Mme Maiolo est actuellement membre du Conseil municipal. Elle est responsable des politiques sociales et de genre de la ville de Milan. Depuis 2002, elle a également été nommée Présidente du Comité chargé de l'égalité des chances à Milan.

Principales activités professionnelles¹ :

1990 : Éluë au Conseil municipal de Milan : activités dans les domaines de la toxicomanie et de la condition féminine.

1992 : Éluë au Parlement italien : nommée Vice Présidente du Comité de Justice, chargée notamment des conditions de vie des détenus.

1994 : Réélue au Parlement italien : nommée Présidente du Comité de Justice (elle a promu l'adoption d'une loi contre la violence sexuelle); Membre du Comité des immunités parlementaires.

1996 : Éluë pour la troisième fois au Parlement italien : élue membre du Bureau de la Présidence et du Comité des ressources humaines. Elle a été membre du Comité de Justice et du Comité spécial pour la prévention et la répression de la corruption. Elle a été membre du Comité parlementaire contre la mafia.

2001 : Nommée par le Maire de Milan responsable des politiques sociales et de genre du Conseil municipal de Milan.

Éducation :

Université de Milan, Licence en droit

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate :

Journaliste depuis 1976, elle travaille pour les principaux médias italiens : presse écrite, télévision. Ses articles et reportages sont centrés sur la politique, la justice, la condition féminine, la psychanalyse et la politique sociale.

Elle a été déléguée parlementaire à la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur le thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle ».

¹ Lorsqu'on est membre du Comité sur l'élimination de la discrimination contre les femmes, il faut participer à deux sessions annuelles de trois semaines chacune, et (par roulement) à un groupe de travail présession d'une semaine environ, tous les deux ans.

En 2001, elle a organisé la Convention internationale « Du burqa au blue-jeans : la guerre n'est jamais finie pour les femmes », à laquelle ont participé des intellectuels, des journalistes et des femmes politiques issus du monde entier.

En 2001, elle a mis en place un fonds de contribution économique à l'intention des mères nécessiteuses, à partir de leur sixième mois de grossesse jusqu'à ce que leur enfant ait atteint un an.

Ses plus récentes publications

- "Processo alla Giustizia", Venice, publisher Marsilio 1994
- "Il Diritto, la Giustizia e la Cultura ", publisher Spirals, 1995
- Introduction to "Autobiografia di un Inquisitore", publisher Journalists, 1995
- "Dal burqa ai blue-jeans, la Guerra delle donne non finisce mai", 2004
- "Uomini e Donne per me pari son", 2004.

Göran Melander (Suède)

Date de naissance : 10 octobre 1938

Nationalité : Suédoise

Situation de famille : Mariée, quatre enfants

Éducation :

- o Doctorat en droit (LLD), Faculté de droit, Université de Lund, Suède, 1972
- o Maîtrise en droit (LLM), Faculté de droit, Université de Lund, Suède, 1964

Qualifications académiques :

- o Professeur de droit public international, Faculté de droit, Université de Lund, 1995
- o Fondatrice et directrice du Programme international de maîtrise en droits de l'homme, Faculté de droit, Université de Lund, 1993
- o Professeur associé en Droit public international, Faculté de droit, Université de Lund, 1976
- o Responsable de la discipline : Droit public international, Faculté de droit, Université de Lund, depuis 1976

Autres expériences professionnelles :

- o Fondatrice et directrice de l'Institut Raoul Wallenberg pour la défense des droits de l'homme et du droit humanitaire (1984-2000), Présidente du Conseil d'administration de l'Institut

Elle était responsable des activités de l'Institut et dispensait des cours et des séminaires internationaux destinés à de hauts fonctionnaires du Département de la Justice et à de hauts responsables d'ONG d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine.
- o Membre du Comité de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (depuis 2001)
- o Membre du Groupe de conseillers en droit public international, relevant du Ministère suédois des affaires étrangères
- o Experte dans le cadre de plusieurs études du Gouvernement suédois et lors de missions d'organisations internationales
- o Membre du Comité directeur de la Série des réunions informelles Asie-Europe sur les droits de l'homme.

Connaissances linguistiques :

Suédois : langue maternelle

Anglais : courant

Français : solides connaissances

Publications :

- “Modern issues in European law” (Questions modernes dans le droit européen), Nordic Perspectives: Essais en hommage à Lennart Pålsson”, Göran Melander (ed), 1997.
- “The relationship between human rights, humanitarian law and refugee law” (La relation entre les droits de l’homme, le droit humanitaire et le droit des réfugiés), Encountering strangers (Rencontrer des étrangers), Göran Rystad (ed), 1997.
- “Internally displaced persons” (Personnes déplacées à l’intérieur de leur pays), The Living Law of Nations (La loi vivante des nations). Essais en hommage au Professeur Atle Grahl-Madsen, Kehl: Engel Verlag, 1993.
- The Universal Declaration of Human Rights (La Déclaration universelle des droits de l’homme), Oslo 1992, Göran Melander (ed. avec G. Alfredsson, A. Eeide, L.A. Rehof et A. Rosas).
- “Obligatorisk häktning och mänskliga rättigheter”, Festskrift tillägnad Håkan Strömberg, 1992.
- ”Country of First Asylum Issues: A European Perspective” (Questions relatives aux pays de premier asile, une perspective européenne), Droit d’asile et pratiques en Europe et en Amérique du Nord, 1992.
- « Undocumented Asylum Seekers in Sweden » (Demandeurs d’asile sans papiers en Suède), Lund, 1990.
- “Les réfugiés et les droits de l’homme”, Les nouveaux enjeux des droits de l’homme, 1990.
- Konventionssamling i mänskliga rättigheter. Lund, 1990.
- “Refugee Policy Options – Protection or Assistance”, (Choix de politiques pour les réfugiés : protection ou assistance) Les déracinés : Migration forcée dans la période d’après-guerre, Rystad (ed), Lund, 1990.
- “Proceedings of the sixth International Colloquy about the European Convention on Human Rights”, (6^e Colloque international sur la Convention européenne relative aux droits de l’homme), M Nijhoff Publishers, Dordrecht, 1988.
- “The concept of the term ‘refugee’”, (La notion du terme ‘réfugiés’) Refugees in the Age of Total War, Programme d’études sur les réfugiés, Université d’Oxford, 1988.
- ”Basic Differences in Refugee Policy in Western Europe and North America” (Principales différences entre l’Europe de l’Ouest et l’Amérique du Nord en ce qui concerne leurs politiques relatives aux réfugiés), Defence of the Alien (Défense des étrangers), Vol. IX, Centre for Migration Studies, New York, 1987.
- The Two Refugee Definitions (Réfugié : deux définitions), Lund, 1987.
- “The Legal Position of Aliens in Sweden” (La position juridique des étrangers en Suède), la position juridique des étrangers dans le droit national et le droit

international, Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht 94.

- “Further Development of International Refugee Law“, Le problème des réfugiés aux niveaux universel, regional et national, Thesaurus Acroasium Vol. XIII, 1987.
- “Nordic Refugee Policy in a European Perspective” (la politique sur les réfugiés du Nord, sur un plan européen), Recherche actuelle sur la paix et la violence 4/1986.
- “Responsibility for Examining an Asylum Request” (responsabilités face à l’examen d’une demande d’asile) III, séminaire à Lund 1985.
- ”International Humanitarian Law and Human Rights” (Droits humanitaires internationaux et droits de l’homme), Études scandinaves en droit, 1985.
- Nordisk Flyktingrätt (ed.), Lund, 1985.
- ”Mänskliga rättigheter och humanitär rätt”, Mennesker og Rettigheter, 1986.
- ”Lösning av internationella tvister”, Fem frågor om världsfreden, Witthoff (ed.), Göteborg, 1985.
- ”Rätten att röra sig fritt”, Mennesker og Rettigheter, 1985.
- ”Klagomålsexplosionen i Sverige”, Mennesker og Rettigheter, 1984.
- Handbok i invandrar rätt, avec P. Nobel, Uppsala, 1984.
- ”Rättsavgöranden i Norden”, Nordisk Tidskrift for International Ret, 1984.
- ”Torture education during military service” (enseignement sur la torture pendant le service militaire), Études et essais sur le droit humanitaire international et les principes de la Croix-Rouge, 1984.
- “En effektiv tortyrkonvention?”, Statsvetenskaplig tidskrift, Vol. 86, 1983.
- « Asylum in Europe » (L’asile en Europe). Un manuel à l’intention des organisations qui offrent une assistance aux réfugiés, 3rd ed. 1983, with G. Jaeger, A. Paludan and P. van der Vaart.
- ”Rättssäkerhet vid frihetsberövanden enligt utlänningslagen”, Domstolarna och rättssäkerheten, Rättsfondens skriftserie nr 8, Lund, 1982.
- ”Nordic Refugee Law and Policy”, Problèmes juridiques des réfugiés transnationaux, Michigan Yearbook of International Law 1982.
- Frihetsberövande enligt utlänningslagen, Lund, 1981.
- ”Politiska fångar – offer för tortyr och förföljelse”, Göran Melander (ed), Norstedts förlag, 1981.
- ”Refugees and International Cooperation” (Les réfugiés et la coopération internationale), Examen des migrations internationales 1981.
- “Political Prisoners – A Dilemma of Our Time” (Prisonniers politiques – dilemme de notre temps), Manuel israélien sur les droits de l’homme 1981.
- “Refugees in the Somali Democratic Republic” (Les réfugiés dans la République démocratique de Somalie), avec P. Nobel, Lund 1979.

-
- “African refugees and the legal aspects of the African refugee problems” (Les réfugiés africains et les aspects juridiques de leurs problèmes), Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, 1979.
 - « Refugees in Orbit » (Réfugiés sur orbite), Genève, 1978.
 - “Waiver of Immunity” (Renonciation à l’immunité), Nordisk Tidskrift for International Ret 1976.
 - “Refugee Recognition in western European States” (Reconnaissance des réfugiés dans les États de l’Europe de l’Ouest), Israel Yearbook on Human Rights, 1976.
 - ”Flykting i Norden”, Göran Melander (ed), Norstedts förlag, Stockholm, 1975.
 - ”The Protection of Refugees” (La protection des réfugiés), Études scandinaves en droit, 1974.
 - ”Good Offices Refugees” (Initiatives de bons offices pour les réfugiés), AWR-Bulletin, 1972.
 - ”Flyktingar och asyl”, (PhD dissertation), Stockholm, 1972.

Hope Ruhindi Mwesigye (Ouganda)

Profil :

Nom : HOPE RUHINDI MWESIGYE

Date de naissance : 28 décembre 1956

Sexe : féminin

Nationalité : Ougandaise

Situation de famille : mariée

Nombre d'enfants : Quatre

Position actuelle :

Membre du Parlement pour le district de Kabale, Ministre d'État, Affaires parlementaires

Adresse : Bureau du Premier Ministre
PO Box 341
Kampala

Telephone : 256 41 259819

Adresse électronique : hmwesigye@parliament.go.ug

Éducation :

1992-1993 Maîtrise d'arts (Études du genre et de la condition féminine)
Spécialisation : Droits fondamentaux et droits de la femme et Gestion

1975-1978 LL.B (Hons) Université de Makerere

1978-1979 Diplôme de troisième cycle en pratique juridique, au Centre de développement du droit, Kampala.

Certificats

1984 Droits d'auteur et droits voisins
Ce cours a été proposé par le Conseil britannique des droits d'auteur en coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Londres et à Genève

1987 Marques de fabrique, de commerce ou de service et brevets déposés
Cours proposé par l'OMPI en collaboration avec l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO), Harare.

1987 Protection juridique de la biotechnologie et des circuits intégrés, OMPI, Le Caire.

- 1988** Droits de propriété industrielle, OMPI, Genève
- 1989** Cours de perfectionnement sur les droits de propriété intellectuelle, organisé par l'OMPI et le Benelux Bureau of Trademarks à la Hague, Pays-Bas.
- 1990** Formation de formateurs d'assistants d'avocats organisée par la Commission internationale de juristes (CIJ), Genève en collaboration avec la Commission des juristes (Kenya chapter)
- 1991** Cours de méthodologie de recherche, organisé par le Conseil britannique, en collaboration avec l'Université de Makerere, Kampala.

Stages de formation

- o Le renforcement des capacités des femmes déléguées à l'Assemblée constituante qui ont élaboré et promulgué la Constitution ougandaise (1995)
- o La planification stratégique (1994) avec l'ONG Mwelekeo (Mwengo). Un centre de développement et de réflexion d'ONG de l'Afrique australe et de l'Est
- o Le renforcement des capacités des femmes du Continent africain et de la diaspora, dans la prise de décisions en ce qui concerne les activités de plaidoyer, les analyses de politiques, les études d'impact, en tenant compte des sexospécificités. Formation organisée par ABANTU for development, une organisation non gouvernementale implantée au Royaume-Uni, qui compte un bureau régional à Nairobi.
- o Formation de formateurs, prise en compte des sexospécificités dans l'analyse des politiques et les études d'impact par le Uganda Gender Resource Center, en collaboration avec ABANTU for development (1995), Jinja, Ouganda
- o Formation sur le renforcement des capacités des femmes et des organisations féminines en vue de parvenir à une exécution efficace de leurs projets, leurs activités de plaidoyer et leurs analyses des politiques, dispensée par le Gender Training Network (GETNET) et ABANTU for development (1995), Le Cap, Afrique du Sud.
- o Formation pour les adultes sur les notions de droit élémentaires, organisée par le Réseau pour les droits de l'homme (HURINET) et UGRC

Organes professionnels :

- Avocate aux « Courts of Judicature » d'Ouganda
- L'un des membres principaux du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (IWRAP) (1989), chargé de surveiller l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)

Emplois et responsabilités

1979-1985 Employé au Ministère de la Justice

- i) en tant que Procureur
- ii) en tant que Premier Procureur

Responsabilités :

- i) Inscription de sociétés, de noms de compagnies, d'associations, de groupes, d'organisations non gouvernementales, de partenariats, de brevets, de marques déposées, de droits d'auteur, d'études et de plans industriels, de modèles d'utilité, d'administration de droits d'auteur.
- ii) Gestion, au nom du Gouvernement, des règlements de différends ou des contentieux provenant de i)
- iii) Surveiller l'application des instruments susmentionnés
- iv) Conseiller le Gouvernement sur les failles dans la législation et les politiques concernant les instruments susmentionnés et recommander des modifications.
- v) En relation avec le public, les directeurs de sociétés et les actionnaires, les auteurs et les ONG pour recueillir leurs vues sur la législation et les politiques gouvernementales.
- vi) Administration des domaines de personnes décédées.

1985-1989

Premier Procureur – ministère de la Justice, Département des affaires civiles

Responsabilités :

- i) Gérer au nom du Gouvernement les contentieux civils.
- ii) Négocier les traités internationaux et régionaux ou les conventions et les instruments juridiques.
- iii) Surveiller l'application des instruments susmentionnés.
- iv) Effectuer toutes formes de négociations au nom du Gouvernement.
- v) Examiner et analyser diverses lois et politiques pertinentes en vigueur dans d'autres pays, notamment dans la région, et conseiller le Gouvernement.
- vi) À l'occasion, conseiller le Gouvernement sur les cadres juridiques et politiques.
- vii) Administration et arbitrage des domaines de personnes décédées.

1989-1992 :

Cofondatrice et responsable de programme de la Fédération internationale des femmes juristes en Ouganda (FIDA-Ouganda). Centre d'assistance juridique, **le premier centre ougandais à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, notamment les droits de la femme, de l'enfant et des personnes défavorisées.** À ce titre, j'étais chargée de développer et de mettre en application les programmes éducatifs de la FIDA à travers le pays. J'étais également chargée de traiter les cas au Centre d'assistance juridique.

J'ai traduit les Pouvoirs judiciaires des Conseils et des Comités de résistance en langue locale, le Runyankore Rukiga.

J'ai contribué à surveiller la mise en application de la Convention CEDAW aux niveaux local et international. À cet égard, j'ai contribué à la production de rapports de pays (Ouganda) et participé, à l'étranger, à plusieurs débats sur la Convention.

1994-1995 :

Déléguée à l'Assemblée constituante ougandaise qui a débattu et promulgué la Constitution ougandaise de 1995 – l'une des Constitutions les plus soucieuses d'égalité entre les sexes.

1993-2002 :

Fondatrice et directrice exécutive, Uganda Gender Resource Centre, une ONG autochtone, implantée en Ouganda, chargée de fournir des services d'aide juridique, de former des conseillers juridiques pour les communautés, de contribuer à l'éducation des populations en matière juridique, à l'autonomisation économique des femmes, à la formation des hommes et des femmes à des positions de dirigeant politique, à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux et les droits de la femme, à recueillir des données ventilées par sexe, à intégrer les sexospécificités dans l'élaboration de politiques, programmes et projets, à appuyer le microfinancement, à offrir des conseils axés sur l'égalité entre les sexes, sur le développement des communautés et les études d'impact.

2001-2003 :

- Membre élu du Parlement pour le district de Kabale, sans opposition
- Vice Présidente du Comité permanent du Parlement chargé des règles, des privilèges et de la discipline.
- Membre du Comité de session juridique et parlementaire chargé, entre autres, des Traités internationaux, des Conventions et autres obligations régionales et internationales du pays.

2003 :

Nommée Ministre d'État responsable des affaires parlementaires – Cabinet du Premier Ministre, responsable des affaires gouvernementales au Parlement.

Participation à des associations et responsabilités :

1981 à ce jour :

Membre de la Fédération internationale des femmes juristes (FIDA)

1985-1989 :

Trésorière FIDA (Ouganda)

1988 :

Membre fondateur de la FIDA, du premier Centre d'aide juridique de ce genre en Ouganda.

1989 à ce jour :

Membre principal du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (IWRAP), une ONG chargée de surveiller et d'évaluer l'application de la Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

1991 :

Fondatrice et membre du Comité exécutif de MWELEKO WA NGO (MWENGO). Un centre de développement et de réflexion pour les ONG de l'Afrique australe et de l'est, implantée à Harare. Elle est axée sur le renforcement de la société civile et les activités de plaidoyer. Elle a activement contribué aux consultations et aux négociations sur l'avenir de la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP en vertu de la Convention de Lomé et du nouvel accord de Cotonou; Activités centrées principalement sur la gestion de la crise de la dette en Afrique, l'élimination de la pauvreté, l'élaboration de politiques et d'un cadre juridique pour les ONG, les politiques des donateurs, la coopération Sud/Sud et Nord/Sud, les lignes directrices du Commonwealth sur la bonne gouvernance, les pratiques des ONG, la protection et la promotion des droits fondamentaux et des droits de la femme, les conséquences des politiques des donateurs et des projets envisagés dans la région.

À cet égard, j'ai largement contribué à la surveillance et à l'application de la Convention de Lomé, l'accord de Cotonou, notamment en ce qui concerne la coopération décentralisée.

1993-1996 :

Second mandat de Présidente du Comité exécutif de MWENGO

1993-2000 :

Membre du Comité de gestion du Réseau pour les droits de l'homme (HURINET), coordonne les activités de toutes les ONG en vue de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux et les droits de la femme en Ouganda. J'ai activement participé aux débats et aux activités de planification stratégique en vue de garantir l'application voulue des obligations du gouvernement au moyen d'instruments régionaux et internationaux.

1993 :

Fondatrice et membre de KABALE NETWORKING ORGANISATION (KABNETO). Cette organisation regroupe 600 organisations communautaires. Elle offre un centre d'aide juridique, des services de microfinancement rural, forme des assistants d'avocat ou des conseillers juridiques pour les communautés dans le district de Kabale, au sud-ouest de l'Ouganda. Elle forme les habitants des zones rurales pour qu'ils acquièrent la possibilité de s'autonomiser sur le plan économique, et met en place des projets techniques, d'initiation au droit et d'activités génératrices de revenus.

1994-2000 :

Directrice de l'aide et du développement pour l'Afrique

Association de consultants (AFREDA) implantée à Dar-es-Salaam, qui travaille en collaboration avec la Tanzania Women's Association (TAWOVA) pour mettre en œuvre des projets d'initiation au droit, pour offrir des services d'assistance juridique dont j'étais responsable. Surveille la promotion et la protection des droits fondamentaux et la mise en application de traités internationaux, de conventions et de déclarations. Mène une action visant à éliminer la pauvreté dans les zones rurales, notamment par la mise en œuvre de programmes de formation, de projets de microfinancement et de services sociaux.

1995-1997 :

Membre du Comité exécutif du Network of Ugandan Researchers and Research Users (NURRU – Réseau de chercheurs et utilisateurs de recherche), une ONG financée par le Gouvernement hollandais pour promouvoir les travaux de recherche visant à résoudre les problèmes sociaux, économiques, politiques avec, pour objectif principal, d'éliminer la pauvreté, de renforcer le pouvoir de la société civile par une approche participative et décentralisée dans les communautés rurales défavorisées.

1996-1998 :

- o Membre de l'équipe de gestion d'une ONG pour la mise en application des programmes d'action africain et de Beijing. Évalue l'impact des diverses interventions, notamment sur les femmes.
- o Membre du groupe de travail chargé de l'Initiative d'appui de la sous-région (Afrique de l'Est) pour la mise en œuvre des programmes d'action africain et de Beijing favorables à la promotion des femmes. Contrôle leur mise en application et leur impact.

1997-2000 :

Secrétaire au Conseil d'administration de l'Association des intermédiaires du micro financement rural, une organisation qui chapeaute les Intermédiaires du Projet de lutte contre la pauvreté et qui accepte la participation d'autres organisations aux objectifs similaires. Ce réseau contrôle et évalue les méthodologies utilisées, l'impact du micro crédit sur les populations rurales défavorisées.

1997-2000 :

Présidente du Comité exécutif de NURRU

Recherche et publications

- 1987 :** "Shelter and Health" (Abris et Santé) Un document présenté à la troisième Conférence de la Fédération internationale des femmes juristes (FIDA), tenue à Nairobi.
- 1990 :** "Legal Aid and Legal Literacy the Ugandan experience" (Assistance juridique et initiation au droit). Un document présenté lors de la cinquième Conférence annuelle du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (IRWAW), tenue à New York.

1991 :

- "Justice requires equitable treatment for all persons and Groups" (La justice exige un traitement équitable pour tout le monde et tous les groupes). Un document présenté à l'occasion de la sixième Conférence internationale annuelle d'IWRAW à New York.
- "The legal implications of organizational structures and their constitutions – the case of MWENGO" (Les incidences juridiques des structures organisationnelles). Un document présenté à l'occasion de l'assemblée générale de MWENGO à Harare.
- "Violence against women in Uganda" (La violence à l'égard des femmes en Ouganda)– Une étude menée dans la zone urbaine de Kampala.
- "A case study of FIDA Legal Aid activities" (Une étude de cas des activités de la FIDA en matière d'assistance juridique) présentée lors d'un atelier de réflexion sur la réforme législative à Jinja, Ouganda.

1992 : "Human Rights and Development: Strategies for a National plan of Action for the 1990s in Uganda" (Les droits de l'homme et le développement : stratégies pour l'élaboration d'un plan national d'action pour les années 90 en Ouganda), à Kampala.

1994 – 1995 :

"Perspectives from the South: A study on NGOs partnership" (Perspectives du Sud : une étude sur le partenariat des ONG) parrainée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

1992 :

- "The essence of legal Aid and literacy in African context of Human Rights". (Assistance juridique et initiation au droit dans le contexte africain des droits de l'homme). Un document présenté à Addis Abeba à l'occasion d'une conférence organisée par le Fonds pour la paix pour les pays de la Corne de l'Afrique.
- "Farming Constraints and Gender Implications in Kabale District". (Difficultés dans le milieu agricole et répercussions sur les sexes/spécificités) Une étude de cas du sous-comté de Bukinda
- "Violence against women is a Human Rights Issue" (La violence à l'égard des femmes est une question relative aux droits fondamentaux). Un document présenté à l'occasion du sixième Forum international de l'Association pour la participation des femmes au développement (AWID'S), tenu à Washington.

1993 :

- "Violence against women in rural Uganda" (La violence à l'égard des femmes dans les zones rurales de l'Ouganda). Une étude de cas du district de Mukono.
- "Physical Violence against women in Uganda". (La violence physique à l'égard des femmes en Ouganda). Des travaux de recherche effectués pour l'Ambassade hollandaise, Nairobi.
- "Women and Crime against property – A case study of women serving a jail sentence in Kampala's Women Prison". Les femmes et le crime contre la propriété

– Une étude sur des femmes détenues à la prison de Kampala) – une dissertation pour le prix de Master of Arts (Étude du genre et de la condition féminine).

1994 : Discours liminaire lors d'un atelier sur la coopération décentralisée dans le cadre de LOMÉ IV "New opportunities and challenges for Africa NGOs" (Nouvelles possibilités et nouveaux défis pour les ONG Africaines). Initiative Organisée par MWENGO en coopération avec le Comité de liaison des ONG européennes dans l'Union européenne, tenu à Harare.

Mars 1994 :

"Treat like cases alike and unlike cases differently". Un document sur l'éthique, la population et la santé génésique. Présenté lors d'une table ronde tenue à New York du 8 au 10 mars, organisée par le Centre For Population and Family health (Centre pour la population et la santé familiale) de l'Université de Columbia en collaboration avec le FNUAP.

1994 : Genre et Constitutionnalisme; "Salient provisions in the Constitution" (Dispositions importantes de la Constitution). Un document présenté lors d'un atelier destiné à des groupes d'intérêt de l'Assemblée constituante de Kampala.

1994 : "Intégration des sexospécificités dans le processus d'élaboration de la constitution, un document présenté aux femmes, aux jeunes travailleurs et aux délégués militaires devant l'Assemblée constituante de Kampala.

1995 : "Gender and the Media" (Le Genre et les médias), document présenté lors de l'atelier de formation des producteurs de radio et de télévision. Jinja, Ouganda.

1996 : "Gender and Constitutionalism in Uganda" (Le Genre et le constitutionnalisme en Ouganda) – document présenté lors d'une Conférence nationale sur le constitutionnalisme et l'imputabilité démocratique en Ouganda. Organisé par DENIVA – Development Network of Indigenous Voluntary Associations (Réseau de développement des associations indigènes autochtones).

1997 : "The Gender Perspective beyond LOME IV" (Le souci de l'égalité des sexes au-delà de LOME IV) présenté à l'atelier des ONG africaines à Dakar – Sénégal.

- "LOME IV CONVENTION and the future of EU/ACP cooperation, the notion of partnership" (La Convention de LOME IV et l'avenir de l'UE/la coopération des pays ACP, la notion de partenariat) – Approche des ONG africaines présentée à l'occasion de la CONFÉRENCE "BEYOND LOME IV" Rencontre organisée par le Comité de liaison des ONG européennes à Bruxelles.
- "Impact of Globalisation on women in the Informal Sector" (L'impact de la mondialisation sur les femmes dans le secteur informel). Une étude soutenue par les réformes économiques en Afrique tenant compte des sexospécificités, en collaboration avec l'Institut Nord-Sud du Canada (en cours).
- "Influencing Policies from a Gender Perspective: A training programme for women NGOs in Uganda" (Influencer les politiques en faisant intervenir le souci de l'égalité des sexes : un programme de formation pour les ONG féminines en Ouganda).
- Research on" Civil Society, Democratic Governance, Human Rights for sustainable development the case of local councils and CBOs in Uganda"

(Recherche sur la société civile, la gouvernance démocratique, les droits de l'homme en faveur d'un développement durable : le cas des conseils municipaux et des organisations communautaires en Ouganda). Cette étude a été réalisée pour l'Université de Gratz et l'Institut Nord-Sud dans le cadre de la coopération pour le développement dans les pays suivants : Afrique du Sud, Zimbabwe, Mozambique, Ouganda et Autriche.

- 1998 :** “Civil Society in the Constitutional context” (La société civile dans le contexte constitutionnel) (Pedestrian & Legalistic) “Uganda : the limits of demure equality” (Ouganda: les limites d'une égalité modeste) Les deux articles sont publiés dans *Winds of Small Change Civil Society interaction with the African State* (1998)
- 1999** “Gaps in the law and policy in the implementation of the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against Women “ (Lacunes dans la législation et politiques relatives à l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes). Un document présenté lors d'un atelier organisé par l'ETWAL INTERNATIONAL.

Services consultatifs privés

1993

- o « Physical violence against women in Uganda » (La violence physique contre les femmes en Ouganda). Des travaux de recherche réalisés pour l'*Ambassade hollandaise*, Nairobi.
- o Évaluation d'impact du groupe de développement de Kigulu, étude réalisée pour *SNV/NOVIB*, Kampala.

1994

- o « The way forward for Rural Women of Uganda » (La voie à suivre pour les femmes ougandaises), étude réalisée pour le PNUD, Kampala. Ces travaux ont servi de base à l'élaboration de NSARWU (Stratégie nationale pour la promotion des femmes ougandaises en milieu rural)
- o Mise en place d'un plan d'aide au crédit/assistance juridique de KABNETO, Kabale

1996

- o Formation sur les sexospécificités destinée aux enseignants des écoles primaires, aux responsables de programmes scolaires et aux superviseurs dans le cadre du Projet COPE du Ministère de l'Éducation, effectuée pour CREATIVE ASSOCIATES Inc., basée à Washington.
- o Consultante internationale pour la Conférence internationale du travail (ILO) et le Cabinet des Vice Présidents de la République de Tanzanie, sur les principes directeurs et le cadre juridique des ONG en Tanzanie, financés par le PNUD.

- 1997** « Influencer l'évolution des politiques par une démarche tenant compte des sexospécificités. Un programme de formation pour les ONG féminines au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie, en Erythrée et en Afrique du Sud », commandité par KULU-WOMEN et DEVELOPMENT COPENHAGEN, en collaboration avec ABANTU for Development.

1996-1997

Chef d'un groupe de travail de cinq personnes, sous l'égide de l'Université de Gratz et de l'Institut Nord-Sud d'Autriche dans le cadre de la Coopération pour le développement, afin de mettre en œuvre des projets de recherche sur le renforcement des capacités de la société civile, la gouvernance démocratique, les droits de l'homme en Ouganda. Ce projet est actuellement mis en œuvre en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Mozambique et en Ouganda.

1997 Consultante chargée d'expérimenter et d'examiner les modules de formation destinés aux ONG et aux individus, en ce qui concerne la prise de décisions dans les services gouvernementaux, à savoir :

- 1) Influencer l'évolution des politiques par une démarche tenant compte des sexospécificités.
- 2) Renforcer les Organisations des femmes africaines, sous l'égide d'ABANTU for Development (Londres).

Influencer les politiques en faisant intervenir le souci de l'égalité des sexes : un programme de formation pour les ONG féminines en Ouganda, réalisé pour le Conseil britannique et ABANTU for Development – KADUNA

- o Organisatrice de la Conférence internationale des ONG des pays de l'UE et de l'ACP, tenue à Entebbe, Ouganda, sous l'égide de MWENGO, un réseau d'ONG de la région de l'Afrique australe et de l'Est, implanté à Harare.
- o Planification stratégique et gestion d'ONG. Travaux réalisés pour ABANTU for Development
- o Étude des droits fondamentaux et économiques de la femme au sein de la famille, effectuée pour la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique.
- o Enquête initiale et lancement de projet – Système de mutuelle assurance maladie à Kisoro (OIT Genève)
- o Étude sur les « Groupes funéraires » qui participent à ce système de mutuelle assurance maladie dans le district de Kisoro – OIT Genève

1998 Analyse des politiques nationales sur les ONG en Ouganda, étude réalisée pour le PNUD/Gvt ougandais.

1998/99 Conseillère dans le cadre de l'étude sur les groupes d'entraide à Kampala – base pour la fourniture de services sociaux (programmes de Santé mutuelle (OIT Genève)

1999

- o Consultante internationale pour l'Organisation de coopération des Pays-Bas pour le développement international (NOVIB), afin d'évaluer l'impact des projets d'assistance juridique de KARAGWE mis en œuvre par l'Association des femmes de Tanzanie, Tanzanie.

- o Consultante internationale pour NOVIB afin d'évaluer l'impact des projets de la Commission nationale du Kenya pour la condition féminine, sur les femmes en milieu rural.

2000 (Février-Mars)

- o Consultante internationale pour le Gouvernement du Swaziland. Chargée d'élaborer des cadres d'action sur les plans juridique ou pratique pour les ONG – analyse des menées subversives contre le Gouvernement, conseils pour calculer les coûts unitaires avant l'attribution de fonds. Elle a formé des cadres utilisant les méthodes de calcul des coûts unitaires.

2000

- o Membre de l'équipe nationale ougandaise, chargée de l'établissement de rapports sur la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes.
- o Experte pour la Commission ougandaise des droits de l'homme, chargée de produire un manuel de formation sur les droits de l'homme et un Guide de formateurs à l'intention des directeurs de prison.
- o Experte pour la formation de responsables de la Commission ougandaise des droits de l'homme et de hauts fonctionnaires sur le contrôle de l'application des Traités et internationaux relatifs aux droits de l'homme

Septembre 2000

- o Consultante sur l'action affirmative et le processus de révision de la Constitution auprès du Groupe politique des femmes kenyanes, Nairobi.
- o Experte nationale – sur le développement d'un Manuel de formation relatif aux droits de l'homme pour les directeurs de prison et Formation de formateurs (commanditée par le Gouvernement ougandais et la Commission ougandaise des droits de l'homme)

Octobre 2000

Experte nationale sur le contrôle de l'application par l'Ouganda des conventions et des instruments internationaux en matière des droits de l'homme (Travaux réalisés pour la Commission ougandaise des droits de l'homme pour former les hauts fonctionnaires concernés, UHRC et ONG.

Novembre 2000

Consultante internationale pour la Commission de pacification de l'Ituri. Projet de décentralisation et d'intégration des sexes dans l'élaboration de politiques et de programmes au niveau des autorités locales.

Participation politique

- 1994** Élue déléguée à l'Assemblée constituante qui a élaboré et promulgué la Constitution de 1995

1994-1995

Déléguée à l'Assemblée constituante d'Ouganda

Juin 2001

Élue au Parlement pour le District de Kabale (pas d'opposition)

Septembre 2001

A participé à la 47^e Conférence parlementaire du Commonwealth en Australie.

2001 à ce jour

- o Vice Présidente du Comité directeur du Parlement, chargé des règles, des privilèges et de la discipline.
- o Membre des affaires juridiques et parlementaires

2002 Membre du Comité exécutif national (NEC) du « Mouvement » chargé de définir l'avenir politique de l'Ouganda.

Mai 2003

Déléguée ougandaise lors de la visite parlementaire du Commonwealth en Grande-Bretagne.

Novembre 2003

Je faisais partie du groupe féminin du « Projet en double pilotage » du Parlement, financé par le British Council. J'ai collaboré avec un député du Parti Plaid Cumry, Cardiff, Pays de Galles.

Conférences, rencontres, séminaires et ateliers auxquels j'ai participé à travers le monde**1984**

- o Participation à une rencontre consultative au Siège de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, relative aux droits d'auteur et aux droits voisins.
- o Participation à une rencontre consultative au Siège de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, relative aux droits de propriété intellectuelle.

1989 Conférence du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (IWRAP), tenue à Vienne. (Conseillère).

1990 Comité d'action internationale pour la promotion de la femme, New York. (Conseillère).

Conférence de la Fédération internationale des femmes juristes à Kampala

1991 Programme de recherche et de développement pour les ONG africaines – Atelier en vue d'établir la position des ONG africaines sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA)

- 1992** Réunions du Comité exécutif de MWENGO à Harare et à Nairobi
Atelier sur la « diminution du rôle de l'État et le nouveau rôle des ONG – organisé par MWENGO et le Congrès panafricain des églises (AACC), Arusha, Tanzanie (Conseillère)
- 1993** Première Conférence internationale des femmes africaines et des femmes de la diaspora – organisée par l'Université de Nsuka Enugu, Nigéria (Conseillère)
5^e Forum international de l'Association pour la participation des femmes au développement (AWID), Washington (Conseillère)
- 1994** Atelier de coopération décentralisée organisé conjointement par le Comité de liaison des ONG européennes et MWENGO, Harare (Conseillère)
- 1995**
- o Atelier multilatéral sur les projets de recherche, la société civile, le renforcement des capacités, la gouvernance démocratique, les droits de l'homme. Organisé par l'Université de Gratz et l'Institut autrichien chargé de la coopération pour le développement Nord-Sud à East London, Afrique du Sud (Conseillère).
 - o Conférence : « l'Europe et l'Afrique, définir un nouveau partenariat », Organisée par le Comité de liaison des ONG pour le développement auprès de l'Union européenne, Bruxelles (Conseillère).
- 1996**
- o Conférence : « Des conditions propices à la société civile : législation et politiques des ONG en Afrique australe et de l'Est ». co-accueillie par : le Groupe des ONG sud-africaines, le Centre de ressources pour le développement et MWENGO, Johannesburg, Afrique du Sud (Conseillère).
 - o Atelier national sur les principes directeurs et le cadre juridique des ONG en Tanzanie (organisatrice et conseillère).
- 1997**
- o Atelier : Stratégies de mise en oeuvre des programmes d'action d'Afrique et de Beijing et discussions de Lomé IV, Dakar, Sénégal.
 - o Conférence européenne « Au-delà de Lomé IV : pour un meilleur partenariat dans la future coopération entre l'UE et les pays de l'ACP, Bruxelles (Conseillère).
 - o Membre d'un Comité de liaison relatif aux droits de l'homme – ONG et Ouganda
 - o Sommet des chefs d'État des pays de l'ACP sur l'avenir de la coopération entre l'UE et les pays de l'ACP à Libreville, Gabon.
- 1999** Elle a organisé et dirigé une délégation de huit personnes regroupant des députés, des conseillers municipaux et des ONG de cinq États-Unis dans le cadre d'un programme : Visiteurs internationaux pour le Gouvernement américain.

- 2001** Elle a participé à la Convention internationale du Rotary au Texas, Etats-Unis
- 2002** Elle a participé à la Convention internationale du Rotary à Barcelone, Espagne
- Elle a participé à la présentation du rapport sur le développement humain du PNUD à Dar-es-Salaam.

Formation pour les autres

1994 à ce jour

- o Elle a formé des organisations communautaires (CBO) et des ONG sur la surveillance des droits fondamentaux et des droits de la femme.
- o Elle a proposé à des formateurs dans le domaine des sexospécificités et du développement une analyse « genre/social » dans l'Ouest et l'Est de l'Ouganda.
- o Le Centre ougandais de ressources a, à ce jour, formé, 90 formateurs dans le domaine des sexospécificités et du développement.
- o Médiatrice à l'occasion de la Conférence sur les femmes, l'environnement et le développement durable à l'Hôtel Colline, Mukono, Ouganda.
- o Elle a formé des conseillers juridiques pour les communautés dans les districts de Kabale et de Mbarara. À ce jour, 300 conseillers juridiques de communauté ont été formés. Deux d'entre-eux sont issus d'une paroisse.
- o Elle a facilité la formation des jeunes femmes dans la prise de décisions par AKINA MAMA WA AFRICA INSTITUTE en Ouganda.
- o Elle a facilité la formation des femmes secrétaires sur le thème : « le genre et les droits de la femme dans le monde du travail ».

1997

- o Atelier visant à faire connaître les résultats d'une étude intitulée : « Influencing policies from a gender perspective; a training programme for women NGOs in Uganda » (Influencer les politiques en faisant intervenir le souci de l'égalité des sexes; programme de formation pour les ONG féminines en Ouganda), Nairobi, Kenya.
- o Atelier pour expérimenter les modules de formation :
 - Influencer les politiques en faisant intervenir le souci de l'égalité des sexes
 - Renforcer les organisations des femmes africaines – Londres
 - Elle a donné des cours de droit aux chefs et aux membres des communautés de 42 sous-comtés sur quatre districts.

Prix

- 1993** Personnalité de l'année – Rotary Club de Kampala Nord
- 1999** Femme de l'année par l'American Biographical Institute

- 1999** Médaille d'honneur commémorative – 2000 Hallmark par le American Biographical Institute.
- 1999** Citée dans la 15^e édition du « World's Who is Who » féminin par ABI.
- 2003** Nommée meilleur député du Parlement ougandais.

María Jesús Nkara Owono Nse (Guinée équatoriale)

Date de naissance : 19 octobre 1947
Lieu de naissance : Minang-Anvom.Mbini (Littoral)
Situation de famille : mariée, quatre enfants

Éducation :

Études primaires :

1954 à 1959 : Études primaires dans le « Groupe scolaire Miguel de Cervantes Saavedra », aujourd'hui appelé « Ouganda » de Mbini. Certificat d'études primaires.

Études secondaires :

1960 à 1964 : Études secondaires et professionnelles simultanément à l'école supérieure provinciale « Santo Tomás de Aquino » dans la ville de Santa Isabel, aujourd'hui appelée « Malabo ».

Études supérieures :

1981 à 1984 : École normale d'enseignement, dans la ville de Malabo. Diplôme d'enseignante en école primaire.

1986 à 1994 : Études universitaires à l'Université espagnole d'enseignement à distance (UNED), au Centre associé de Malabo. Obtient une licence en philosophie et Sciences de l'enseignement. Spécialité : Orientation scolaire.

Cours et séminaires :

1964 : Cours d'alimentation et de nutrition à l'École supérieure provinciale, aujourd'hui l'École de formation de professeurs. Diplôme accréditif.

1970 Cours de perfectionnement dans le domaine de l'enseignement. Certificat.

1971 Cours sur la méthodologie efficace pour l'enseignement de la lecture-écriture lors de la première année d'enseignement primaire. Diplôme accréditif. Ville de Bata.

1981 : Cours de mise à jour dans le domaine de l'enseignement (Première partie). Ville de Malabo. Diplôme accréditif.

1982 : Cours de mise à jour dans le domaine de l'enseignement (Deuxième partie).

1986 : Cours sur le statut diplomatique, la théorie et la pratique du commentaire de textes. Malabo. Deux certificats.

1987 : Cours sur la formation du corps directif dans les écoles nationales et l'application de la méthode « Grafónico » pour l'initiation à la lecture et à l'écriture, dans la ville de Malabo. Deux diplômes.

1988 : Cours sur l'établissement des objectifs des programmes scolaires aux niveaux primaire et secondaire. Malabo. Diplôme.

- 1990** : Formation professionnelle pour devenir coordonnatrice technique, spécialisée dans l'enseignement préscolaire et agent d'animation socioculturelle et du développement communautaire. Malabo. Un diplôme.
- 1992** : Cours sur l'analyse de l'expérience de l'enseignement préscolaire en Guinée équatoriale. Malabo. Diplôme.
- 1993** : Cours sur les techniques de travail communautaire. Bata. Un diplôme.
- 1995** : Atelier sur l'élaboration du matériel didactique du niveau préscolaire, avec les moyens mis à disposition par l'environnement concerné. Malabo. Un certificat.
- 1996** : Cours et ateliers sur :
- o Le maniement de l'outil informatique pour le traitement de données ou de documents administratifs.
 - o Le programme de coopération, Guinée équatoriale – Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) Malabo.
 - o Promotion et techniques de développement communautaire (un axé principalement sur la femme et la fillette, et un autre sur les deux sexes). Malabo et Bata respectivement.
 - o Processus de planification et de programmation, dans les programmes et projets de planification, Guinée équatoriale – Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Malabo.
- 1997** : Cours d'évaluation en animation socioculturelle. Ville de Segovia. Un diplôme.
- 1998** : Cours sur :
- o Le perfectionnement sur la pédagogie des grands groupes. Ville de Mindelo (Cabo Verde) Certificat.
 - o Élaboration de stratégies pour la mise en place de programmes de puériculture en Afrique.
- 1999** : Cours et séminaires sur :
- o Méthodologie et techniques d'enseignement à l'Institut universitaire d'enseignement à distance. Madrid. Un certificat.
 - o Formation d'une équipe nationale multisectorielle de formateurs en techniques et méthodologie d'information, éducation et communication/santé de la reproduction. Malabo.
- 2000** : Réalisation de séminaires sur :
- o Le genre, la population et le développement (participant)
 - o La scolarisation de la fillette, au niveau national (Rapporteuse).
- 2001** : Réalisation de séminaires sur :
- Le genre, le développement et la santé génésique (Rapporteuse)

2002 :

- o Séminaire sur la parité des sexes et le développement : participation de la femme en Afrique centrale. Ville de Douala (Cameroun).
- o Atelier sur le genre et le développement, destinés aux centres de liaison des bureaux du FNUAP, à Sally Portudal. Dakar (Sénégal).

2003 :

- o Séminaire d'information sur le VIH/sida et d'orientation sociale aux prostituées. Première phase. Malabo.
- o Séminaire sous-régional du Réseau des femmes africaines pour le développement durable, axé sur la « modification des activités que les membres du Réseau (REFADD) réalisent sur le terrain, concernant la gestion des ressources et le développement durable ». Malabo.
- o Atelier sur l'élaboration du Projet de la Conférence nationale sur la situation de la fillette en Guinée équatoriale. Lubà.
- o Participation à l'atelier de « formation professionnelle des membres de la dépendance de coordination nationale dans le cadre du programme des moyens d'existence durable dans le milieu de la pêche artisanale » (PMEDP). Malabo.

Expériences professionnelles :**De 1969 à 1970 :**

Directrice de l'école Santa Teresita. Ville de Malabo.

De 1984 à 1990 :

Chef d'études à l'école nationale Enrique Nvo Oke

1985 : Travail d'analyse et de recherche sur le rendement académique des élèves de l'UNED de Guinée équatoriale, Ela Nguema (Malabo).

1990 à 1999 :

Directrice nationale du programme « Éducation pour le développement ». Projet éducatif préscolaire non formel.

1992 : Élaboration d'un programme d'orientation pour un groupe d'enfants ayant des problèmes d'apprentissage.

1996 Services consultatifs sur la « Situation de la femme en Guinée équatoriale dans le cadre du IIe recensement de population et d'appartements » réalisé en 1994.

1998 Élaboration de nombreux plans d'action sur l'éducation pour le développement.

1998 Services consultatifs sur le rôle de la femme en Guinée équatoriale dans le domaine de la sécurité alimentaire.

1999 à 2003 :

Experte nationale : Promotion de la femme et de ses droits en matière de santé génésique, au Ministère des affaires sociales et de la condition féminine. Pendant cette période, elle a animé de nombreux séminaires ou ateliers sur la population et le développement axés sur le genre.

Depuis septembre 2003, elle travaille pour le Fonds de population des Nations Unies (FNUAP) en tant qu'experte locale du projet EQG/04/02/04, « Renforcement du cadre mondial de la promotion de la femme et du genre », sous la responsabilité du Ministère des affaires sociales et de la condition féminine.

Chargée de liaison sur le genre et le développement depuis sa participation à l'atelier sur la dimension mentionnée (Genre) à Sally Portudal. Dakar (Sénégal)

Expériences :

- Participation à l'atelier sur le genre et le développement pour l'élaboration de la politique nationale de promotion de la femme en Guinée équatoriale. Malabo.
- Atelier sur le genre et le développement, dans le cadre du MINASCOM, représentant des ONG, associations et rassemblements de femmes, confessions religieuses, ainsi que des partis politiques situés dans le pays. Malabo. Rapporteuse.
- Participation au Forum régional sur la parité et le développement. Participation de la femme d'Afrique centrale dans le développement : « Dimension genre ». À Douala (Cameroun).
- Participation à l'atelier sur le genre et le développement, pour les « centres de liaison » des bureaux de coopération et d'appui du FNUAP aux pays. Sally Portudal. Dakar (Sénégal).
- Séminaire d'information sur le VIH/sida et d'orientation sociale pour les prostituées. Première phase. Malabo.
- Séminaire sur l'élaboration du projet de la Conférence nationale sur la situation de la fillette en Guinée équatoriale. Luba.
- Participation à l'atelier sous-régional sur le « changement d'expériences des activités que réalisent les membres du Réseau des femmes africaines pour le développement durable » (REFADD)
- Participation à l'atelier de « formation professionnelle pour les membres de la dépendance de coordination nationale dans le cadre du programme des moyens d'existence durables dans le milieu de la pêche artisanale » (PMEDP)

Travaux d'analyse et services consultatifs

- 1985** Analyse sur le rendement académique des élèves de l'UNED de Guinée équatoriale
- 1992** Élaboration d'un programme d'orientation pour un groupe d'enfants ayant des difficultés d'apprentissage.
- 1996** Services consultatifs sur la « situation de la femme en Guinée équatoriale dans le IIe recensement de population et d'appartements », 1994.
- 1998** Services consultatifs sur le rôle de la femme en Guinée équatoriale en matière de sécurité alimentaire.
- 1998** Élaboration de nombreux plans d'action sur l'éducation pour le développement
- 1999 à 2002** Elle a travaillé au Ministère des affaires sociales et de la condition féminine, en tant qu'experte locale dans le projet « Promotion de la femme et des droits en matière de santé génésique ».

Langues

Espagnol : Écrit et parlé couramment

Français : Bon niveau

Silvia Pimentel (Brésil)

PhD. in Philosophy of Law (Doctorat en philosophie du droit)

Nationalité : Brésilienne

Date de naissance : 1^{er} mars 1940

Adresse : Rua Barbosa Lopes 350
04720-000
Granja Julieta – Sao Paulo, SP Brésil

Tél/Fax : (55 11) 51811636 / 51861640

Tél. portable : (55 11) 91621709

Adresse électronique : cladem@uol.com.br

Éducation :

PhD. (Doctorat)

1977 Doctorat, Philosophie du droit, Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP)

Thèse : *Évolution des droits des femmes. Faits, valeurs, normes.*

Études du troisième cycle *stricto sensu*

1973 Psychologie de l'éducation, Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP)

Études universitaires

1970 Licence en droit, Faculté de droit, Université catholique de Sao Paulo

Activités professionnelles, universitaires et militantes

Enseignement

Depuis 1972 : Professeur du Département de théorie générale

Elle enseignait des cours d'initiation au droit et à la philosophie de droit, Faculté de droit, Université de Sao Paulo

Expérience professionnelle et universitaire

1976-1978 « Chief of cabinet », directrice de l'Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP)

1976-1979 Chef du département de la théorie générale du droit, Faculté de droit, Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP)

1978-1984 Directrice générale du centre de sciences juridiques, économiques et administratives, Faculté de droit, Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP)

- Assistante et membre de plusieurs jurys d'examen de mémoires de maîtrise ou de doctorat, Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP) et professeur, invitée par d'autres universités
- Expérience professionnelle et militante – Coordinatrice, consultante et membre d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que de Fondations publiques et privées aux niveaux international, régional et national.

Niveau international

- o Membre du Comité international de planification pour le neuvième Forum international (AWID – Association pour la participation des femmes au développement) 2001-2002
- o Membre fondateur du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (IWRAW), 1985

Niveau régional

- o Membre du Conseil honoraire de la Commission de défense des droits de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes (CLADEM), depuis 2003
- o Membre fondateur de CLADEM, 1987

Niveau national

- o Depuis 2003, Présidente de l'Institut pour la promotion de l'équité (IPE) et membre du Conseil directeur de l'IPE de 1995 à 2003
- o Membre du Conseil consultatif d'ADVOCACI – Mouvement citoyen pour les droits de l'homme, depuis 2001
- o Coordinatrice nationale de CLADEM-Brésil, section nationale du Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits de la femme, depuis 1992
- o Membre du Conseil directeur de la Commission de la citoyenneté et de la reproduction (CCR)
- o Membre du Conseil consultatif du Centre d'études et de consultations féministes (CFEMEA)
- o Consultante auprès de la Fondation pour l'appui à la recherche de l'État de Sao Paulo (FAPESP)
- o Conseillère auprès de la Fondation John et Catherine MacArthur
- o Membre fondateur et ancienne conseillère du Conseil d'État chargé de la condition féminine de Sao Paulo de 1985 à 1999

Expérience universitaire et militante : coordination des recherches sociales et juridiques

- o « Analyse de la situation des droits sexuels et des droits en matière de procréation en Amérique latine, rapport brésilien », sous l'égide de : CLADEM-Régional, 2000-2001
- o « La protection juridique des adolescents accusés de commettre des crimes », Organisme responsable : l'Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP).

Travail parrainé par le Ministère de la Justice (Brésil), 1998-1999 « Crime or courtesy? Legal and social juridical approach of gender » (Viol : crime ou 'courtoisie'? Approche tenant compte des sexes sur les plans social et juridique). Organismes responsables : IPE et CLADEM-Brésil. Travail parrainé par la Fondation Ford et la FAPESP, 1996-1997

- o « Perception of women related to the Law and Justice » (Perception des femmes en matière de droits fondamentaux et de justice). Organismes responsables : THEMIS et CLADEM-Brésil. Travail parrainé par la Fondation Ford, 1994-1995
- o « The woman figure/character in familiar law-suit » (La femme, dans des procès de famille). Organismes responsables : Université catholique de Sao Paulo (PUC/SP). Parrainé par la FAPESP, 1993

Contrôle du respect des droits fondamentaux de la femme au niveau international

– Coordination, en collaboration avec Flavia Piovesan, entre les Organisations responsables de l'élaboration du rapport national brésilien (1985, 1989, 1993, 1997 et 2001) présenté au Comité de l'ONU chargé de l'Élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW) sur l'engagement du Gouvernement brésilien concernant le plein respect de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination contre la femme (CEDAW, UN, 1979)

– Coordination avec AGENDE – Action pour l'égalité des sexes, la citoyenneté et le développement du processus démocratique et participatif. Élaboration et présentation du contre-rapport de la société civile au Comité CEDAW intitulé « *Brésil et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes – Rapport du mouvement féminin pour le respect de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) par l'État brésilien : propositions et recommandations* ». Active participation de 13 réseaux nationaux et organismes féminins représentant plusieurs secteurs et régions du pays.

– En collaboration avec Flavia Piovesan, étude des aspects concernant les sexes et élaboration des recommandations du contre-rapport de la société civile au Comité de l'ONU chargé des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR). Mme Pimentel a présenté ses recommandations en mai 2003 à Genève, lors d'une session du CESCR, qui a également examiné le rapport officiel du Brésil.

Expérience juridique et politique au niveau national

- Participation à l'élaboration d'un projet de loi visant à réviser le « droit de la famille contre les femmes sur le plan national » impliquant ADVOCACI, AGENDE, CEPIA, CFEMEA, CLADEM et THEMIS, 2002-2003.
- Consultant juridique dans l'élaboration de projets de loi sur « le harcèlement sexuel dans l'enseignement et les relations de travail », « le partenariat enregistré » et la « violence familiale », pour l'ancienne députée fédérale Marta Suplicy, l'actuelle mairesse de Sao Paulo, 1995-1996.
- Coauteur, avec Floriza Verucci du « New Civil Women Status » (le nouveau statut civil de la femme), un projet de réforme du Code civil brésilien tenant compte de l'égalité entre les sexes. Document soumis en 1981 à l'ancien

président du Congrès national, le Sénateur Jarbas Passarinho. Il a été utilisé dans l'élaboration de plusieurs projets de loi et intégré en quasi totalité dans le nouveau Code civil brésilien, qui est entré en vigueur en janvier 2003.

- Coauteur avec Esther Kosovsky et Luisa Nagib Eluf d'un projet de réforme du Code pénal brésilien, tenant compte des sexospécificités. Il a été utilisé dans l'élaboration de plusieurs projets de loi, dont certains ont été rédigés à l'issue des travaux de la Commission parlementaire d'investigation du Congrès national brésilien, en 1992.
- Elle a participé au « Processus constituant brésilien » et à cet égard, a fait partie du groupe des six femmes qui ont écrit la « lettre des femmes aux Constituants », en août 1986. Cette lettre a été rédigée à l'issue du débat national sur les droits de la femme.
- Au milieu des années 80, participation active à la première élection démocratique du Brésil, après 21 ans de dictature militaire. Candidate pour le mandat de « député fédéral » du Mouvement démocrate brésilien (PMDB-SP). Elle représentait le Mouvement féminin du PMDB. En tant que représentante de ce mouvement, Mme Pimentel a joué un rôle très actif dans la campagne « Diretas Ja », en faveur d'une élection directe du gouvernement par la population.

Participation à des conférences internationales, régionales et nationales :

Elle est intervenue à l'occasion de plusieurs conférences, séminaires et ateliers nationaux et internationaux, au Brésil, en Amérique latine et dans d'autres pays. Ses présentations étaient axées sur :

- Le IIe Forum social mondial : Ateliers de CLADEM sur la Campagne pour une Convention interaméricaine sur les droits sexuels, sur les droits en matière de procréation, et sur la violence contre les femmes, Porto Alegre, Brésil, février 2002.
- Séminaire régional sur les droits de l'homme, droits en matière de procréation, droits sexuels, CLADEM, Pérou, décembre 2001.
- VIIe séminaire international de IBCCRIM – Institut brésilien de sciences criminelles. Groupe : « Les femmes et la Justice au Brésil », 3 octobre 2001
- Consultation publique de IWRAW : « La Convention CEDAW et le Programme d'action de Beijing : renforcer la promesse d'un cadre juridique », initiative financée par la Fondation Ford, New York, UN Regal Plaza Hotel, 22 et 23 janvier 2000.
- 88^e Conférence internationale d'ILO, Genève, qui a examiné la Convention 103 d'ILO relative à la protection sociale des mères, 2000.
- Rencontre d'experts de la sous-région du Marché Commun du Sud « MERCOSUR », Bolivie et Chili. Violence sur le continent américain – une analyse régionale comprenant un examen de l'application de la Convention interaméricaine pour la prévention, la répression et l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Montevideo, décembre 2000.
- Rencontre avec la Rapporteuse spéciale de la Commission de l'ONU sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, Radhika

Comaraswamy, et les Rapporteurs spéciaux des droits fondamentaux de la femme de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

– 54^e Séance de la Commission de l'ONU sur les droits de l'homme, 1998, Genève.

– Coordination générale du projet de Séminaires régionaux pour les juristes et magistrats au Brésil sur le thème : « Législation internationale en matière des droits de l'homme : système mondial et régional » (Nord, Nord-Est, Ouest-Centre, Sud-Est/Sud). Initiative mise en œuvre dans les cinq régions du pays par IPE et CLADEM-Bราซิล, en partenariat avec diverses organisations non gouvernementales, notamment le Mouvement national des droits de l'homme (MNDH), 1999–2000.

– De 1997 à 2000, Mme Pimentel a participé à 12 séminaires sur les droits de l'homme, dans le cadre du projet d'égalité au Brésil, qui a été lancé pour renforcer les capacités dans le domaine de la législation en matière des droits de l'homme. Cette initiative a été coordonnée par le juge de la Cour d'Appel, Me Shelma Lombardi de Kato, de la Cour de Justice du Matto Grosso, dans le cadre du projet de l'Association internationale des femmes juristes, basée à Washington. Mme Pimentel a également donné plusieurs conférences et a joué un rôle de consultant spécial dans plusieurs projets de coordination.

– Conférence internationale des Nations Unies sur les femmes, 1985, Nairobi, et 1995, Beijing et rencontres préparatoires aux niveaux local et régional.

– Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, 1993, Vienne, et rencontre préparatoire aux niveaux local et régional.

Publications

Plusieurs ouvrages, articles, études, opinions et essais publiés dans des journaux pertinents, des magazines juridiques universitaires et des publications féminines aux niveaux international et national.

Ouvrages :

- *La Femme et l'Assemblée constituante – Une contribution au débat*. Educ-Cortez, 2^e édition, Sao Paulo, 1987
- *Évolution des droits de la femme*. Ed. RT, Sao Paulo, 1978

Coauteur :

« *Viol : crime ou courtoisie? Approche des sexes spécificités sur les plans juridique et social* », avec Ana Lucia P. Schritzmeyer et Valeria Pandjarian. Safe, Juridical Perspective of Women Collection, Porto Alegre, 1996

« *L'image des femmes en matière de droit et de justice* », avec Valéria Pandjarian, Safe, Juridical Perspective of Women Collection, Porto Alegre, 1996

« *La femme dans les procès familiaux* », avec Beatriz Di Giorgi et Flavia Piovesan. Safe, Juridical Perspective of Women Collection, Porto Alegre, 1993

Auteur/Coauteur d'articles ou de chapîtres d'ouvrages :

- « Légitimité de la défense de l'honneur », coauteur avec Valeria Pandjarian, dans l'ouvrage : la procréation et la sexualité – Une question de justice, par Samantha Buglione, THEMIS and Safe, Porto Alegre, 2002.
- « Les femmes qui travaillent, la mondialisation et les droits de l'homme », coauteur avec Valeria Pandjarian, dans l'ouvrage : les Droits de l'homme, la mondialisation économique et l'intégration régionale – Défis du droit constitutionnel international, par Flavia Piovesan (org), Max Limonad, Sao Paulo, 2002, pages 713 à 727
- « Meeting of cupola, consensus and afterwards ». Séminaire régional « Droits fondamentaux de la femme dans les conférences mondiales » Versions portugaise et espagnole, CLADEM, Pérou, 1996.
- « Code pénal brésilien, réforme nécessaire et projet », dans « Femmes : surveillées et punies », versions anglaise, espagnole et portugaise, CLADEM, Lima, Pérou, 1993.
- « Discrimination et violence dans le milieu civil » et « Violence et discrimination dans le domaine criminel », dans l'ouvrage « pour notre citoyenneté – proposition d'une législation non discriminatoire. CFEMEA, Brésil, DF, 1993.
- « Défis spéciaux que doivent relever les femmes d'Amérique latine », dans l'ouvrage « les nôtres de droit – les droits de la femme, des droits fondamentaux », l'Institut Nord-Sud, Ottawa, Canada, 1992.
- « Les Universités catholiques du Brésil et leurs responsabilités en matière des droits de l'homme », dans l'ouvrage « Culture chrétienne et droits de l'homme. Fédération internationale des Universités catholiques, Académie Louvain-La Neuve, Bruylant, Bruxelles, 1991.

Organisation d'ouvrages et coauteur de chapîtres/articles :

- *Les femmes et les droits fondamentaux en Amérique latine*. CLADEM, Sao Paulo, 1992
- *Droits et politiques relatifs à l'avortement – Défis et possibilités*, Rebecca Cook, Dag Graf Editorial, SP, 1991

Articles***Publiés dans le journal Folha de S. Paulo :***

- « Avortement, état de droit et religion », avec Flavia Piovesan, 6 octobre 2003
- « Lorsque l'un des partenaires d'un couple homosexuel décède, doit-on donner confier la garde de son enfant à son compagnon? Oui, une question de justice », 2001
- « Violence (impunie) contre les femmes », 19 mars 1999
- « Peine de mort – Thèmes dépassés? » avec Anesia Pacheco e Chaves, 26 août 1988
- « Elles aiment être battues? », 13 juin 1988

- « Droit de paternité », 4 mars 1988
- « Devrait-on adopter au Brésil une loi autorisant l'union civile des homosexuels? »
- « Et les femmes policières, quelles sont leurs conditions? », 10 mars 1997, page 3
- « Le droit constitutionnel à l'avortement légal », avec Flavia Piovesan, 21 octobre 1995
- « Une lacune de la loi ou du droit? », avec Thomaz Rafael Gollop, 22 juin 1994
- « Traite de personnes », novembre 1994
- « Craintes du Vatican », avec Jacqueline Pitanguy, 20 août 1994
- « Anomalie fœtale : justice », 16 janvier 1994
- « Violence familiale et législation », 9 août 1993

Publications dans le journal Folha de S. Paulo, coauteur avec Valéria Pandjarjian :

- « Après 2001 : l'ère des droits ou de la terreur? », co-écrit avec Flavia Piovesan, 9 octobre 2001
- « Le nouveau code civil représente-t-il une avancée importante dans la législation? » Oui
- « Matériel et progrès symboliques », coauteur avec Leticia Massula, 18 août 2001
- « Mondialisation et droits de la femme », 8 juin 2001
- « La défense de l'honneur : thème dépassé », 12 septembre 2000
- « Les mères qui travaillent », 14 mai 2000
- « Une nouvelle unité », 11 octobre 1998
- « Viol et droits humains », 6 mars 1998
- « Ce qu'il y a de plus horrible? », 22 août 1997
- « Contre la marée de l'histoire », 17 novembre 1995
- « Débattre de la réforme du code pénal », 21 octobre 1995

Publication dans le FEMEA, bulletin du CFEMEA – Centre d'études féministe et services consultatifs :

- « Réforme du code pénal – une autre loi au placard? », co-écrit avec Valéria Pandjarjian, avril 2000
- « La question des sexospécificités lors de la 54^e séance de la Commission de l'ONU sur les droits de l'homme », coauteur avec Valéria Pandjarjian, avril 1998

- « Pourquoi doit-on accepter la Cour interaméricaine de juridiction des droits de l’homme? », co-écrit avec Flavia Piovesan et Valéria Pandjarjian, septembre 1996

Autres articles publiés :

- « Les droits (homo) sexuels, des droits de l’homme », octobre 2001
- « Ne pas punir pour ne pas discriminer », RedeSaude Newspaper, 21 septembre 2000
- « Les droits fondamentaux et l’intégration des sexospécificités », co-écrit avec Valéria Pandjarjian, PGE/SP Magazine, No 53, juin 2000
- « En faveur de la femme », Revue Veja, 17 février 1988
- « Nouvelle constitution et égalité des droits », co-écrit avec Anésia Pacheco Chaves, Shopping News, City News, Week Newspaper
- « L’Assemblée constituante : progrès et recul », à Mulherio, ano VII, No 33, octobre 1987

Textes, études et opinions

- o « Participation féminine au Tribunal suprême fédéral », Linha Direta Newspaper, Destaque, décembre 2000, page 10.
- o « Violence à caractère sexiste au Brésil », considérations préliminaires d’un point de vue social et juridique, co-écrit avec Daniela Muscari Scacchetti, Isabella Mucci, Neli Gamboa Machado, novembre 1999
- o « Système de quotas : progrès politiques et humaniste », 1996
- o « La sacralité de la vie et l’avortement : idées (in)conciliables? », 1996
- o « Les droits de la femme : citoyenneté, égalité, justice », 27 mars 1996
- o « PEC 25/95, unacceptable retrocessio », Commission de la citoyenneté et la procréation, 31 octobre 1995
- o « Les droits de procréation sont des droits fondamentaux », 1995
- o « Grave anomalie fœtale : un cas d’égalité et de justice », CLADEM – informativo n. 8, mai 1994, page 27 ,
- o « La prostitution et le droit », mai 1994
- o « Interruption de grossesse en cas d’anencéphalie », octobre 1993
- o « Droits de procréation et l’ordre juridique brésilien : subventions pour un changement juridique et politique », Commission de la citoyenneté et de la procréation, 1993.

Essais

- « Viol : droits de l’homme, genre et justice », co-écrit avec Valéria Pandjarjian et Ana Lucia P. Schritzmeyer, dans le dossier sur les droits de l’homme au début du XXIe siècle, USP Magazine No 37, 1998

– « Interdit pour les mineurs », co-écrit avec Valéria Pandjarjian, dans l'ouvrage intitulé : « les jeunes adolescents participent au débat », Modern Debates Collection, 1997

Langues :

Portugais : langue maternelle

Anglais : lu, écrit et parlé couramment

Espagnol : lu, écrit et parlé couramment

Français : lu, écrit et parlé couramment

Italien : lu couramment.

Hanna Beate Schöpp-Schilling (Allemagne)

Ziegeleiweg 4

D-21521 Wohltorf

Téléphone : + 49 4104 960 759 (travail)

+ 49 4104 5657 (privé)

Fax : + 49 4104 960 761

Adresse électronique : schoepp-schilling@gmx.de

Position actuelle : Consultante

Date de naissance : 19 août 1940

Lieu de naissance : Duisburg

Situation de famille : Mariée

Nationalité : Allemande

Expérience professionnelle :

1999-2002

Chef des représentantes du Conseil d'administration, AFS Interkulturelle Begegnungen e.V. (American Field Service)

1992-1998

Directrice, AFS Interkulturelle Begegnungen e.V. (American Field Service)

1987-1992

Chef du département des questions féminines au Ministère fédéral de la jeunesse, de la famille, de la femme et de la santé, qui est devenu par la suite le Ministère fédéral de la condition féminine et de la jeunesse.

1979-1987

Membre du personnel académique à partir de 1982. Directrice adjointe et administratrice de l'Institut Aspen à Berlin (programmation et organisation de conférences à l'étranger et en Allemagne, administration)

1976-1978

Activités indépendantes en tant que :

- Conseillère de recherche à l'Institut Aspen, à Berlin
- Chargée de cours au Département de la culture et de la littérature nord-américaines de l'Institut John F. Kennedy, à l'Université libre de Berlin
- Chargée de cours nommée par le sénateur responsable de l'éducation de Berlin pour un projet de formation destiné aux enseignants déjà en poste.

1970-1976

- Assistante de recherche; à partir de 1972, maître de conférences à l'Institut d'études nord-américaines John F. Kennedy, à l'Université de Berlin (enseignement et recherche en littérature et culture américaines; membre des commissions académiques de l'enseignement de l'Université libre)
- Pendant le semestre d'été de 1975 : professeur invité au Département d'études américaines de l'Université du Nouveau Mexique, Albuquerque (États-Unis)

1966-1970

Assistante de recherche auxiliaire à l'Institut d'études nord-américaines John F. Kennedy, à l'Université de Berlin (assistante d'édition du Yearbook of American Studies)

Été 1966

Assistante à l'Institut de langues et de civilisation allemande du Southern Connecticut State College, New Haven, Connecticut (États-Unis)

1964-1965

Assistante à l'Institut d'études nord-américaines John F. Kennedy, à l'Université libre de Berlin (travail bibliographique)

Éducation

1968-1975

Acquisition de connaissances en psychanalyse et sur tout ce qui touche à la dynamique et à la thérapie de groupe

Juillet 1970

Doctorat en philosophie (mention 'très bien') obtenu à l'Université libre de Berlin

1960-1970

Études de philologie et de littérature anglaises et allemandes et études de civilisation américaine à l'Université de Munich, à l'Université de Berlin et à l'Université de Yale (États-Unis)

Mars 1960

Abitur (diplôme de fin d'études secondaires) obtenu à la Schillerschule de Bochum, lycée de filles où l'on met plus particulièrement l'accent sur les langues étrangères.

Diplôme sanctionnant un séjour d'un an au collège de Oakland, Oakland, Californie (États-Unis) dans le cadre d'un programme d'échanges d'étudiants (American Field Service), 1959

Comités/Conseils nationaux et internationaux**1997-1998**

Membre de la Commission sur l'International Youth Voluntary Service, Fondation Robert Bosch

1992-1993

Experte auprès du Comité du réseau européen « Le rôle des femmes dans le processus de prise de décisions »

1989 à ce jour

Experte auprès du Comité de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

Rapporteuse en 1995 et en 1996.

Vice-présidente en 1999 et en 2000. Depuis 2000, Présidente du Groupe de travail à composition non limitée dans le cadre du Protocole facultatif.

1988-1992

Membre suppléant du Conseil d'administration des gouverneurs du Service fédéral pour l'emploi et membre du Comité sur l'orientation professionnelle, la promotion de la formation professionnelle et la réadaptation professionnelle (comité II), Office fédéral du travail, nommée par le Ministre fédéral du travail et des affaires sociales pour le Ministère fédéral de la jeunesse, de la famille, de la femme et de la santé (aujourd'hui Ministère fédéral de la condition féminine et de la jeunesse)

1987-1992

Membre du Conseil consultatif de la Commission européenne sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, au nom du Ministère fédéral de la jeunesse, de la famille, de la femme et de la santé, aujourd'hui Ministère fédéral de la condition féminine et de la jeunesse

Conseils consultatifs scientifiques/Comités de sélection/Conseils d'administration

- Europäische Akademie für Frauen in Politik und Wirtschaft e.V. (Académie européenne pour les femmes dans la politique et le milieu des affaires), Berlin, à partir de 2001
- Deutsches Institut für Menschenrechte (Institut allemand pour les droits de l'homme), Berlin, (vice-présidente) à partir de 2001
- Programme d'orientation et d'animation, PNUD, Chisinau, Moldova, à partir de 2000
- Comité de sélection du programme de bourses académiques John J. McCloy (1987-1995)
- Institut für Innovation im System der Arbeit, Nürtingen (Institut pour l'innovation dans le système de travail au Collège de formation professionnelle supérieure de Nürtingen), 1990-1992

- Institut Frau und Gesellschaft (Institut 'les femmes et la société'); Hanovre, 1983-1993
- Centre européen pour le travail et la société, Maastricht, Pays-Bas, 1980-1986
- Deutsche Gesellschaft für Americkastudien (Société allemande pour études américaines), 1976-1980

Comités de publication

- Édition 'Ergebnisse der Frauenforschung an der Freien Universität Berlin'
- (Série de publications relatives à des travaux de recherche sur les femmes par les femmes), Comité de publication, 1984-1993;
- Édition Berlin-New York, Conseil d'administration, Berlin/New York, 1986-1990
- RADIUS : Die Kulturzeitschrift zum Weiterdenken (Magazine culturel), Comité de publication, Stuttgart, 1984-1989
- Equal Opportunities International, Conseil consultatif de publication, Manchester, Royaume-Uni, 1981-1988

Associations

- o Fondation européenne de femmes, membre fondateur et membre du Conseil d'administration, Luxembourg (depuis 1990)
- o Berliner Frauenbund 1945 e.V. (Union des femmes de Berlin) – Vice-Présidente (1977-1987);
- o Centre européen féminin de recherche sur l'évolution de la société, membre du Conseil exécutif, Paris (1980-1981)

Publications/conférences

- Publications sur les questions relatives aux femmes, aux droits fondamentaux et aux aspects sociaux en langues allemande et anglaise;
- Nombreux documents de conférences en Europe, aux États-Unis, en Amérique centrale et en Asie; elle a donné des cours sur les droits de l'homme aux représentants des services législatif et exécutif d'organisations non gouvernementales en Europe et en Asie.

Langues étrangères

Anglais (parlé et écrit couramment)

Français (bonne compréhension de textes écrits, conversation)

Wohltorf, 2003

SHIN, Heisoo (Mme) (Corée)

Date et lieu de naissance : 23 juin 1950 dans la province de Gyeonggi,
République de Corée

Langues de travail : Coréen et anglais

Position actuelle/fonctions :

- o Membre et Vice-Présidente, CEDAW, Nations Unies
- o Professeur invité, Institut de hautes études relatives aux ONG, Université de Kyunghee, Séoul
- o Représentante. Conseil coréen pour la défense des femmes incorporées dans l'armée japonaise pour servir d'esclave sexuelle
- o Membre du Conseil consultatif, Ministère de l'égalité des genres, République de Corée
- o Membre du Conseil d'administration, Fondation coréenne de défense des droits de l'homme

Principales activités professionnelles :

- 1993-2000** Professeur, Faculté du Bien-être social, Université de Hanil & Séminaire théologique presbytérien, Jeonju, Corée
- 1999-2001** CoReprésentante, Korea Women's Associations United (Groupe de 28 organisations féminines et de six branches en Corée)
- 1992-2003** Vice-Présidente (1992-1994), Présidente (1995-1999) et Représentante (2000-2003), de Korea Women's Hotline (une organisation coréenne de défense des droits de l'homme comptant 25 bureaux, engagée dans la lutte contre la violence et la discrimination à l'égard des femmes)
- 1984-1985** Enseignante suppléante, Département de sociologie, Université de Rutgers, Etats-Unis
- 1977-1981** Employée à temps complet, Korea Church Women United
- 1975-1976** Employée à temps complet, Korean League of Women Voters

Éducation

- Licence d'anglais et de littérature, Ewha Women's University, Séoul
- Maîtrise en sociologie, The Graduate School, Ewha Women's University, Séoul
- Doctorat en sociologie, The Graduate School, Rutgers-The State University of New Jersey, États-Unis

Autres activités principales dans le domaine lié au mandat de l'organe intéressé

- Décembre 2003** : Conseillère, Conférence régionale de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sur la législation en matière de violence familiale : vers la mise en place d'un réseau et de stratégies régionales, organisée par UNIFEM, 1^{er} au 3 décembre, Bangkok, Thaïlande.
- Décembre 2003** : Conseillère, Atelier régional sur la protection des travailleuses migrantes en Asie : relever les défis, organisé par UNIFEM, du 9 au 11 décembre, Jakarta, Indonésie.
- Février 2002** : Conseillère, services consultatifs pour les organisations gouvernementales et non gouvernementales de l'Asie du Sud-Est en ce qui concerne l'application de la CEDAW et l'établissement de rapports, organisés par UNIFEM, du 16 au 18 février, Bangkok, Thaïlande.
- 1998-2001** : Coreprésentante, Comité d'action conjointe pour la Commission nationale des droits de l'homme
- Octobre 1999** : Organisatrice, séance sur l'égalité des sexes, Conférence d'ONG internationales, Séoul
- 1996-2000** : Consultation annuelle, au mois d'août, avec Mme Radhika Coomaraswamy, Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, donnant une évaluation de son rapport publié et des suggestions pour son prochain rapport, organisée par APWLD
- 1993-1999** : Membre fondateur et coordonnatrice pour la Corée (1996-1999), East Asia Women's Forum (Forum des femmes de l'Asie de l'Est)
- 1996-1997** : Présidente du Comité exécutif, mouvement national pour la législation sur la violence familiale
- 1994-1996** : Membre du Comité exécutif, Comité national des ONG pour la 'Quatrième Conférence mondiale de Beijing sur les femmes, composé d'une centaine d'organisations'
- 1992-1993** : Présidente du Comité spécial pour la législation sur la violence sexuelle, Korea Women's Associations United, un groupe de 28 organisations féminines

Les plus récentes publications

« Application de la CEDAW pour promouvoir et protéger les droits des travailleuses migrantes, » UNIFEM. Atelier régional organisé pour protéger les travailleuses migrantes en Asie : relever les défis, du 9 au 11 décembre 2003, Jakarta, Indonésie

Discrimination à l'égard des femmes dans les collèges, mesures à prendre pour effectuer un changement, recherche de nouvelles politiques, Ministère de l'Éducation, 2000

« Instruments internationaux des droits fondamentaux pour les femmes et le mouvement des femmes, » Korea Women's Hot Line, ed., L'histoire du Mouvement de défense des droits fondamentaux de la femme en Corée, Hanul Publishers, 1999.

« Le Mouvement de défense des droits fondamentaux de la femme » Korea Women's Associations United. Ed. Open Hope, Dongduk Women's Univ. Press, 1998.

Économique politique de l'industrie du spectacle en Corée, document traduit par KIM Jo Sul, Tokyo : Shinkansha, 1997.

Glenda P. Simms, PhD (Jamaïque)

Qualifications

- **Chef de projet** influent qui a fait campagne pour l'égalité et la justice sociales au Canada et en Jamaïque.
- **Directrice exécutive** du Bureau de la condition féminine de juin 1996 à ce jour.
- **Présidente du Conseil consultatif canadien** sur la condition féminine (1990-1996)

Elle a obtenu un doctorat en psychopédagogie à l'Université d'Alberta et un doctorat honoraire en droit de l'Université d'Alberta, de l'Université de Queen et de l'Université de Manitoba.

Le Docteur Simms a reçu plusieurs prix : le « Black Achievement Award » pour sa contribution à l'élaboration de politiques publiques, le Inter-Amicus Human Rights Awards de l'Université McGill.

Le Dr Simms a reçu en 1997 la distinction « **Henrietta Harvey Distinguished Lecturer** » à l'université Memorial (Terre-Neuve).

Auteur de nombreuses publications, chercheur et chef de projet, elle a également, en tant que directrice exécutive, dirigé la production de vidéos.

Expérience professionnelle

Gestion

- o Conseillère du Gouvernement de Jamaïque sur l'élimination de la pauvreté, les questions concernant la parité des sexes et le travail des enfants.
- o A conseillé le Gouvernement canadien sur les questions relatives à la condition féminine, pendant cinq ans, en tant que Présidente et Responsable du Conseil consultatif canadien sur la condition féminine.
- o A dirigé une équipe de 44 personnes, y compris des cadres supérieurs.
- o A dirigé la mise en place de stratégies pour appliquer des politiques, des programmes et des projets de recherche au Canada et en Jamaïque.
- o A négocié des accords de financement entre le gouvernement, des communautés et des universités.
- o A élaboré, administré et évalué des contrats avec des particuliers et des institutions.
- o A élaboré et évalué des programmes scolaires et des modules de formation.

Rôle de direction et services consultatifs

- Conseillère auprès des Gouvernements de la Jamaïque et du Canada sur les questions suivantes : condition féminine, lutte contre la pauvreté, relations raciales, éducation, travail des enfants et développement.

- En relation avec de hauts responsables de plusieurs gouvernements et organisations non gouvernementales.
- A informé le public sur une série de questions liées à la condition féminine ainsi que sur les aspects éducatifs, sociaux et politiques des sociétés canadienne et jamaïcaine.
- A donné des conseils sur la mise en place de mécanismes nationaux visant à promouvoir la condition de la femme en Afrique du Sud, Philippines, Îles Turks et Caïques
- Membre du Conseil d'administration d'INSTRAW
- Membre du Conseil exécutif de la Commission interaméricaine sur la condition de la femme (CIM).
- **Déléguée principale de la Jamaïque au CIM**

Publications et recherches

– Le Dr Simms rédige actuellement un ouvrage sur la relation entre le racisme et le sexisme. L'une de ses plus récentes publications est intitulée « Diasporic Experiences of Blacks in Canada : A Discourse » (Les expériences des diasporas noires au Canada). Dalhousie Review, Université de Dalhousie (automne 1993).

(Une liste complète de publications et de projets de recherche peut être obtenue sur demande.)

Expérience professionnelle

1996 à ce jour	Directrice exécutive du Bureau jamaïcain de la condition de la femme
1990-1995	Présidente et directrice générale du Conseil consultatif canadien sur la condition de la femme (CACSW)
Été 1991	Conseillère auprès du Gouvernement jamaïcain sur la condition de la femme
1987-1990	Professeur associé, Faculté d'enseignement, Université de Nipissing, North Bay, Ontario
1985-1987	Superviseur, éducation interculturelle, race et relations ethniques, Regina Public School Board, Regina, Saskatchewan
1980-1985	Professeur associé/Chef de département/Coordonnatrice des services étudiants, Saskatchewan Indian Federated College, Université de Regina, Regina, Saskatchewan
1981	Chargée de cours d'été, Université de Calgary, Alberta
1977-1980	Professeur assistante, Université de Lethbridge, Alberta
1966-1972	Division de l'école de Northland, Alberta
1960-1966	Ministère de l'éducation, Jamaïque

Éducation

Certificat – Programme exécutif pour les responsables du développement, Université de Harvard, John F. Kennedy School, 1999

Certificat de programme de gestion supérieure, Centre canadien de gestion. Ottawa, Ontario, 1994

Docteur en philosophie (psychopédagogie), Université d'Alberta, Edmonton, 1985

Maîtrise d'éducation (psychopédagogie), Université d'Alberta, Edmonton, 1976

Licence d'éducation, Université d'Alberta, Edmonton, 1974

Permanent Professional Teacher's Certificate (diplôme d'enseignement professionnel), Alberta and Saskatchewan

Diplôme d'enseignement, Jamaïque.

Anamah Tan (Singapour)

Date de naissance : 6 septembre 1940

Profession : Avocate

Qualifications

- LL.B. (Hons) (Singapour), Royal Institute of Chartered Surveyors (MRICS), Financial Intelligence and Anti-Money Laundering Act (FIAML), SI Arb,
- Avocate (Angleterre et Pays-de-Galles), PhD Hon. (Administration des entreprises)

Langues de travail

Anglais et Bahasa Melayu

Distinctions/Prix

- 1966** Médaille nationale de l'administration publique (Bronze)
- 1993** Médaille nationale du travail communautaire pour avoir aidé les personnes défavorisées et les femmes
- 1998** Médaille nationale du service public
- 2002** Conseil des organisations féminines de Singapour
Prix de la Journée internationale de la femme
- 2003** Millenium Women for Peace and Development Foundation Premier prix de la paix décerné aux femmes de l'Asie de l'Est pour des services humanitaires

Prix du Who's Who de Singapour : reconnue meilleure avocate en droit de la famille

Activités professionnelles (Internationales et nationales)

- ***Conseil international des femmes (ICW)***
Présidente (2003 à ce jour)
Membre et Présidente d'ICW-Conseil régional pour l'Asie (2000-2003)
Conseillère en matière des droits de l'homme au Comité directeur de la condition féminine (1998-2000)
- ***Association des pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE) Confédération des organisations féminines (ACWO)***
A occupé plusieurs positions depuis 1992
Nominations récentes : Conseillère spéciale auprès d'ACWO (2002-2004); Présidente (2000-2002), Présidente du Comité d'organisation d'ACWO lors des 8^e et 10^e Assemblées générales d'ACWO (1997-1998 et 2001-2002)

- **Comité consultatif sur l'intégration des sexes/pécificités dans le cadre de la coopération économique Asie-Pacifique**
Représentante de Singapour (2000-2002)
- **Réseau de dirigeantes de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique**
Chargée de liaison pour Singapour (depuis 1998 à ce jour)
- **Réseau consultatif pour les femmes d'affaires des pays du Commonwealth**
Chargée de liaison Singapour (2001)
- **Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (YWCA) (Genève)**
Membre du Conseil et Vice Présidente pour l'Asie (1977-1985)
- **Conseil des organisations féminines de Singapour**
Présidente (1992-2002) Vice-Présidente (1980-1982) et Membre fondateur (1980 à ce jour)
A participé aux modifications apportées à la Charte des femmes de Singapour (1979 et 1996)
A contribué à mettre en place des lieux de refuge à Singapour pour les victimes de violence familiale
- **Comité des femmes contre la violence familiale**
Membre du Comité interministérielle (1997 à ce jour)
Coprésidente (1992-1996)
- **Association d'avocates de Singapour**
Membre du Comité exécutif (1994 à ce jour)
Présidente (1977-1981 et 1988-1995) Membre fondateur (depuis 1974)
A milité pour la création à Singapour d'un tribunal pour la famille
- **Société de droit de Singapour**
Membre du Conseil (1977-1981 et 1993-1997)
Conseillère pour la société de droit (2001 à ce jour)
- **Consortium des associations de droit des pays de l'Asie du Sud-Est**
Membre du Comité (1997 à ce jour)
- **Cabinet du premier ministre**
Justice de la paix (1998 à ce jour)
Membre du groupe du comité disciplinaire d'investigation pour la Commission du service public (PSC) (2000 à ce jour)
- **Ministère des sports et du développement des communautés**
Présidente du Groupe consultatif pour le développement de la famille (2000-2002)

Présidente du Comité national de la semaine familiale (1993 et 1994)

- **Conseil national du service social de Singapour**

Vice-Présidente (2000-2004)

Présidente du Réseau de la santé mentale (2002-2004)

Membre du Conseil d'administration depuis 1992

- **Conseil national pour la prévention du crime**

Membre du Conseil d'administration (1992 à ce jour)

- **Différentes fonctions**

Membre du Tribunal des affaires mineures et médiateur du système de justice familiale (pénale et civile) de Singapour (1996 à ce jour)

Membre du Tribunal pour la garde des parents (2003 à ce jour)

Participation à des conférences internationales

- *Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur la femme, septembre 1995*
- *Conseil international de la rencontre triennale des femmes (Ottawa), 1997 – Chef de la délégation du Conseil des organisations féminines de Singapour*
- *4^e, 5^e, 6^e et 7^e rencontres du Réseau de dirigeantes de la Coopération économique Asie-Pacifique, 1998, 1999, 2000 et 2003 – Chef de la délégation de Singapour*
- *Rencontre intergouvernementale de haut niveau en vue d'examiner l'application régionale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Bangkok), 1999 – Chef du Conseil de la délégation des organisations féminines de Singapour*
- *Atelier de la confédération des organisations féminines des pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Vision des femmes : Améliorer nos économies/Le nouveau Millénaire (Bangkok), 1999*
- *Sous-Comité sur la rencontre des femmes des pays de l'ANASE (Bali), 2000*
- *Conseil international de l'Assemblée générale des femmes (Helsinki), 2000 – Chef de la délégation de Singapour*
- *23^e Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies (Rencontre Beijing + 5), New York, 2000*
- *25^e et 30^e séances du Comité sur l'élimination de la discrimination contre les femmes (CEDAW), New York, juillet 2001 et janvier 2004*
- *5^e rencontre du groupe consultatif ad hoc pour l'intégration des sexes/spécificités et du comité préparatoire de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) pour la seconde conférence ministérielle sur les femmes (Mexique), 2000-2002*
- *Comité préparatoire pour la 7^e rencontre des ministres de la condition féminine des pays du Commonwealth, mars 2003 et 2004*

- *47^e et 48^e sessions de la Commission sur la condition féminine, mars 2003 et 2004*

Discours lors de rencontres internationales, régionales ou nationales

- 1994** Intervenante lors du 1^{er} Congrès mondial sur le droit de la famille (Sydney)
Intervenante au Forum international de femmes (Hiroshima)
- 1997** Oratrice principale à l'Université de technologie de Curtin sur le nombre croissant de choix pour la femme : santé, travail et droits fondamentaux (Perth)
- 2001** Oratrice principale sur les femmes d'affaires et les marchés mondiaux lors de la 6^e rencontre du réseau de dirigeantes issues de pays membres de la coopération économique Asie-Pacifique (Beijing)
- 2002** Intervenante et invitée d'honneur à l'occasion du 1^{er} Forum Entreprises/Investissements tenu lors de la Journée internationale de la femme (Singapour-Shanghai/Qingdao) : Les femmes d'affaires et les marchés mondiaux
Intervenante lors de la 7^e rencontre du réseau de dirigeantes issues de pays membres de la coopération économique Asie-Pacifique. Thème : bonne gouvernance (Mexique)
- 2003** Intervenante lors de la 8^e rencontre du réseau de dirigeantes issues de pays membres de la coopération économique Asie-Pacifique. Thème : Sécurité pour les travailleurs marginaux (Chiang Mai)
Intervenante à l'occasion de la Convention des femmes de l'Asie de l'Est pour la paix mondiale (Manille)
- 2004** Intervenante sur le « rôle des hommes et des garçons pour parvenir à l'égalité des sexes » lors d'une discussion de groupe organisée par le Conseil international des femmes et le Conseil national des femmes des États-Unis, en marge de la 48^e session de la Commission sur la condition de la femme (CSW)
Intervenante sur les « femmes dans la prévention des conflits : une perspective juridique » lors d'une discussion de groupe organisée par la Fédération internationale des femmes juristes, en marge de la 48^e session de la CSW.

Maria Regina Neves Xavier Amorim Tavares da Silva (Portugal)

Nationalité : portugaise

Mariée Trois filles, trois petits-enfants

Qualifications académiques

- Licence d'anglais et littérature allemande – Université de Lisbonne, Portugal (1960)
- Études de littérature américaine et du développement dans les communautés – un an aux États-Unis (1962-1963)
- Diplôme de troisième cycle « Diplôme d'études d'anglais » – Université de Cambridge, Royaume-Uni (1966-1967)
- Cours et séminaires sur la littérature irlandaise – Trinity College, Dublin; documentation et information – Université de Lisbonne et d'Edinburgh; études sur la condition féminine – séminaires à Lisbonne et Salzburg.

Fonctions actuelles

- Conseillère spéciale auprès de la Commission du gouvernement pour l'égalité et les droits de la femme, depuis 1992 – notamment responsable des affaires internationales en coopération avec le Ministère des affaires étrangères.
- Membre du Comité de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW) – élue en 2000
- Chercheuse indépendante dans les domaines de l'égalité entre les sexes, l'histoire des femmes et les droits fondamentaux de la femme (liste de publications en annexe).

Expérience professionnelle au niveau national

- Enseignement : niveau secondaire au Portugal (1960-1962; 1963-1965; 1967-1970)
- Enseignement : niveau universitaire – Université de Cambridge, R.U. (1965-1967)
- Interruption de carrière de 1970 à 1974 pour des raisons familiales
- Membre du mécanisme gouvernemental pour l'égalité entre les sexes, première Commission de la condition de la femme, actuellement la Commission pour l'égalité entre les hommes et les femmes
- Présidente de ladite Commission (1986-1982). À ce titre, responsable de l'information à l'intention des femmes, de la sensibilisation aux questions d'égalité entre les sexes, de la formation professionnelle, de l'éducation de base pour le développement, des études de la condition féminine, des études de genre, et de la coopération avec l'Administration, les ONG féminines, les médias et autres acteurs sociaux.

Participation parallèle dans d'autres organismes et ONG au niveau national

- Membre du Conseil national de publicité (1983-1986)
- Membre de la Commission pour l'égalité dans le travail (1986-1991)
- Membre du Comité national pour la campagne pour le monde rural du Conseil de l'Europe (1987)
- Membre du Conseil général de la Commission nationale de l'UNESCO (1989-1992)
- Membre du Conseil d'administration du Comité national pour l'UNICEF (2001-2003)
- Membre fondateur de l'association portugaise des études de la condition féminine APEM (1991)
- Membre fondateur de l'Alliance portugaise pour la démocratie et la parité entre les sexes – ADP (1993)
- Membre de la Branche portugaise de la Fédération internationale pour la recherche en histoire des femmes

Fonctions au niveau international

Conseil de l'Europe

- Membre du Comité pour l'égalité entre les hommes et les femmes du Conseil de l'Europe (CEEG), puis membre du Comité directeur pour l'égalité entre les hommes et les femmes (CDEG) (1984-1989 et 1991-1995)
- Présidente du CEEG (1987-1988) et du CDEG (1992-1993)
- Nommée par le Comité représentante de plusieurs groupes de travail et groupes d'experts :
 - o Groupe du projet interdisciplinaire sur les 'droits de l'homme et la réelle démocratie' (1992-1995). Éluée Vice-Présidente
 - o Groupe de travail sur la démocratie et la parité entre les sexes (1991-1992). Éluée Présidente
 - o Groupe de travail sur les migrations, la diversité culturelle et l'égalité entre les hommes et les femmes (1996)
 - o Groupe de spécialistes sur l'intolérance, le racisme et l'égalité entre les hommes et les femmes (1996-1997). Éluée Présidente
 - o Comité préparatoire des Conférences ministérielles sur l'égalité (Strasbourg, 1986; Vienne, 1989; Rome, 1993)
 - o Comité préparatoire de la Conférence européenne 'Égalité et démocratie : utopie ou défi?' en prévision de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1994)
- Consultante dans le cadre de programmes de coopération et d'assistance technique aux pays de l'Europe centrale et de l'Est (Liubliana, Slovénie 1994;

Zagreb, Croatie, 1996; Skopje, Macédoine, 1996; Kiev, Ukraine, 1996; Tirana, Albanie, 1996; Varsovie, Pologne, 1997; Veliko Turnovo, Bulgarie, 1997, Chisinau, Moldova, 1998

- Experte au nom du Conseil de l'Europe dans des rencontres organisées par d'autres organisations (à savoir, le séminaire de l'OSCE sur la dimension humaine sur « la promotion de la participation des femmes dans la société – Varsovie, 1997; Séminaire du Conseil britannique sur les « femmes et les droits de l'homme – Y a-t-il conflit entre tradition et égalité? Londres, 1997; Fondation Friedrich Ebert – séminaire sur « la protection internationale des droits fondamentaux de la femme », Prague, République tchèque, 1998; Académie Donaueschingen – séminaire sur « l'histoire des femmes au XXe siècle », 1999; Conseil de l'Europe et KADER – Séminaire sur « la législation et les mécanismes pour l'égalité », Ankara, 1999)
- Consultante pour l'élaboration d'une étude sur « 25 ans d'action du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes », publiée en 2002.

Union européenne

- o Membre du Comité consultatif sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes de la Commission européenne (1989-1991)
- o Présidente (1991) et Vice-Présidente (1990) du Conseil consultatif
- o Experte portugaise du Réseau des « femmes et de la prise de décisions » (1992-1994)
- o Membre de la mission communautaire d'investigation sur le viol des femmes musulmanes en Bosnie-Herzégovine (1993).
- o Experte dans le projet communautaire : « Recherche sur les femmes dans la prise de décisions politiques, économiques et sociales » (1997)
- o Représentante de la présidence européenne lors d'une session du Parlement européen dans le cadre de Beijing + 5 (Bruxelles, mars 2000)
- o Membre du groupe de haut niveau sur la « prise en compte des sexospécificités » (2001-2002)

Nations Unies

- Membre des délégations nationales des Conférences mondiales sur les femmes (Mexique, 1975; Copenhague 1980), la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993) et coordonnatrice du travail préparatoire national pour la quatrième Conférence mondiale (Beijing, 1995)
- Membre des délégations nationales auprès de la Commission sur la condition féminine (1992-1996 et 2000-2001). En 1995, représentante du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États dans le « Groupe des communications ».
- Sur invitation du Ministère des affaires étrangères, responsable de la coordination technique de l'UE et porte-parole de l'UE, au nom de la présidence portugaise de l'UE, dans le cadre du processus préparatoire de

Beijing + 5, et de la rencontre préparatoire régionale de l'ECE, des rencontres PrepCom et de la séance spéciale de l'Assemblée générale.

- Membre du Comité sur l'élimination de la discrimination contre les femmes (CEDAW) – élu en 2000. Nommé par le comité représentante à la session spéciale de l'Assemblée générale sur les enfants, en 2002, et intervention dans le groupe « Femmes et enfants : du droit international aux réalités nationales ».
- À la tête du mécanisme national pour l'égalité, chargée de présenter les rapports nationaux liés à l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes devant le Comité CEDAW (Rapport initial, NY 1986; rapports II et III, Vienne, 1991)
- Consultante temporaire auprès de la division pour la promotion des femmes sur des sujets liés à la Convention CEDAW (1991)
- Consultante temporaire pour l'UNESCO (séminaire en Roumanie, 1993)

Coopération avec d'autres organisations

- Membre de l'Association des femmes de l'Europe méridionale (AFEM). Élu Secrétaire générale et membre du Conseil d'administration (1997-1999).
- Régulièrement invitée par diverses institutions pour donner des conférences :
 - Service culturel du Ministère de la Communauté française de Belgique (1990),
 - Conseil national pour l'égalité du Danemark (1991),
 - Ministère des affaires sociales du Danemark (1992);
 - Association nationale des études féministes (ANEF) de France (1994);
 - Association internationale des avocats catholiques et du 'Barreau de Paris' (1994);
 - Institut international des droits de l'homme à Strasbourg (1995);
 - Institut politique européen pour la formation des femmes (IPEF) à Paris (1996);
 - Université de Toulouse (1998); Université d'Innsbruck (1998); CELEM – Coordination espagnole du groupe de pression des femmes européennes, à Madrid (1999);
 - Santé et famille, à Barcelone (1999).

Publications

Auteur de plusieurs études et articles dans les domaines suivants :

- Droits de la femme
- Féminisme et féministes au Portugal
- Biographies des femmes portugaises
- Les femmes dans l'expansion portugaise et découvertes
- Bibliographie portugaise sur les femmes
- Image des femmes dans la publicité
- Égalité de chances dans l'éducation
- Les femmes dans la vie politique
- Les droits de l'homme et les sexospécificités
- L'égalité et la démocratie, etc (voir Annexe)

Taufa Vakatale O.F, J.P. (Fidji)

Date de naissance : 1^{er} février 1938

Nationalité : Fidjienne

Adresse : 55 Salato Road, Namandi Heights
Tamavua, Suva, Fidji

Adresse professionnelle :

USQ International College, Fidji
7 Bruster Street, Toorak, Suva, Fidji

Téléphone : (679) 3320069

Télécopie : (679) 3309109

Adresse électronique : vakatale@connect.com.fj
aidw@connect.com.fj

Profession : Assistante universitaire

Qualifications :

- Diplôme Administration, Université de Leeds, R.U.
- Bachelor of Arts Degree, Université d'Auckland, N.Z.
- Diplôme d'enseignement (supérieur)
- Nasinu Teachers College

Expérience internationale et régionale

1971	Rencontre du Conseil de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (World YWCA) au Ghana. Les deux premières semaines, rencontre avec des femmes issues de 72 pays pour débattre des questions liées à l'autonomisation des femmes et aux personnes défavorisées. 3 ^e semaine : visite de groupes féminins sur l'ensemble du Ghana. Je faisais partie du Comité des résolutions.
1975	Rencontre du Conseil de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (World YWCA) à Vancouver, Canada. Réunion de suivi de la première Conférence mondiale des femmes à Mexico. Je faisais également partie du Comité des résolutions.
1979	Rencontre du Conseil de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (World YWCA) à Athènes. J'étais l'une des quatre responsables d'un nouveau programme organisé pour environ 250 femmes jeunes et âgées qui ne faisaient pas partie du Conseil. J'ai été élue Vice-Présidente du Comité exécutif pour une durée de quatre ans. À ce titre, j'ai traité des questions liées aux femmes et aux enfants du monde entier (jusqu'à 1979).
1979 - 1983	En tant que membre du Comité exécutif, j'ai participé à l'étude de questions relatives aux femmes et aux enfants issus du monde entier, des Philippines à l'Écosse, de la Guyane à la Corée du Sud, du Japon à l'Afrique du Sud et du Kenya à Samoa, etc. J'ai fait partie d'un groupe de travail qui s'est rendu au Moyen-Orient pour rencontrer différents groupes de femmes arabes et juives.
1983	Rencontre du Conseil de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (World YWCA) à Singapour. Élu(e) Vice-Présidente mondiale pour une période de quatre ans.
1983	Rencontre du Conseil de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes (World YWCA) à Phoenix – J'ai présidé le Comité chargé de la Constitution.
1987	En qualité de Ministre des femmes, j'étais responsable de la ratification conditionnelle de la CEDAW. J'étais chef de la délégation de Fidji lors de la Conférence de Beijing et, de temps à autre, porte-parole pour le Pacifique.
1985	Membre du Groupe des personnalités spécialites du développement social, mis en place par le PNUD (Bangkok)
1995	

Activités professionnelles

J'ai enseigné et suis devenue Proviseur de l'école Adi Cakobau, un pensionnat public très réputé pour les jeunes filles fidjiennes de 10 à 19 ans. Pendant cette période, j'étais responsable d'enseignants de Fidji, mais aussi du Royaume-Uni, des États-Unis, d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

Diplomate en poste à Londres, j'ai travaillé étroitement avec des diplomates d'autres pays du Commonwealth pour débattre de différentes questions, notamment la Rhodésie avant qu'elle n'accède à l'indépendance. J'ai participé à des Conférences de pays du Commonwealth sur la jeunesse, les questions légales, l'éducation et la formation. Représentante de Fidji, j'ai participé à toutes les rencontres de la Fondation du Commonwealth.

En tant que Secrétaire permanente, j'ai acquis une expérience dans les relations avec les médias, le milieu industriel, le tourisme, l'aviation civile, les sources d'énergie et les affaires étrangères. J'étais Secrétaire des affaires étrangères lorsque Fidji tentait de retrouver sa crédibilité sur la scène internationale après le coup d'État de 1987. Nous avons considérablement réduit notre présence dans les pays avec lesquels nous avions des relations diplomatiques. Nous avons réorienté notre politique étrangère, et avons commencé à nous ouvrir sur l'Asie et à moins dépendre du Pacifique.

- 2004** Responsable, 'Foundation Studies' – Université de Southern Queensland, Collège international, Fidji
- 1999-2002** Consultante
Assistante – Université Central Queensland, Fidji
- 1997-1999** Vice-Premier Ministre et suppléante du Ministre de l'Éducation
- 1992-1996** Ministre de l'Éducation, Femmes et Culture
- 1987-1991** Secrétaire permanente pour les ministères suivants : Travail, emploi et relations industrielles - Cabinet du Premier Ministre et du Ministre des Affaires étrangères - Information, télédiffusion, télévision et télécommunications Tourisme, aviation civile et énergie
- 1986-1987** Suppléante du Secrétaire de l'éducation
- 1982-1986** Responsable d'enseignement secondaire
- 1980-1982** Suppléante du Haut Commissaire de Fidji – Londres
- 1958-1970** Professeur assistante, École d'Adi Cakobau

Activités nationales :

Participation à des organisations officielles :

<i>Nom du Comité</i>	<i>Titre</i>	<i>Année Nommée/élue</i>
Comité des émoluments parlementaires	Présidente	2002
Bureau de la censure	Présidente	2002
Examen de YWCA Fidji	Consultante	2000
Université du Conseil du Sud-Pacifique	Vice-Présidente	1997-1999
Commission nationale de Fidji pour l'UNESCO	Présidente	1993-1999
Bureau consultatif du travail	Présidente	1991-1992
Conseil national de formation de Fidji	Présidente	1988-1991
Fonds de pensions national de Fidji	Membre	
Conseil d'administration Air Pacific Limited	Membre	
Conseil d'administration Aviation civile de Fidji	Membre	
Conseil d'administration Air Terminal Services	Membre	
Conseil d'administration Télédiffusion de Fidji	Membre	
Conseil d'administration Électricité – Fidji	Membre	
Conseil d'administration Postes et Télécommunications de Fidji	Membre	
Secrétaire – Examen de la législation sur l'alcool		1985
Conseil d'administration du Musée de Fidji		1983-1987
Conseil des gouverneurs des écoles publiques		1983-1987
Comité consultatif du travail – Fidji		1963-1965

Membre d'organisations non gouvernementales :

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (YWCA)	Présidente nationale de YWCA Fidji Membre du Comité exécutif mondial – Vice-Présidente – Consultante pour l'examen de YWCA Fidji 2000
---	--

Autres organisations féminines :

Conseil national des femmes de Fidji	Présidente
Association Pensionnat de filles d'Adi Cakobau	Présidente et trésorière
Pan Pacific et South East Asian	Présidente (Fidji)
Association féminine (Fidji)	
Soqosoqo Vakamarama	Membre
Soroptimist International	Membre
Ligue des femmes des pays du Commonwealth, Londres	Membre

Autres organisations

<i>Parti politique SVT</i>	<i>Présidente</i>
Association des enseignants de Fidji (syndicat)	Vice-Trésorière
Conseil des gouverneurs de l'école de Ratu Sukuna	Présidente
Charlton Trust	Membre
Conseil provincial Lomaiviti	Membre

Fonctions actuelles

Association de l'école de filles Adi Cakobau	Présidente
Conseil national des femmes de Fidji	Membre
Comité des émoluments parlementaires	Présidente
Conseil des gouverneurs de l'école d'Adi Cakobau	Membre
Justice de la Paix	
Foundation Studies, USQ Intl College, Fidji	Administratrice
Comité de travail du Pacifique sur le CEDAW	Membre

Intérêts

Je suis une fervente militante des droits de la femme et de la responsabilisation des jeunes. J'ai toujours fait partie de diverses organisations féminines. À la tête de la délégation de Fidji à la Conférence mondiale de Beijing en 1995, j'ai participé à la prise de décisions et défendu la pleine application des principes énoncés dans la Convention CEDAW. J'ai donc fait partie du groupe qui a traduit le rapport en langue fidjienne.

J'ai composé un certain nombre de danses traditionnelles, notamment 'meke' à l'intention d'étudiants dans le cadre de festivals. Chorégraphe de 'meke' pour les femmes dans ma communauté insulaire.

Conférences auxquelles j'ai participé

J'ai participé à de nombreuses conférences importantes, aux niveaux national et international, lors desquelles j'ai présenté des rapports personnels ou au nom de mon Gouvernement. Il s'agissait de conférences gouvernementales sur l'Éducation, le Sucre, la Culture, le Développement, le Développement des petits États insulaires, la Jeunesse, etc...J'ai également participé à des conférences organisées par des ONG sur la Paix, le Culturalisme culturel, l'Environnement, le Militarisme, et à d'autres rencontres de syndicats ou de patronat.

Rapports présentés

- Éducation des enseignants dans les années 70 et 80
- Condition féminine à Fidji – Chine, 1985
- Le rôle des proviseurs dans les écoles secondaires
- Innovations dans l'éducation – Conférence internationale des éducateurs
- Militarisme et paix – Association du Commonwealth, Londres
- Le rôle des femmes à Fidji – Ligue des femmes des pays du Commonwealth, Londres
- La sécurité de l'Océanie dans les années 90 – Université nationale d'Australie, Canberra
- Le rôle des dirigeantes politiques dans la promotion de la condition féminine, Corée
- Réforme constitutionnelle et vie politique de Fidji – Sydney
- Initiatives en matière d'éducation et stratégies pour le XXIe Siècle – Oxford, R.U.
- Contraintes et défis pour établir le multiculturalisme à Fidji – Suva
- Multiculturalisme et droits autochtones – Apia, Samoa

Principaux résultats

Première citoyenne à être promue Officier de l'Ordre – Fidji : la plus haute distinction du pays

Première femme d'une île du Pacifique à devenir membre du Comité exécutif de World YWCA et première Vice-Présidente de YWCA

Première Présidente du Parti politique de SVT

Première représentante du Gouvernement de Fidji à intervenir devant l'Assemblée générale des Nations Unies

Première femme Premier Ministre

Première femme nommée Vice-Premier Ministre

Première femme nommée Ministre de Cabinet

Première femme nommée Secrétaire permanente à la tête d'un Ministère

Première femme nommée à un poste élevé dans l'Éducation et première Secrétaire adjointe de l'Éducation

Première femme nommée Adjointe du Haut-Commissaire/Conseillère dans le corps voie diplomatique – en poste à Londres

Première femme fidjienne nommée Proviseur d'une école secondaire – École d'Adi Cakobau

Première femme à obtenir une licence à l'Université de N.Z.

Première Fidjienne à réussir l'examen d'entrée à cette Université

Première personne à recevoir le diplôme d'enseignement supérieur avec mention

Mme Zou Xiaoqiao (Chine)

Date et lieu de naissance : 22 février 1952,
Province de Jiangsu,
République populaire de Chine

Langues de travail : Chinois et anglais

Fonctions actuelles

Assistante du directeur général, Département des affaires internationales, Fédération des femmes de Chine (ACWF)

Conseillère spéciale sur les questions de sexes, Comité de travail du Conseil d'État sur les femmes et les enfants, Chine

Membre du Conseil d'administration, Association des échanges internationaux de Chine

Membre du Comité national de l'UNESCO (Chine)

Membre du Réseau du Comité de coordination de Women Leaders' Network,

Coopération économique Asie-Pacifique

Principales activités professionnelles

Depuis près de 30 ans, Mme Zou Xiaoqiao œuvre à la promotion des droits de la femme, aux niveaux national et international, et a acquis une solide expérience dans ce domaine. Au fil des années, elle a largement contribué à mettre en œuvre des activités visant à appliquer et à faire connaître la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (la Convention). Elle a joué un rôle important dans les discussions tenues en vue de produire les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e rapports périodiques de la Chine, ainsi que sur le rapport relatif à l'application de la Convention. Mme Zou a été déléguée auprès de la Commission de l'ONU sur la condition féminine pendant près de dix ans et a pris part à l'élaboration et aux consultations d'un projet de Protocole facultatif à la Convention. Elle donne des conférences sur la Convention ainsi que sur d'autres documents relatifs aux droits de l'homme, à l'intention de hauts fonctionnaires, de procureurs, de juges et de policiers, et d'organisations de défense des droits de la femme dans de nombreuses régions de Chine. Elle s'attache également à faire connaître les résultats obtenus dans l'application de la Convention en Chine et dans d'autres pays. Mme Zou a largement contribué à faire connaître et appliquer la Convention en Chine.

Mme Zou Xiaoqiao a mené une action importante en faveur des échanges internationaux et a rencontré des experts d'autres pays pour discuter des droits fondamentaux de la femme, des femmes dans la politique, des femmes dans le développement économique, des femmes dans l'éducation et la formation, de la population, etc... Elle a consacré beaucoup de temps à l'étude de la violence contre les femmes, de la traite des femmes et d'autres questions liées aux droits fondamentaux de la femme. Elle participe activement au mouvement international pour la promotion de la femme, notamment en ce qui concerne l'évolution des droits fondamentaux de la femme au niveau mondial. Mme Zou a été membre des délégations officielles dans de nombreuses conférences régionales et internationales,

notamment la 3^e Conférence sur les femmes (Nairobi), la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing), la 23^e session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence internationale sur la population et le développement, le Sommet mondial pour le développement social, la Commission de la condition de la femme et la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Elle a également participé au projet sur les ménages, les sexospécificités et l'âge, une étude axée sur les incidences du développement économique et de la réforme pour les femmes des milieux ruraux dans le Sud-Ouest de la Chine, coparrainée par la Fédération des femmes de Chine et l'Université des Nations Unies.

Éducation

- 1986** Diplôme, Université des Andes, Colombie (Amérique du Sud)
 Méthodologie, collecte et analyse de données
- 1985** Diplôme, Université de Chicago, États-Unis
 Sociologie, études de la condition de la femme
- 1978-1980** Diplôme, Université de Canberra, Australie
 Histoire, politique et littérature
- 1971-1975** Licence, Université de Beijing
 Littérature anglaise

Autres activités principales dans le domaine relatif au mandat de l'organe concerné

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (ci-après dénommée la Convention)

- 2003** Membre du Comité d'examen des 5^e et 6^e rapports périodiques de la Chine sur l'application de la Convention
 Conférencière sur la Convention et son Protocole facultatif dans les ateliers/séminaires tenus à Guizhou, Qinghai et Beijing, Chine
- 2000** Discussions avec les experts du Comité sur l'élimination de la discrimination contre les femmes (dénommé ci-après le Comité) qui se sont rendus en Chine pour évoquer la question de l'application de la Convention.
- 1999** Représentante suppléante de la délégation chinoise lors de la 20^e session du Comité sur l'examen des 3^e et 4^e rapports périodiques de la Chine.
 Représentante suppléante de la délégation chinoise lors des 40^e, 41^e, 42^e, 43^e et 44^e sessions du Comité sur la condition de la femme relatives au projet de Protocole facultatif à la Convention.
- 1998** Membre du Comité de rédaction du rapport complémentaire des 3^e et 4^e rapports périodiques de la Chine sur l'application de la Convention.

Conférencière sur la Convention à l'atelier co-parrainé par la Fédération des femmes de Chine et l'organisation internationale de défense des droits de l'homme (IHRW), à Beijing en Chine.

Droits fondamentaux de la femme

- 2003 Intervenante principale lors du 5^e Séminaire Chine-Canada-Norvège sur les droits de l'homme
- 2002 Conseillère sur les questions relatives à la Chine lors du 7^e dialogue sino-australien des droits de l'homme
- 2002 Chef de la délégation chinoise à l'occasion de la seconde conférence régionale sur le Mouvement du travail illégal : le cas de la traite des enfants et des femmes en Thaïlande
- Intervenante principale sur le rôle des Chinoises dans la vie politique, économique et sociale lors du séminaire sino-allemand sur les droits de l'homme
- Conférencière sur la communauté internationale et les droits de l'homme dans le cadre de projets sino-australiens de défense des droits de l'homme sur la traite des femmes et la violence familiale.
- 2001 Participante au 5^e dialogue sur les droits de l'homme entre la Chine et l'Australie
- Participante au dialogue des droits de l'homme entre la Chine et l'Union européenne
- Participante à la quatrième table ronde sino-norvégienne sur le rôle de la loi et des droits de l'homme
- 1998 Oratrice principale sur le rôle des ONG dans le développement social et l'élaboration de politiques
- Intervention lors d'un séminaire sino-canadien sur la société civile et la législation en matière des droits de l'homme
- A participé à la conférence sino-américaine des femmes sur les droits fondamentaux
- 1996 A participé à la 52^e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Sexospécificités

- 2003 Depuis 1994, conseillère et représentante suppléante de la délégation chinoise aux sessions de la Commission de la condition de la femme de l'ONU
- Participation aux 6^e, 7^e et 8^e sessions de Women Leaders' Network (WLN) d'APEC, présidente et membre du Comité de coordination de WLN
- Oratrice principale de la Conférence sur les femmes et le renforcement de leur pouvoir : autonomisation économique dans la région Asie-Pacifique en Australie

- 2000 Représentante suppléante de la délégation chinoise à la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle ». Participation aux consultations tenues pour produire le document final.
- 1998 Participation à la troisième rencontre des hauts responsables des mécanismes nationaux pour la promotion de la femme au Japon.
Oratrice principale au troisième Forum des femmes asiatiques en Mongolie.
- 1997 Représentante personnelle de l'épouse du chef de l'État lors de la première rencontre du Comité directeur régional Asie-Pacifique pour la promotion des femmes issues des régions rurales et insulaires.
- 1995 A travaillé pour le Comité chinois d'organisation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
Conseillère de la délégation chinoise lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et le travail sur la Déclaration et le Programme d'action de Beijing
- 1994 Conseillère de la délégation chinoise lors de la seconde Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur les femmes dans le cadre du développement.
A contribué à l'élaboration du Programme d'action pour la promotion des femmes en Asie et dans le Pacifique.
- 1985 Conseillère de la délégation chinoise lors de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, Nairobi.

Autres activités

- 2000 Intervenante sur le rôle de la femme dans le maintien de la paix lors du Forum des peuples asiatiques et européens, à Séoul.
- 1997 Participation à la Conférence internationale des ONG de Séoul de 1999
- 1995 Participation au Sommet mondial du développement social
- 1994 Participation à la Conférence internationale sur la population et le développement

Les plus récentes publications

« *The footsteps of Civilization* » (Les pas de la civilisation), Beijing, Volume 2, Human Rights Journal, 2004 (en cours d'édition)

« *International Women's Movement and Organizations* » (Le mouvement international des femmes et les organisations), Beijing : Chine Women's Press, 2001

« *Editor-in-chief, Chinese Women at the '95 NGO Forum on Women* » (Rédactrice-en-chef, Les Chinoises lors du Forum des ONG sur les femmes », Beijing, 1995 : Chinese Women's Press, 1996